

UNIVERSITE A. MIRA DE BEJAÏA
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES DES SCIENCES DE GESTION
ET DES SCIENCES COMMERCIALES
DÉPARTEMENT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

MÉMOIRE

POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE MASTER II EN SCIENCES
ÉCONOMIQUES.
OPTION : ECONOMIE APPLIQUÉE, INGÉNIERIE FINANCIERE. EAIF

THEME

*“ Les exportations pétrolières et l'endettement extérieur ” :
Effets sur l'économie algérienne.*

Présenté par :

M^{elle} MADI Habiba
M^{elle} BOUAICHI Moufida

Sous la direction de :

M^r MOUHOUBI Aissa

Membres du jury :

- Président : M^r TERMOUL
- Examineurs : M^r KHIDER

Année universitaire 2010/2011

Remerciements

Nous tenons à adresser nos vifs remerciements à tout ceux qui, de près ou de loin, ont participé à l'élaboration de ce modeste travail et nous ont présenté volontairement leurs soutiens.

Nous tenons aussi à exprimer notre profonde gratitude, plus particulièrement à M^r MOUHOUBI Aissa pour son encadrement et ses conseils fructueux qu'il nous a prodigué tout le long de ce mémoire.

Nos remerciements s'adressent à deux perles rares et précieuses : M^r KHIDER et M^r ABDERAHMANI.

Également aux enseignants de l'université d'Abderrahmane Mira de Bejaïa pour la qualité d'études qu'ils nous ont transmises.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail et ma profonde gratitude

A ma mère et mon père

Pour l'éducation qu'ils m'ont prodigué; avec tous les moyens et au prix de tout les sacrifices qu'ils ont consentis à mon égard, pour le sens du devoir qu'ils m'ont enseigné depuis mon enfance.

A mes grands parents

A mes chères frères et sœurs

Nora, Samia, Ghania, Hakim, Amel, Karim

A mes neveux et nièces

Manel, Katia, Fouad, Sarah, Nadine, Mohamed Amine, et Émelie

A tout mes amis (es) de la promotion 2011

Habiba

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

Mes parents en faible témoignage de ma reconnaissance, qu'ils trouvent dans ce travail l'expression de ma gratitude pour leurs énormes sacrifices consentis pour moi.

Mon fiancé qui a donné l'extrême de son assistance pour réaliser ce travail.

Ma famille et mes amis, pour leurs assistance et encouragement, en particulier Kahina KOUDJH « kay »

Moufida

Liste des abréviations

Liste des abréviations et des acronymes

AIE : Agence Internationale de l'Energie

APD : Aide Publique au Développement

API: American Petroleum Institute

AV.JC : Avant Jésus Crist

b: baril

bep: baril équivalent pétrole

BP : British Petroleum

BRI : Banque de Règlements Internationaux

CEI : Communauté des Etats Indépendants

CNES : Conseil National Economique et Social

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CPP : Contrat de Partage de Production

DTS: Droits de Tirages Spéciaux

FOA: Food and Agriculture Organization of the united nation

FMI : Fonds Monétaire International

GNL : Gaz naturel liquéfié

GPL : Gaz de Pétrole Liquéfié

IBS : Impôt sur le Bénéfice des Sociétés

IDE : Investissement Direct Etranger

IDP : Impôt Direct Pétrolier

IFRI : Institut Français des Relations Internationale

IPE : International Petroleum Exchange

j : jour

LIBOR: London Inter Banc Offered Rate

M : Millions (Méga)

Mbj : millions de barils par jour

Mds : Milliards

MOAN : Moyen Orient et Afrique du Nord

NOPEP : Non-OPEP

NPI : Nouveaux Pays Industrialisés

Nymex: New York Mercantile Exchange

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

O.C.I : l'Organisme français de coopération industrielle

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONS : Office Nationale des Statistiques

OPAEP : Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole

OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PAM : Programme Alimentaire mondial

PAS : Plan d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PME : Petites et Moyennes Entreprises

PMI : Petites et Moyennes Industries

PNB : Produit National Brut

PNDA : Plan national de développement agricole

PNUD : Programme des Nations Unies Pour le Développement

PPA : Parité du Pouvoir d'Achat

PVD : Pays en Voie de Développement

R&D : Recherche et Développement

\$: Dollar

SPE: Society of Petroleum Engineers

Tep: Tone equivalent petrol

TNK : Compagnie Pétrolière Russe

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UE : Union Européenne

URSS : Union de Républiques Socialistes Soviétiques

VALHYD : plan de Valorisation des Hydrocarbures

WEO: World Energy Outlook

WTI: West Texas Intermediate

Sommaire

Sommaire

<i>Introduction générale</i>	1
CHAPITRE I : présentation du marché pétrolier mondial	4
Section I : Historique de l'exploitation pétrolière	5
1. Les premiers usages du pétrole	5
2. Les chocs pétroliers.....	6
3. Le marché du pétrole..... ;.....	9
Section II : Les acteurs du marché pétrolier	13
1. les multinationales pétrolières.....	14
2. les compagnies pétrolières nationales.....	15
3. les Pays producteurs de pétrole.....	16
4. les pays consommateurs de pétrole.....	17
CHAPITRE II : Problématique de l'endettement extérieur des économies en Développement	20
Section I : La genèse de l'endettement	21
1. Définition de la dette extérieure.....	21
1. Les causes internes du recours à l'endettement.....	21
2. Les causes externes du recours à l'endettement.....	23
Section II : L'impact de l'endettement sur les pays en voie de développement	32
1. Les effets économiques de l'endettement	32
2. Les effets sociaux de l'endettement.....	35
CHAPITRE III : Le poids des exportations pétrolières sur l'économie de l'Algérie	41
Section I : L'évolution de quelques ensembles économiques en Algérie	42
1- Evolution des exportations	42
2- l'évolution des importations.....	44
3- Evolution de la dette extérieure.....	46
Section 2 : L'incidence des exportations pétrolières sur la dette extérieure de l'Algérie	49
1. Les besoins de financement.....	49
2. Balance des paiements et marché de change.....	51
3- La relation entre les recettes pétrolières et la dette extérieure.....	59
 Conclusion générale	 77

Introduction générale

Introduction générale

Depuis la révolution industrielle, et plus particulièrement à la fin de la première guerre mondiale, l'énergie est devenue une source importante au sein de cette demande mondiale.

Le pétrole demeure une des matières les plus désirées sur la planète au regard de son intérêt économique et sa dimension géopolitique et stratégique, en effet il est aisé de saisir l'ampleur acquise du pétrole aux différentes matières premières.

Jusqu'en 1973, le marché pétrolier mondial était dominé par sept grandes sociétés, ces sociétés pour la plupart américaines contrôlaient grâce à une puissante intégration horizontale et verticale, l'exploration, l'extraction, le transport et la distribution du pétrole brut. De plus elles affichaient les prix auxquels elles étaient prêtes à acheter ce pétrole aux Etats producteurs.

Les nationalisations amorcées par l'Algérie, et suivies par l'Irak la Libye, ainsi par d'autres pays producteurs depuis 1971-1972, ont réduit quelque peu l'influence des grandes sociétés pétrolières, sur la production de pétrole brut. Ces nationalisations ont donné un pouvoir relatif à l'organisation des pays de l'OPEP, dont l'Algérie est membre en 1969, et ont conduit dans le même temps à un relèvement des prix du pétrole brut.

En décembre de l'année 1973, les pays du Golfe membre de l'OPEP décident de porter le prix du brut de référence « Arabe léger » de 5,02 dollars/baril à 11,641 dollars /baril.

En effet, à partir du début des années 80 et surtout depuis 1986, le marché pétrolier connaît d'importantes perturbations qui se traduisent dans le fait par la baisse des prix du pétrole brut, cette baisse n'est pas sans conséquences sur les pays de l'OPEP, et plus particulièrement sur l'Algérie.

Cette dégradation du marché pétrolier conjuguée à une dépréciation du dollar de plus de 30%, en une année a causé des dommages considérables pour l'économie algérienne.

Or ces dernières années, le marché mondial du pétrole a connu une tendance haussière persistante, atteignant un record de 147 dollars/baril en juillet 2008. En cette même année,

l'Algérie a réalisé un revenu qui s'élève à 80 milliards de dollars, contre 56 milliards de dollars (mds) en 2007, il est retombé à un peu moins de 45 milliards de dollars en 2009, au plus fort de la crise économique mais a approché à nouveau 60 milliards de dollars.

Les entrées considérables en devises que l'Algérie a commencé d'encaisser à partir de 2004, ont permis le remboursement de la dette extérieure par anticipations, pour s'établir à un niveau ne dépassant pas les 440 millions de dollars en 2010 contre un pic de 36 mds atteint en 1996. Avec cette situation le pays est considéré comme créancier vis-à-vis le monde s'il a plus de 150 mds de réserves de change.

Dans les années 70, la dette algérienne était de moins de 5 milliards de dollars. En 1975, elle atteignait 6,870 milliards de dollars et le service de la dette était de 0,860 milliards de dollars. En 1982, la dette passe à 17,8 milliards de dollars et le service de la dette passe à 4,6 milliards de dollars.

La rente pétrolière pérenne a entraîné dans les années 80, une politique d'endettement importante, qui à la suite des contre chocs pétroliers dont le dernier en 1994, entraîne l'appel du FMI et le rééchelonnement de la dette extérieure.

Le poids du pétrole dans l'économie algérienne est très important, sa part relative dans les recettes d'exportation, fait de l'Algérie une économie mono exportatrice, plus de 90% des recettes d'exportation sont constituées par le pétrole.

La question centrale de notre thème, est de savoir quelles sont *les incidences des exportations pétrolières sur les grandeurs économiques et financières en l'Algérie ?*

Poser ainsi le problème nous amène, dans un premier lieu, à étudier les rouages du fonctionnement du marché pétrolier mondial, l'étude du marché mondial révèle en tout premier lieu son évolution, l'offre et la demande pétrolières et le rôle important joué par les grandes sociétés pétrolières.

Nous sommes ensuite amenés, dans une seconde étape, à présenter la dette extérieure des pays en développement, ainsi ces origines.

Et enfin, analyser et déterminer l'impact des exportations pétrolières sur la dette extérieure de l'Algérie, par étude théorique et pratique.

Pour bien mener cette étude, nous allons procéder comme suit : dans **le premier chapitre** nous allons étudier la présentation du marché pétrolier mondial, **le deuxième chapitre** : la problématique de la dette extérieure aux économies en développement et enfin **le troisième chapitre** : le poids des exportations pétrolières sur l'économie de l'Algérie.

Chapitre I:

Présentation du marché pétrolier mondial

*Chapitre I**Présentation du marché pétrolier mondial*

Le marché du pétrole a connu une expansion éclatante au cours du 20^{ème} siècle. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le pétrole est devenu la principale source énergétique à l'échelle mondiale pour son rôle important joué dans cette période¹, cette source s'amplifie de plus en plus suite au premier choc qui avait lieu en 1973, lors de la guerre de Kippour, et qui était à l'origine d'une décision des pays du proche orient d'une hausse brutale des prix, et à un deuxième choc qui est survenu en 1979, lors de la révolution Iranienne qui était suivie de l'invasion de l'Iran en 1980.

En conséquence, ces deux grands chocs ont créé un énorme changement dans les mentalités. Pour la première fois depuis 1929, les pays industrialisés se sont trouvés dans une situation d'inflation et de croissance de chômage. Ces chocs ont donc marqué une rupture des rapports de forces traditionnelles entre pays en développement et pays industriels.

Les hausses des prix du pétrole ont entraîné une redistribution du revenu mondial, l'alourdissement des factures pétrolières étant la contre partie d'une accumulation d'excédents financiers considérables dans quelques pays de l'OPEP² (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole). Mais, elles ont également contraint les pays industriels à de profonds réajustements de leur système énergétique.

Dans ce chapitre, on va étudier dans une première section, l'histoire de l'exploitation pétrolière et la deuxième section on va la consacrer pour l'exploration des acteurs du marché pétrolier.

¹ Maurice Durousset, *Le marché du pétrole*, Paris : Ellipses, 1999, p.5.

² L'OPEP est un cartel international qui se donne pour but de négocier avec les sociétés pétrolières la production de pétrole. Elle fut créée le 14 septembre 1960 à l'initiative de l'Iran et du Venezuela dans le but de soutenir le prix du baril de pétrole qui était inférieur à 5 dollars. Les 5 pays fondateurs étaient, outre les deux pays précédemment mentionnés, l'Arabie Saoudite, l'Irak et le Koweït. De nombreux autres pays ont ensuite rejoint l'OPEP, qui compte aujourd'hui 13 membres théoriques (C'est ce qui est indiqué sur le site officiel de l'OPEP, cependant l'Irak est exclu depuis 1998 et l'Indonésie n'est plus un exportateur net de pétrole, sa production étant insignifiante. Les 11 autres membres sont :

*5 pays africains (Angola, Lybie, Nigéria et Algérie *le Gabon s'est retiré en 1995+).

*6 pays du Moyen-Orient (Iran, Koweït, Qatar, Arabie Saoudite et émirats Arabes Unis)

*2 pays d'Amérique du Sud (Equateur et Venezuela).

Voir le site <http://www.opec.org/aboutus>.

Section 1 :

Historique de l'exploitation pétrolière

1. Les premiers usages du pétrole

Le pétrole¹ brut (latin du moyen âge : *petroleum* ; « huile de pierre »-de *petra* ; pierre et *oleum* : huile), est une huile minérale qui fournit la plupart des carburants liquides actuels, est l'un des piliers de l'économie mondiale et une ressource importante de l'industrie.

Cette matière première a connu de grandes étapes qui ont marqué l'histoire, à partir de l'exploitation de l'or noir à la raréfaction de cette énergie fossile. Si l'exploitation industrielle du pétrole date de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, cette matière était connue et utilisée dès l'antiquité.

Cette huile minérale recueillie dans des affleurements naturels, était employée par les civilisations mésopotamiennes dès 6000 av. JC en tant que produit pharmaceutique et cosmétique, comme combustible pour les lampes à huile ou encore pour le calfatage des bateaux.

En effet, au Moyen Age, les Byzantins puis les Vénitiens l'utilisèrent pour incendier et couler les navires ennemis.

Or la naissance de l'industrie pétrolière est associée au nom d'Edwin Drake, qui a été le pionnier à produire du pétrole en forant un puits en Pennsylvanie en 1859.

Ainsi les premiers barils de l'ère moderne sont produits par Les États-Unis, soit 274 tonnes par jour en 1859. La ruée vers l'or noir commence alors dans différentes régions du monde telles que la Californie, la Transylvanie et la Pologne.

Tandis qu'il y a lancement de la production pétrolière en Russie, la compagnie néerlandaise *Royal Dutch* développe la production à Sumatra, en 1885,

Conjointement, il ya certains produits obtenus par distillation du pétrole : goudrons, lubrifiants, naphta, solvants et essence.

Marcus Samuel fonde la compagnie *Shell* afin d'assurer le transport de l'or noir par le canal de Suez, en 1892,

En 1896, c'est l'invention de l'automobile par *Daimler et Benz* donne une nouvelle impulsion à ce marché.

¹Voir, <http://www.gralon.net/articles/materiel-et-consommables/materiels-industriels/article-le-petrole---histoire-de-l'exploitation-petroliere-1271.htm>

En 1901, le premier puits foré au Texas marque le début d'une ère nouvelle, alors même que la généralisation du moteur à explosion entraîne une demande accrue en carburants liquides. Le pétrole s'impose comme une source d'énergie majeure : sa production augmente de façon soutenue jusqu'à la Seconde Guerre mondiale puis l'approvisionnement en pétrole devient un enjeu majeur du conflit.

L'industrie pétrolière se développe à partir de 1945, mais reste dominée par la production américaine qui représente alors 60% de la production mondiale.

De 1950 à 1973, la forte croissance économique des pays développés s'accompagne d'un très fort accroissement de la consommation d'énergie, qui triple en 20 ans.

Alors le pétrole, remplace progressivement le charbon pour alimenter les centrales électriques et l'industrie. Sa production est multipliée par 7 mais vers 1970, il apparaît qu'une croissance exponentielle de la production ne peut pas être maintenue indéfiniment.

2. Les chocs pétroliers

2-1. Les éléments d'explication géopolitique

Plusieurs événements historiques permettent d'expliquer en partie l'évolution des prix de pétrole¹, Le 5 octobre 1973 marque le début de la guerre du Kippour entre la Syrie, l'Egypte et Israël qui est à l'origine du premier choc pétrolier. Les pays du moyen orient producteurs de pétrole réduisent leurs productions de 5millions de barils par jour, le prix de référence de l'époque (Saudi Arab Light) passe de 2,59 dollars américains/ baril à 11,65 dollars américains/baril de septembre 73 à mars 74 (fin de l'embargo).En effet ce choc pétrolier entraîna une crise économique globale, Les prix élevés entraînèrent une réduction de la demande et surtout le début de l'exploitation de nouveaux champs pétrolifères. L'OPEP qui détenait 50% des parts de marché en 1974, n'en détenait plus que 47% en 1979².

¹ Il existe plusieurs variétés de pétrole. En général, le prix de référence est celui de la variété dite « Light Sweet Crude », mais ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, c'est parfois le prix du baril de « Brent » ou le prix du baril de « West Texas Intermediate » qui est pris comme référence. Néanmoins, les écarts de prix entre ces différentes variétés ne sont pas très importants lorsqu'on s'intéresse à l'aspect macroéconomique et à long terme de l'évolution du prix du pétrole. Le baril est l'unité adoptée en 1972 par l'Association des Producteurs de Pétrole pour mesurer le pétrole brut. Il équivaut à 42 gallons américains, soit 159 litres. L'origine du mot « baril » vient du fait qu'au 19ème siècle (jusqu'en 1860), le pétrole est effectivement transporté en barils, dont la capacité variait entre 150 et 190 litres. Voir le site : www.economie-cours.fr

² BEN ALI Ali : «Modélisation des processus de transmission des chocs de volatilité entre le marché pétrolier et le marché boursier: approche multivariée versus univariée » mémoire de master II, Université de tunis el Manar, 2008, p12.

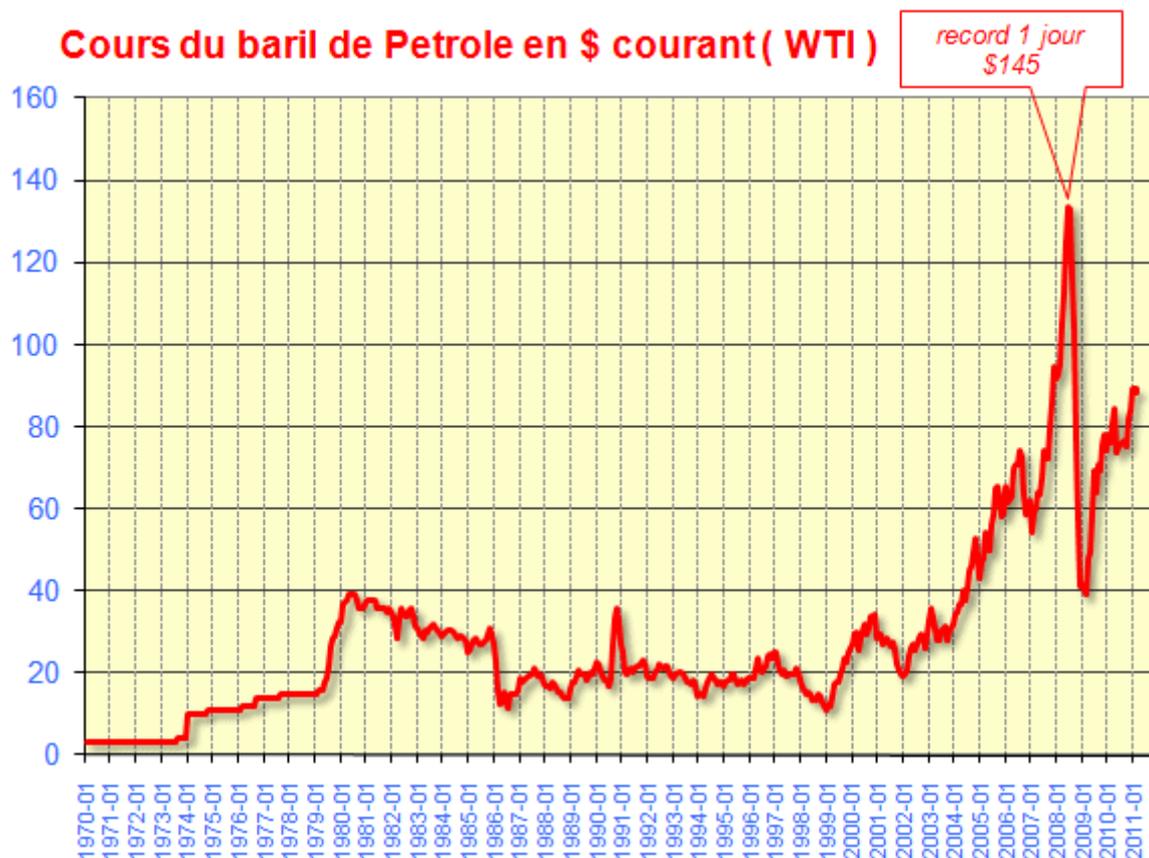
Le deuxième choc pétrolier s'est produit en 1979. On parle de "second choc pétrolier" pour qualifier le second cycle de hausses des prix. Sous les effets conjugués de la révolution iranienne, avec la fuite du Shah et de la guerre Iran-Irak, le prix du pétrole est multiplié par 2,7 entre la mi-1978 et 1981; ces prix élevés permirent à la production hors moyen orient de progresser ainsi que de réduire la consommation du fait de politiques de lutte contre le gaspillage d'énergie. La demande connut un maximum en 1979 pour diminuer ensuite, et il apparut alors clairement aux pays de l'OPEP s'ils souhaitaient maintenir le niveau des prix ; de réduire leur production.

Durant le début des années 80, l'OPEP réduisit sa production d'un tiers en volume avec pour conséquence des parts de marché réduits à 30% du marché mondial, sans pour autant enrayer véritablement la diminution des prix, l'Arabie Saoudite le principal acteur dans la réduction de la production OPEP, décida en 1986 de doubler sa production. Les prix s'écroulèrent en 1987. Ces bas prix stimulèrent la consommation et ralentirent la production hors moyen orient où les coûts d'exploitations sont plus élevés. en 1990 les conflits entre le Koweït et l'Iraq annulèrent l'offre de pétrole de ces pays qui fut compensée par l'Arabie Saoudite pour la majorité, le reste des pays de l'OPEP comblant le manque à produire¹.

Suite à la crise financière asiatique, les prix sont en terme brutal en 1997 et le déclin des prix s'accrut jusqu'en février 1999 pour atteindre 10 dollars américains/ baril. Et, à partir de mars 99, à la suite d'un accord de réduction de la production des pays de l'OPEP mais aussi d'Oman, de la Fédération de Russie, de Mexico et de la Norvège, les prix n'ont cessé d'augmenter jusqu'à atteindre plus de 30 dollars américains/ baril un an plus tard .L'OPEP décida alors d'augmenter la production pour stabiliser les prix entre 20 et 25 dollars américains/baril².

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

Figure 1 : Evolution du prix du pétrole

Source : BP Statistical Review of World Energy, 2011.

2-2. Le troisième choc pétrolier

Le cours du pétrole enregistre une tendance haussière initialement affectée à des tensions géopolitiques passagères, cette hausse n'a été que brièvement interrompue par la chute du régime irakien au printemps 2003, la hausse du prix du pétrole s'est accélérée en 2004 pour atteindre les 78 dollars par baril avec des fluctuations de plus ou moins 5 à 10% d'une semaine à l'autre en 2005 puis elle marque une pause, mais le marché reste tendu. En conséquence, le prix du baril de Brent est passé de 10 dollars au début de l'année 1999 à 44 dollars en janvier 2005 et 73 dollars en août 2006, à partir de là l'envolée des prix du brut n'a cessé de s'accroître jusqu'à dépasser en terme réel les prix atteints lors du deuxième choc pétrolier (autour de 80 dollars), l'augmentation des prix du pétrole exprimés en euro a été moins rapide, sous l'effet de la forte appréciation de l'euro face au dollar. Fin 2007, le prix de pétrole a attiré une hausse immense, la crise pétrolière s'est accentuée et les prix du baril de brut ont enregistré des records, pour atteindre 144.27 dollars à New-York le 2 juillet 2008 et

à dépasser 145 dollars en Asie le 3 juillet 2008. L'augmentation des cours est caractérisé de troisième choc pétrolier, à partir de 2005. La crise pétrolière actuelle est très différente par rapport aux précédents chocs : il s'agit cette fois d'un choc de la demande de pétrole brut et aussi, surtout, de produit raffinés et non plus d'un choc du à l'offre du seul pétrole brut à l'instar des chocs passées où un cartel de pays producteurs s'organiser pour restreindre la production de pétrole brut. La hausse forte et progressive de 2003 à 2007 est suivie par une hausse d'une ampleur et d'un niveau sans précédent au premier semestre 2008 où les prix ont doublés en une année, liée à une hausse de la demande, à une stagnation de l'offre et à la spéculation¹.

3. Le marché du pétrole

L'offre et la demande² du pétrole peuvent se rencontrer sur deux types de marchés, les marchés spot et les marchés à terme . Le marché spot représentant le marché sur lequel s'échange au jour le jour et pour des livraisons effectuées au comptant, des quantités de pétrole brut et de produits raffinés, les traders jouent un rôle important d'intermédiation commerciale. Les principales sociétés de « trading » sont Philbro, Marc Rich, ou Copechim.

Les négociants veulent aussi acheter ou vendre du pétrole à court terme – à cause de la demande qui évolue différemment que prévu, ou pour tirer profit des fluctuations de prix. Comme la marchandise part alors sur place (en anglais «on the spot») pour une autre destination - les transactions se déroulent en général en l'espace de deux semaines environ - on désigne ce type de commerce par marché spot ou, aussi, marché libre.

Les plus importants³ centres les grands ports pétroliers se trouvent à Rotterdam, New York, Houston sur le golfe du Mexique, à Singapour et sur le golfe Persique. Grâce aux techniques de communication modernes, ces centres de transactions constituent des marchés «virtuels». Comme les partenaires commerciaux sont répartis dans le monde entier, les affaires peuvent se conclure en tout temps et partout et avec un prix spot « fob »free on board.

Les pays de l'OPEP, notamment l'Arabie Saoudite ont imaginé d'autres contrats plus attrayants, suite au déclin de leurs parts sur le marché à partir des années 80 :

¹ NJEH Hassen « *Etude des phénomènes de transmissions des chocs de volatilité entre les marché pétrolier et les marchés boursier* »Ecole Supérieure de Commerce Tunis 2008.

² Maurice Durosset, *Le marché du pétrole*, Paris : Ellipses, 1999, p.57 et 58.

³ Direction de la prévision(2004), « le marché pétrolier »-analyse économique°52, p4.

Le contrat netback, ou le prix de vente du pétrole brut est déterminé par le prix spot, le système de ce contrat est très compliqué, car il tient compte des rendements du Brent et Les variations géographiques. Ce contrat est avantageux pour l'acheteur et dangereux pour le vendeur parce que c'est lui qui va supporter les fluctuations des prix.

Le contrat de vente à formule : le prix d'exportation du pétrole brut est fixé par le prix spot du brut sur le marché importateur. Il est avantageux pour le producteur par sa compétitivité mais il court un danger de l'instabilité du prix spot.

Le marché à terme est défini comme étant un marché financier dans lequel les opérateurs échangent, dans le but original de se couvrir contre les fluctuations des cours des titres financier standardisés dans les bourses de matières premières, à New York : le NYMEX (New Mercantile Exchange), à Londres, l'IPE (International Petroleum Exchange), à Singapour : le SIMEX 5(Singapour International Monetary E xchange)¹.

« Le contrat à terme est une promesse de vente par laquelle le vendeur s'engage à livrer la marchandise à une date donnée, l'acheteur étant tenu de la recevoir et de la payer au prix fixe lors de la signature du contrat ou de l'opération financière. »²

Le marché mondial du pétrole³ est divisé en deux blocs : Le premier est caractérisé par une consommation importante et des importations nettes. Il est composé de l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Asie et le Pacifique, et le second est marqué par une faible consommation et des exportations nettes. Il regroupe le Moyen-Orient, l'ex-URSS, l'Afrique et l'Amérique latine.

Les États-Unis représentent 25 % de la consommation et 28 % des importations mondiales. En 2005, la Chine est le deuxième plus gros consommateur mondial et l'Inde, le sixième. L'augmentation annuelle moyenne de 7,2 % de la consommation chinoise de pétrole au cours des dix dernières années place ce pays troisième importateur mondial. Dix ans auparavant, la Chine est exportatrice nette. Les importations chinoises augmentent à un taux annuel de 23 % sur cette période.

Le Moyen-Orient est la station-essence du monde. Bien que l'Afrique ne représente que 12 % de la production mondiale, elle est le deuxième exportateur mondial avec 16 % du total des exportations. Aujourd'hui, l'Afrique fournit un quart des importations européennes et 20 % de celles des États-Unis et de la Chine.

¹ Maurice Durousset, op cit p59.

² Simon Yves, "les marchés dérivés : origine et développement" *Edition Economica* (1997), p39.

³ Série économique Atlas « le pétrole et le gaz »

L'ensemble des pays de l'ex-URSS représente 15 % de la production mondiale et 14 % des exportations.

Tableau 1 : Les 10 premiers pays consommateurs, importateurs et exportateurs en 2005

(En millions de barils par jour et en % du total mondial)

Rang	Consommation		Importations		Exportations	
1	États-Unis	20,7 (24,6 %)	États-Unis	13,8 (27,7 %)	Arabie saoudite	9,1 (18,3 %)
2	Chine	7,3 (8,9 %)	Japon	5,4 (10,7 %)	Russie	6,8 (13,6 %)
3	Japon	5,4 (6,4 %)	Chine	3,7 (7,4 %)	Norvège	2,7 (5,4 %)
4	Russie	2,8 (3,4 %)	Allemagne	2,6 (5,2 %)	Venezuela	2,5 (5,3 %)
5	Allemagne	2,6 (3,2 %)	Corée du Sud	2,3 (4,6 %)	Iran	2,4 (4,8 %)
6	Inde	2,5 (3,0 %)	France	2,0 (3,1 %)	Émirats arabes unis	2,4 (4,8 %)
7	Corée du Sud	2,3 (2,7 %)	Inde	1,7 (3,4 %)	Koweït	2,4 (4,7 %)
8	Canada	2,2 (2,6 %)	Italie	1,7 (3,4 %)	Nigeria	2,3 (4,6 %)
9	France	2,0 (2,4 %)	Espagne	1,6 (3,2 %)	Mexique	1,8 (3,6 %)
10	Mexique	2,0 (2,3 %)	Pays-Bas	1,0 (2,1 %)	Algérie	1,8 (3,5 %)

Source : BP 2006

L'AIE (Agence Internationale de l'Energie) prévoit une augmentation de 60 % de la demande énergétique mondiale entre 2002 et 2030. La consommation pétrolière mondiale passerait à 121 millions de barils par jour (mbj) en 2030, contre 82 actuellement. Les combustibles fossiles resteront les sources d'énergie majoritaires (35 % pour le pétrole et 25 % pour le gaz en 2030).

3-1. Les réserves pétrolières mondiales

L'un des sujets les plus controversés dans le débat houleux sur l'énergie mondiale est la quantité de ressources pétrolières mondiales, alors on accorde l'attention à la définition de ce qui entre dans le total des réserves :

Selon CEDIGAZ¹ (Centre International d'Information sur le Gaz Naturel), les réserves sont classées en trois notions :

- **Les réserves prouvées** : elles sont les découvertes qu'on est raisonnablement assuré de pouvoir produire dans les conditions économiques et techniques actuelles. Ces réserves sont situées dans les gisements bien explorés, déjà équipés ou en cours d'équipement pour la production.

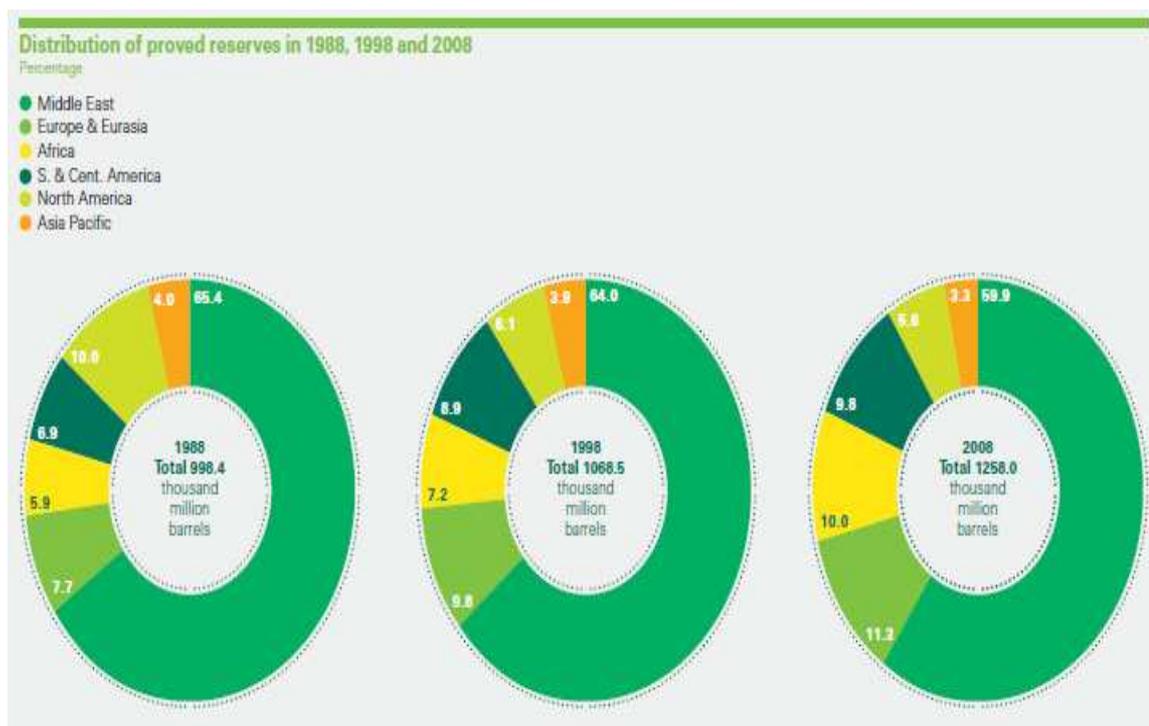
¹ KHELIF Amor « Dynamique des marchés et valorisation des hydrocarbures » les cahiers du Cread 2005 p112.

-**Les réserves probables** : se sont les découvertes qui disposent de bonnes probabilités d'être produites dans les conditions économiques et techniques voisines de celles des réserves prouvées. Elles sont sommairement mesurées. Leurs gisements ne sont pas équipés pour produire.

-**Les réserves possibles** : ces réserves correspondent à des réservoirs identifiés, mais l'identification est douteuse, dans des zones non forées adjacentes à des volumes géologiques prouvés ou probables. L'évaluation de ces réserves s'appuie fatalement sur des hypothèses de la géométrie et d'imprégnation de ces réservoirs. A ces trois réserves est ajoutée une classe de ressources potentielles plus hypothétiques, correspondent à des réservoirs non identifiés.

La figure suivante représente la répartition des réserves¹ de pétrole :

Figure 2 : Répartition des réserves prouvées de pétrole (2008)



Source: BP Statistical review of World Energy, 2009

- Les réserves au Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, les pays les plus riches en pétrole sont l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et les Emirats Arabes Unis. L'Arabie saoudite dispose à elle seule, de 36

¹ Le monde du pétrole – série documentaire de l'Union Pétrolière UP, « pétrole, consommation d'énergie et réserves » p22.

milliards de tonnes, plus d'un cinquième des réserves mondiales de pétrole. Avec chacun 13 à 18 milliards de tonnes, les quatre autres pays détiennent également une part considérable.

- **Les réserves dans d'autres régions du monde**

Les plus grandes réserves de pétrole, en dehors de la péninsule d'Arabie saoudite, se trouvent en Russie. Avec des réserves confirmées de l'ordre de 10 milliards de tonnes, la Russie se place toutefois loin derrière l'Arabie saoudite. Mais aussi d'autres pays de l'ex-URSS détiennent des gisements pétrolifères considérables; ils disposent ensemble de 10% environ des réserves mondiales. L'Afrique et l'Amérique latine participent chacune avec 10%, l'Amérique du Nord avec 5% et le reste se répartit sur le Sud-est asiatique, l'Europe et l'Australie. Les onze membres de l'OPEP détiennent ensemble plus des trois quarts des réserves mondiales de pétrole.

Le Canada et le Venezuela rejoignent aussi le club des pays les plus riches en pétrole. Le Canada se place au deuxième rang mondial.

Section2 :

Les acteurs du marché pétrolier

L'industrie pétrolière a été dominée par les Sept Sœurs, trois compagnies internationales (Exxon, BP, Royal Dutch/Shell), et quatre compagnies américaines (Chevron, Texaco, Gulf et Mobil).

Ces compagnies étant appelées les majors, pour leur pouvoir d'influence sur l'approvisionnement, et les prix mondiaux du pétrole.

Aujourd'hui, le secteur pétrolier a vu différentes fusions qui ont entraîné la dissolution des Sept sœurs, et les fait réduire au nombre de cinq, que l'on connaît maintenant sous le nom des « Géants du pétrole ».

Il ya deux manières de mesurer la taille des cinq géants, premièrement, la capitalisation boursière, et deuxièmement, l'étude des réserves.

Dans cette section nous allons étudier deux points essentiels, les multinationales pétrolières, les compagnies pétrolières nationales et enfin, les pays producteurs et consommateurs du pétrole.

1-Les multinationales pétrolières :

Les multinationales pétrolières sont constitués¹ globalement par :

- ***Exxon et Mobil :***

Elle est la fusion des deux sociétés américaines, Exxon et Mobil, et la plus grande compagnie mondiale cotée en bourse, mais aussi, elle a des opportunités d'investissement, grâce à son intervention dans les différentes étapes de la production pétrolière. De l'exploitation du pétrole, passant par le raffinage jusqu'au marketing.

- ***BP : British petroleum***

C'est une société récemment créée par le regroupement des actifs russe de TNK, Sidanco et BP. Mais ces activités de fusion ont été débuté, en s'emparant des sociétés américaines Amoco et Arco.

- ***Royal Dutch/Shell :***

C'est la troisième compagnie pétrolière cotée en bourse, elle est la fusion de deux compagnies, Royal Dutch petroleum des pays bas et de la compagnie Shell transport and trading du Royaume Unis.

- ***Total :***

Total étant créée par deux fusions, d'une part ; de la compagnie française Total et la compagnie belge petrofina, et d'autre part, entre totalfina et la compagnie française Elf Aquitaine.

- ***Chevron Texaco :***

C'est la fusion des deux compagnies Chevron et Texaco. Si on se base sur la capitalisation boursière et les réserves prouvées ; elle est la deuxième major américaine, et si on prend en considération les réserves pétrolières et la production, elle est le quatrième major mondiale.

Suite aux cinq géants, il ya la compagnie ***Conoco phillips*** qui vient incarner la sixième place, par la fusion de Conoco et phillips petroleum. Ce regroupement a fait créer la troisième major américaine en terme de réserves, et la sixième compagnie pétrolière mondiale.

¹ Art de Katherine Stephan « guide de l'énergie et développement »Open Society Institute 400 West 59th Street New York, 10019 USA, 2005; p53.

2-Les compagnies pétrolières nationales :

Les compagnies pétrolières nationales¹ jouent un rôle important dans la maîtrise de la base des réserves naturelles.

Elles sont considérées comme un symbole de souveraineté nationale, et un élément essentiel dans le control des réserves. Ces compagnies sont par exemples, la société thaïlandaise PTT, la société chinoise »petrochina », la société indienne ONGC et la compagnie brésilienne « petrobras ».

2-1.L'accord de partage de production

Les compagnies pétrolières nationales possèdent des droits exclusifs, elles peuvent faire des contrats avec les compagnies étrangères, à savoir: l'accord de partage de production APP et le contrat de partage de production CPP.

Un financement des coûts d'exploration et les risques de perte, peut se faire dans le cas d'un APP par une compagnie étrangère ou un consortium de compagnies, de ce fait, elles sont récompensées par une part de pétrole découvert et produit.

Les modes de rémunération du gouvernement sont multiples, il ya la prime de signature, qui est la rémunération la plus courante, il ya aussi, le paiement d'avance versé par la compagnie d'exploration, la prime de signature payée par la compagnie pétrolière en cas de découverte ou non découverte du pétrole.

De plus, le gouvernement peut se procurer d'une rémunération, en conservant d'une partie de la production du pétrole ou des taxes sur la production, des bénéfices, des redevances, et ça en cas de découverte de pétrole.

a- L'avantage d'une collaboration avec les compagnies nationales :

La collaboration avec les compagnies nationales a un avantage sur l'accès aux réserves, cependant, la compagnie moderne peut accéder au degré d'une grande compagnie internationale, et ça par ces objectifs stratégiques et sa bonne compréhension et la manière d'aborder des compromis entre ces objectifs, exemple de la statoil de Norvège qui a utilisé son statut mixte, pour aboutir aux réserves dans d'autres pays d'un coté, et de faire des relations avec ces pays, d'un autre coté.

¹ *Ibid.*

b- Les enjeux liés à la collaboration avec les compagnies nationales :

Des grands problèmes peuvent survenir à la collaboration avec les compagnies nationales, ils se traduisent par le fait du manque de transparence concernant, les paiements des frais et redevances légitimes, cela donne à la compagnie nationale ; la possibilité au détournement des fonds. Or, dans les pays développés, les paiements sont divulgués normalement.

Les paiements traités comme confidentiels dans nombreux pays en développement, peuvent inciter le détournement des fonds, il ya aussi, le financement, les violations des droits de l'homme, les infractions aux règles environnementales, qui posent également des problèmes.

3- Les pays producteurs de pétrole

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) produit la plupart du pétrole sur le marché, bien que la part de ce groupe dans la production mondiale soit en baisse, principalement du fait des quotas de production qu'il s'est lui-même imposés. L'Opep influence les prix mondiaux du pétrole, les États-Unis est le troisième plus gros producteur, après l'Arabie saoudite et la Russie¹.

La concentration de la production pétrolière dans les pays du Moyen-Orient et confortera leur position dominante sur le marché et leur pouvoir d'imposer des prix de plus en plus élevés. Ainsi la politique entretenue par les pays membre de l'OPEP peut être considérée comme un facteur important de déstabilisation du marché pétrolier. Depuis 1970, chaque hausse des prix du pétrole a été déclenchée par l'action délibérée des pays de l'OPEP, qu'il s'agisse de réduire la production ou de s'abstenir d'utiliser les capacités existantes pour l'accroître. Donc, le pétrole évolue au rythme de l'offre et de la demande. Cependant, si l'accroissement de la demande est certain comme c'est déjà montré, l'offre apparaît plus incertaine. Alors différents facteurs influencer l'offre, qui peut à son tour augmenter les prix du pétrole. En effet, si les réserves sont en phase de déclin, certes, le prix du pétrole va augmenter. Dans ce contexte, *Nicola Sarkis (conseiller auprès depays producteurs depétrole et Directeur du centre Arabe d'Etude pétrolières)* a rappelé dans la revue pétrole et gaz arabes du 16-11-1996 qu'en 1995, et pour les dixièmes années consécutives, les réserves restantes de pétrole dans le monde ont diminué pour s'établir désormais à 939 milliards de barils².

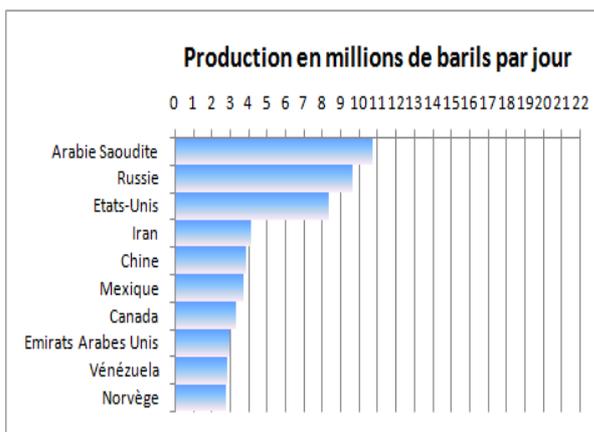
¹ <http://www.euroinvestor.fr/news/story.aspx?id=1>

² BEN ALI Ali : op cité, p16.

Les stocks des pays mondiaux ont connu une diminution assez forte de leurs volumes, ce qui peut expliquer la hausse du prix du pétrole. En effet, il existe une relation inverse entre stocks et prix du pétrole, quand les stocks sont bas, généralement les prix augmentent, et inversement, quand les stocks sont élevés les prix baissent.

Tableau 2 : Principaux producteurs de pétrole (Millions de barils par jour-2008).

Principaux producteurs (millions de barils/jour)		%
Arabie Saoudite	10,72	20,53
Russie	9,67	18,52
Etats-Unis	8,36	16,01
Iran	4,1	7,85
Chine	3,84	7,35
Mexique	3,71	7,11
Canada	3,29	6,30
Emirats Arabes Unis	2,94	5,63
Vénézuela	2,8	5,36
Norvège	2,78	5,32
Total	52,21	100



Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

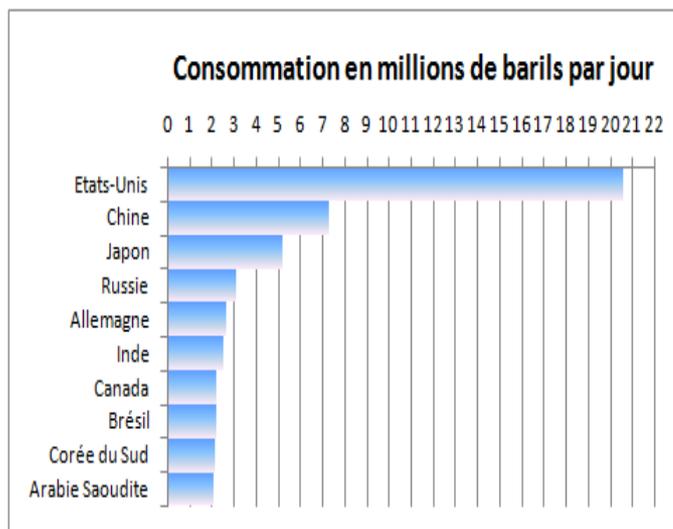
4. Les pays consommateurs de pétrole

La demande mondiale du pétrole s'est accrue ces dernières années et surtout à la fin de l'année 2003, de fortes variations régionales peuvent être observées compte tenu des variations de l'intensité pétrolière. Aujourd'hui les premiers consommateurs d'énergie sont les Etats-Unis (1/ 4 de la consommation mondiale), suivis par la Chine, de plus en plus gourmande, le Japon et les Etats européens. On constate surtout que la demande s'accélère et qu'elle va encore aller en s'accroissant dans les années à venir. Dans son compte-rendu il a prévu entre 2000 et 2030 un accroissement de 60% de la demande mondiale d'énergie primaire. Cette croissance tient pour beaucoup à la demande croissante de la Chine et de l'Inde¹.

¹Ibid

Tableau 3 : Principaux consommateurs de pétrole (Millions de barils par Jour – 2008)

Principaux consommateurs (millions de barils/jour)	%
Etats-Unis	20,59
Chine	7,27
Japon	5,22
Russie	3,1
Allemagne	2,63
Inde	2,53
Canada	2,22
Brésil	2,18
Corée du Sud	2,16
Arabie Saoudite	2,07
Total	49,97



Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

Conclusion

Au total, le marché mondial du pétrole est très volatil dans la mesure où il n'obéit à aucune loi du marché de l'offre et de la demande. Il est dominé par un groupe de grandes sociétés pétrolières, et celui-ci est voué à une immense stabilité car les prix de pétrole sont soumis à de violentes fluctuations.

L'OPEP a pris d'une part de la production et la commercialisation du pétrole brut au début des années 70 et fixe elle-même les prix, en effet le succès de l'OPEP s'est avéré éphémère suite à l'apparition de la puissance des majors.

Ces grandes sociétés pétrolières disposent d'une grande souplesse et possèdent des capacités d'adaptation aux circuits de commercialisation.

Chapitre II:

La problématique de l'endettement extérieure
des économies en développement

*Chapitre II**Problématique de l'endettement extérieur des économies en développement*

L'endettement a été considéré comme un instrument judicieux de transfert de surplus financier disponible dans certains pays et institutions, vers les pays et entreprises qui ont des déficits de trésoreries.

Au cours des dernières années, le processus d'endettement dans les pays en voie de développement PVD a atteint de nouvelles et dangereuses dimensions. Selon les chiffres du FMI d'Octobre 2008, le montant de la dette externe des PVD s'est maintenu autour de 2 700 milliards de dollars. De manière croissante, la tendance à l'endettement s'est maintenue dans les régions telles que l'Asie et l'Europe Centrale et Orientale, ainsi que dans la Communauté des Etats Indépendants (CEI).

À cela nous allons rappeler dans un premier temps la genèse de l'endettement et compte tenu les causes internes et externes du recours à l'endettement. Puis nous détaillerons quelques impacts de l'endettement sur le plan socio-économique.

Section I :

La genèse de l'endettement

Une vaste littérature est consacrée aux causes de l'endettement, à la recherche des sources de la crise de la dette. La complexité des problèmes, la diversité des cas d'espèce avaient, fatalement, induit des divergences d'opinion, entre chercheurs, à propos des véritables origines internes et externe de l'endettement. De plus, il existe de trop grandes différences entre pays pour qu'il soit vraiment possible de dégager des éléments communs à tous. Nous en présenterons les plus significatives.

1. Définition de la dette extérieure

L'endettement extérieur d'un pays est une transaction économique naturelle, qui permet aux agents économiques nationaux et étrangers de procéder à des arbitrages inter temporels mutuellement avantageux, qu'ils n'auraient pas pu réaliser dans une économie fermée¹.

En d'autres termes, on entend par endettement, l'ensemble des concours demandés par un gouvernement auprès des partenaires (bilatéraux, multilatéraux, institutions financières, marchés financiers, etc.), pour financer des investissements publics, notamment des projets de développement, ou pour pallier un déséquilibre de leur balance des paiements².

2. Les causes internes du recours à l'endettement

2-1. Les politiques économiques et les stratégies de développement mises en place

Dés la fin des années soixante, une stratégie de développement basée sur l'industrialisation à été, effectivement, mise en place, cela par l'édification de complexes industriels, sidérurgiques et pétrochimiques.

Ainsi, donc, les pays du tiers-monde sortis de la domination coloniale n'avaient pas assez des capitaux pour réaliser leurs gigantesques projets d'où le recours à l'endettement.

¹ Sidiki Traore, L'analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays en développement, Université d'ouagadougou. DEA en Economie.

² Lawin Kotchikpa Gabriel, Analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des Pays a faible revenu, Institut de Recherche Empirique en Economie Politique.

2-2. *L'utilisation inadéquate des emprunts*

Ce n'est pas l'endettement en soi qui est source de problèmes mais l'usage qui est fait des fonds mobilisés.

Un emprunt investi dans un secteur non-productif ou non rentable ou bien dépensé dans l'importation de biens de consommation, le versement des salaires à des fonctionnaires, la construction d'équipement de prestige ou carrément détourné sur des comptes privés; est une perte sèche. La bonne intention déclarée des gouvernements n'a pu empêcher des comportements maladroits, à l'origine de graves distorsions dont le cumul finit toujours par conduire le pays dans une impasse [Raffinot, 1993]. Quelques exemples pour mieux comprendre:

- Certain pays, potentiellement riches, se sont lourdement endettés pour investir dans des secteurs pour lequel le marché mondial est déjà saturé. Ce fut le cas du Mexique qui s'était endetté pour financer la sidérurgie, la pétrochimie

- Des pays s'étaient démenés pour obtenir des emprunts très importants sans aucune considération ni pour les faibles capacités d'absorption de leurs économies (ports sous équipés, voies de communication rares et en mauvais état, rareté de la main d'œuvre qualifiée.....) ni pour l'évolution de l'environnement économique international (cas de l'Algérie)

- La majorité des pays africains se sont lancés dans la course aux emprunts pour financer des investissements énormes qui dépassent la capacité de leurs économies fragiles et dépendantes des fluctuations des cours des matières premières.

Ce n'est qu'à la suite de la crise du Mexique de 1982, que ces pays s'éveillèrent aux problèmes du bon ou mauvais usage de la dette, mais il était déjà presque trop tard, car l'effondrement des cours des hydrocarbures qui survint en 1986 révéla au monde que de nombreux pays du tiers monde n'étaient plus en mesure de rembourser leurs dettes.

Tableau 4 : Dépôts bancaires extraterritoriaux du secteur non-bancaire par pays de résidence

Résidents de	1981	1984	1989
Argentine	6,67	7,62	13,89
Brésil	3,87	8,17	14,83
Mexique	9,38	14,32	20,2
Pérou	0,55	1,41	2,98
Venezuela	15,59	11,97	15,43
Philippines	0,47	1,10	1,42
Egypte	1,59	2,42	4,72
Nigeria	1,54	1,17	2,59
Zaïre	0,49	0,52	1,27
Cote d'ivoire	0,36	0,30	1,11
Cameroun	0,36	0,41	0,43
Union monétaire ouest-africaine	0,66	0,55	2,05
Zone BECA	0,54	0,63	1,08

Source : M.Raffinot , Dette et ajustement structurel.1991.P66.

2.3. La fuite des capitaux nationaux

La fragilité des systèmes politiques des pays du tiers monde les maintient dans une instabilité préjudiciables à des investissements importants, amortissables sur le long terme ; même les nationaux, détenteurs de capitaux préfèrent les investir à l'étranger .les pays latino-américains sont ceux qui ont le plus souffert de ce fléau mais peu de pays y échappent(Tableau 1).c'est assurément l'une des raisons à l'origine des importantes fuites de capitaux ,qui réduisent de façon drastique les capacités nationales d'investissement et poussent les gouvernements à se tourner vers les capitaux d'origine étrangers[Raffinot, 1993] .

3. Les causes externes du recours à l'endettement

Les causes externes qui sont eux aussi à l'origine de l'endettement des pays en voie de développement sont classés en deux sortes de causes : conjoncturelles et structurelles.

3-1. Les causes conjoncturelles

Le monde a vécu un certain nombre d'événements imprévus et imprévisibles qui ont eu un impact considérable sur l'évolution de l'endettement des PVD. Nous pensons notamment aux chocs survenus dans les années 70 et les années 80 tels que la récession de l'économie

mondiale, l'augmentation des taux d'intérêts nominaux et réels, les augmentations du prix de pétrole, le contre-choc pétrolier de 1986 et l'engagement excessif des systèmes financiers.

3-1.1. La récession de l'économie mondiale

La récession qui a frappé l'économie mondiale, dans les années 70, a eu pour conséquence la diminution de la production des pays industrialisés, [Raffinot 1993].le taux de croissance du PIB en volume qui était de 4% en moyenne pour les années 1976 à 1979, est tombé à 1,4% en 1980 et même a une valeur négative en 1982(-0,3%).

La récession qui a été particulièrement éprouvante pour l'Amérique du Nord, s'est traduite chez les PVD par une diminution de leurs exportations et une augmentation de la valeur de leurs importations [OMC, 2001].la conjugaison de ces événements a détérioré les termes de l'échange des PVD dans leur ensemble et dans certains groupes de pays en particuliers :

-Dans les PVD considérés dans leur ensemble : les prix des produits de base qui avaient augmenté à un taux de 14,6% en 1968-1977 ont enregistré un taux de croissance négatif de -3,8% en 1985 et ce taux est encore plus bas en 1986(-7,8%)¹.

-Dans certains groupes de pays, la baisse des prix de base a eu des effets catastrophiques, en particulier les PVD exportateurs du pétrole ou le pouvoir d'achat des exportations avaient chuté d'un taux de croissance de 13,5% en 1984 à un taux de 2,5% seulement en 1985.²

3.1.2. L'augmentation des taux d'intérêts nominaux et réels

L'une des grandes causes aggravantes de l'endettement des PVD, a été la montée des taux d'intérêts réels à la fin des années 1970 et leur maintien à un niveau élevé dans les années 1980.c'est ainsi que les taux d'intérêts sur les prêts bancaires de l'euromarché sont passés de 12% en 1979 à 14,2% en 1980 et à 16,6% en 1981.

Il a été estimé que pour chaque augmentation de 1% des taux d'intérêts du marché, le coût de service de la dette des PVD augmente d'environ 2 milliards de dollars³. Les emprunts contractés par les PVD étaient dans leur immense majorité libellés en dollars et comportaient un taux d'intérêts variable indexé sur le taux d'intérêt pratiqué aux Etats -unis.

¹ Ighmat.A, La crise de l'endettement des pays en développement (1982-1990).ENAP. Alger.1990 P47.

² Ighmat.A, La crise de l'endettement des pays en développement (1982-1990).ENAP. Alger.1990 P47.

³ Ighmat.A : La crise de l'endettement des pays en développement (1982-1990).ENAP. Alger.1990 P43.

Or, ayant besoin d'argent, Washington a fait monter les taux d'intérêt à la fin 1979 pour attirer les capitaux ; cette politique de l'argent cher a eu pour répercussion automatique d'augmenter le service de la dette extérieure des PVD qui avaient emprunté antérieurement .Ainsi les PVD ont payé, en termes d'intérêts, 40milliards de dollars en 1982, contre seulement 5milliards de dollars en 1974.

3-1.3. Les augmentations du prix de pétrole

Le premier choc pétrolier de 1973 et le deuxième de 1979, ont eu conséquence l'alourdissement de la dette des PVD importateurs de pétrole qui ont vu leur facture énergétique multiplié par 10entre 1973(3dollards le baril) et 1979/80(30dollards le baril).l'ardoise était passée de 7 à 24milliards en 1974 et à quelques 100milliards en 1981.

3-1.4. Le contre –choc pétrolier de 1986

Le contre choc pétrolier de 1986 a entraîné une chute brutale des recettes d'exportation des pays de l'OPEP, obligeant certains d'entre eux ,dont l'Algérie ,à recourir aux emprunts extérieurs dans des conditions catastrophiques ,non seulement pour assurer un fonctionnement minimum de l'économie nationale mais aussi pour rembourser leurs dettes arrivées a échéance .rien que sur la période 1986-1990,les recettes d'exportations des pays de l'OPEP avaient chuté de près de moitié ,la perte estimée de ces pays, en raison de cette baisse du pris du pétrole, se situe entre 24 et 28%. Les pays exportateurs du pétrole ont perdu environ 70 milliards de dollars en 1986, alors les PVD importateurs de pétrole n'y ont gagné que 20 milliards environ¹.

3-1.5. L'engagement excessif des systèmes financiers

Les banques commerciales n'ont pas respecté la règle de la division de risque dans leur octroi des crédits, les cinq plus gros emprunteurs (Brésil, Mexique, Argentine, Corée du sud et Venezuela) représentaient, en 1982, près de la moitié de la dette des pays en développement à revenu intermédiaire, quant aux pays moins avancés, ils ne représentent que 17,5%de la dette à moyen et long termes des pays en développement, à la fin de 1982².

L'engagement des banques américaines en Amérique Latine illustre parfaitement cette prise de risque. Deux banques sur trois se sont engagées avec des montants qui dépassent largement leur capital. Un effondrement du système bancaire, comme celui de 1929,a été

¹ Ighmat.A , La crise de l'endettement des pays en développement (1982-1990).ENAP. Alger.1990 p44-45.

² Brunel Sylvie, Tiers monde .Economica .Liberté sans frontières, Paris, 1992, P362.

évitée de justesse, grâce à la mise sur pieds d'un filet de sécurité qui s'est traduit par une intervention rapide et massive des banques centrales, des gouvernements et des organisations internationales.

Le trésor américain et la Banque des Règlements Internationaux (BRI) ont pu monter, en quelques jours, un crédit en faveur du Mexique qui a permis d'éviter la catastrophe.

3-2. Les causes structurelles

Bien avant l'avènement de la crise qui s'est abattue sur le tiers monde au début des années 80 du XX^e siècle, des pays avaient connu la situation de cession de paiement : Turquie et Pérou en 1870, Argentine et Brésil dans les années 1880 et 1890, Union soviétique en 1917, Chine en 1949 et Cuba en 1960. Les causes structurelles qui ont contribué à l'avènement de cette crise se sont accumulées au fil des années. Nous pouvons les classer en trois périodes.

3.2.1. La période 1950-1972 : Economie de l'aide

L'assèchement du financement par émission d'actions et d'obligations au début des années 30, avait ouvert la voie, après-guerre, à des financements d'origine publique, de structure bilatérale ou multilatérale. Il s'agit fondamentalement d'aides publiques au développement, c'est-à-dire de : « ressources fournies aux pays en voie de développement et aux institutions multilatérales par les organismes officiels, y compris les collectivités locales, et qui révèlent un événement de l'OCDE »¹.

Ces prêts à caractère concessionnel ont connu une importante augmentation, doublant carrément entre 1956 et 1962.

Vers 1960-1961, l'aide publique au développement absorbe 57% des flux tandis que les crédits à l'exportation n'en représentent que 14% et que les apports privés (notamment sous forme d'investissements directs) ne dépassent pas les 27%.

Ces prêts sont généralement liés à des projets d'investissement clairement identifiés mais ont l'avantage d'être accordés à des taux d'intérêts presque symboliques. En 1970, les taux d'intérêts ne dépassaient pas 2,75% et ils étaient accompagnés d'une maturité de la dette de plus de 20 ans². Donc, c'est le premier choc pétrolier de 1973 qui avait mis fin à un système d'aide aussi avantageux pour les pays débiteurs.

¹ Raffinot.Marc, Dette extérieure et ajustement structurel, EDICEF, France, 1991, P 35-36.

² Raffinot.Marc, Dette extérieure et ajustement structurel, EDICEF, France, 1991, P36.

3-2.2. La période 1973-1982 : Economie de crédit

L'augmentation brutale du prix du baril de pétrole en 1973, avait déversé de mirifiques flots de devises sur les grands pays exportateurs de pétrole dont les structures économiques n'avaient ni la capacité ni la préparation nécessaires pour absorber un tel afflux.

Il s'est, alors présenté au monde un problème nouveau : des pays disposent de surcapacités de financement dont ils ne savent provisoirement que faire. Dans l'attente de leur trouver une affectation utile, les gouvernements de ces pays (il s'agit essentiellement des pays de GOLFE) décidèrent de placer les fonds dans des banques commerciales des pays occidentaux.

Malheureusement, nous étions à l'époque de morosité qui marquait la fin des Trente Glorieuses et/ou la demande de crédits par les entreprises était bien faible ; les banques croulaient littéralement sous des capitaux qui ne trouvaient pas preneurs. Instinctivement les banques se tournèrent vers les PVD toujours à court de moyen de financement.

Ce fut un de ces moments privilégiés de l'histoire où les intérêts des prêteurs (besoin de placer les normes de masses de pétrodollars qu'ils reçoivent en dépôts) et les intérêts des emprunteurs (besoin de se procurer des fonds pour entreprendre de lourds investissements dans l'industrie en vue d'un développement rapide) convergeaient.

Ces crédits sont accordés à des taux d'intérêts fixés par référence au taux directeur sur l'euromarché, le LIBOR (London Inter Banque Ofred Rate), auquel s'ajoute une prime de risque qu'on appelle le spread.

Les conditions des prêts se trouvent adoucies en raison de la concurrence lancée entre les différentes banques : 1974 à 1976, par exemple les marges par rapport au LIBOR passent de 1,13 point de pourcentage à 1,72, mais se réduisent de 1,72 à 0,87% de 1976 à 1979.

La différence de marge moyenne entre pays industrialisés et PVD est très faible : 0,51 point. Les durées sont augmentées rapidement allant de 6 ans à 8 ans, pour atteindre 8,5 en 1979¹. C'est sous ces conditions que des sommes énormes ont fait le chemin des banques privées des pays développés vers les pays sous développés (entre 1973 et 1981, les créances des banques sur PVD ont progressé de 28% par an²).

C'est ainsi que les flux de capitaux étrangers vers les PVD constituent 16,5% environ de la formation brute du capital de ces pays. Cette grande profusion de capitaux avait fortement

¹ Raffinot.Marc, Dette extérieure et ajustement structurel, EDICEF, France, 1991, P37.

² Brunel Sylvie, Tiers monde .Economica .Liberté sans frontières, Paris, 1992, P355.

incité les PVD à emprunter, le ratio **Formation Brute de Capital/Produit Intérieur Brute**, a augmenté, passant de 21% en 1967-1972 à plus de 25% en 1974-1981.

Toutefois, ces flux financiers n'ont pas touché avec la même intensité tous les pays. Les pays producteurs de pétrole se sont accaparés de la plus grande part des prêts bancaires ; en 1978, le Brésil, le Mexique, le Venezuela et l'Argentine détenaient à eux quatre 38% de l'encours, tandis que les pays qui en sont dépourvus continuent à se contenter des prêts publics (Tableau 8).

Tableau 5 : Encours des plus grandes banques américaines sur cinq pays d'Amérique latine en pourcentage de leur capital en 1982

	Argentine	Brésil	Mexique	Venezuela	Chili	Total
Citibank	18,2	73,5	54,6	18,2	10	174,5
Bank of America	10,2	47,9	52,1	41,7	6,3	158,2
Chase Manhattan	21,3	56,9	40	24	11,8	154
Morgan Guaranty	24,4	54,3	34,8	17,5	9,7	140,7
Manufacturers	47,5	77,7	66,7	42,4	28,4	262,7
Hanover	14,9	52	60	28	14,8	169,7
Chemical	17,8	22,9	32,4	21,6	12,8	107,5
Continental Illinois	13,2	46,2	46,2	25,1	10,6	141,3
Bankers Trust	14,5	40,6	50,1	17,4	11,6	134,2
First National	10,4	29,1	31,2	4,5	7,4	82,6
Chicago	8,3	40,7	51,0	20,4	6,2	126,6
Security Pacific	38,1	57,3	51,2	22,8	26,5	195,9
Wells Fargo	6,9	43,9	63	18,5	3,7	136
Crocher National	..	47,8	28,3	29,2
First Interstate	..	35,3	41,1	17,6
Marine Midland	21,6	38,7	34,1	50,2
Mellon	..	23,1	28,1
Irving Trust	5,1	10,1	30,1	1,3	2,5	49,2
First National Bank						
Interfirst Dallas						

Source: M.Raffinot: Dette et ajustement structurel.1991.p71.

Dans l'ensemble des PVD, en 1979 : la part des prêts privés était de 70% et l'aide publique au développement ne représentait que 30% mais à l'intérieur, il y a une grande diversité de situations. Pour l'Afrique subsaharienne, l'aide publique représentait 56% des

prêts contre 44% pour les prêts privés. Ces prêts publics étaient à caractère bilatéral ou multilatéral et à des taux d'intérêts, généralement, fixes.

En dépit de la disponibilité d'un argent facile durant les années 70, les indicateurs de la dette se sont progressivement dégradés de 1974 à 1982 ; le rapport de la dette extérieure aux exportations est passé de 72% à 118%, tandis que le rapport du service de la dette aux exportations (ratio du service de la dette) passait de 8,5 à 18% pour l'ensemble des pays en développement.

Néanmoins, ces indicateurs ne sont pas équilibrés sur l'ensemble des PVD : si le rapport de la dette aux exportations reste stable dans les pays de l'Asie de l'Est, il double en Amérique Latine et triple en Afrique.

Tableau 6 : Part du financement non concessionnel (non APD) dans les flux reçus par certaines catégories de PVD(en %)

	1979	1980-1982
Tout pays en développement	70	71
Afrique subsaharienne	44	42
dont pays à faible revenu	36	27
Afrique du nord et Moyen-Orient	50	40
Amérique latine	92	93
Asie : faible revenu	25	38
Asie : autres pays	92	93
Pays à faible revenu	34	38
dont pays moins revenu	27	17
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	75	75
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	87	90

Source : M.Raffinot: Dette et ajustement structurel.1991.P39

3.2.3. La période 1982-1989 :L'argent difficile

En août 1982, le Mexique annonce qu'il suspend les remboursements de sa dette extérieure et il entame avec ses créanciers une procédure de renégociation de ses échéances .la cessation du paiement de ce pays a été précédée par deux événements majeures :

-La crise polonaise de décembre 1981(instauraton de l'état d'urgence) qui avait mis en lumière l'incapacité de ce pays à faire face à ses engagements.

-La guerre des Malouines au début de 1982, entre l'Angleterre et l'Argentine, qui avait révélé la vulnérabilité financière de l'Argentine et conduit à une nouvelle appréciation des risques pris sur les pays d'Amérique Latine.

La crise de liquidité du Mexique a été traumatisante parce que ce pays jouissait d'une excellente note de solvabilité en raison de ses énormes ressources pétrolières.

Elle provoqua une grave crise de confiance et entraîna un blocage général des prêts bancaires aux pays en voix de développement¹.

En fait, à partir de la crise mexicaine de 1982, les banques commerciales renoncent progressivement à financer les PVD et se recentrent sur les crédits au profit des pays industriels.

C'est alors qu'un nouveau type de capitaux à recycler fait son apparition, nés des excédants des balances des paiements du Japon et de l'Allemagne qui s'élèvent pour la période 1982-86 à 63milliards de dollars. Ces disponibilités en moyens de paiement vont être aspirées par les pays développés à déficit chronique comme les Etats-Unis.

En 1981, le financement privé représente 62,66%de l'ensemble des financements destinés aux PVD et le financement public ne représente que 37,33%.En 1989, le financement public était de 41,511milliards contre 38,538milliards de dollars en 1989.Ce calcul du financement privé s'est accompagné d'un durcissement des conditions des prêts ;la prime de risque au dessus du LOBOR qui était de moins 1point en 1979,passe à 1,5point en 1983,alors que dans le même temps ,les durées des prêts diminuaient². Outre le tarissement des ressources privées, les PVD réalisaient des transferts nets vers les organismes multilatéraux (FMI et Banque Mondiale) (Tableau 10).

¹ Brunel Sylvie, Tiers monde .Economica .Liberté sans frontières, Paris, 1992, P361-362.

² Raffinot.Marc, Dette extérieure et ajustement structurel, EDICEF, France, 1991, P51.

Tableau 7: Achat et rachat des PVD auprès du FMI, (1970/1989) ;(en milliards de dollars)

Année	Total achat	Total rachat	Solde
1970	0,332	0,743	-0,411
1979	2,860	1,693	1,167
1980	6,016	2,002	4,014
1981	8,657	1,70	6,957
1982	7,777	1,110	6,667
1983	12,796	2,045	10,751
1984	6,762	3,418	3,344
1985	4,079	2,434	-0,155
1986	4,578	7,442	-2,864
1987	4,853	10,373	-5,52
1988	4,151	9,142	-4,991
1989	5,680	8,010	-2,33

Source : World Développement Finance, 1999, CD-ROM

Les flux provenant du FMI sont devenus négatifs, à partir de 1985, aggravant ainsi les difficultés de trésorerie des pays pauvres .Il faut signaler en outre que la moitié des rachats (remboursements) sont effectués par sept pays : Brésil, Corée, Inde, Mexique, Thaïlande, Turquie, Afrique du sud. Donc il est difficile de mesurer les conséquences de la répudiation des pays débiteurs : cela dépend de la part de vérité dans les menaces des banques (gel des avoirs bancaires, boycott, mise sous séquestre des avions, bateauxSitués hors du territoire national), et aussi des possibilités d'accès des pays concernés aux marchés des capitaux (si cet accès leur est refusé ou disputé, il devient rationnel d'envisager une répudiation (refus de paiement).

Mais il est certain qu'autant pour les créanciers que pour les débiteurs, la répudiation occasionne de telles catastrophes qu'il serait raisonnable de ne pas l'envisager ; pour laisser place à la possibilité d'un compromis entre les deux parties pour éviter l'effondrement.

Toutefois, les banques ont dû se rendre à la raison de la nécessité d'octroyer de nouveaux crédits pour les pays débiteurs afin qu'ils puissent payer les arriérés des intérêts et éviter de mettre le système bancaire en péril. En contrepartie, les pays débiteurs doivent procéder à des ajustements financiers pour améliorer leur situation économique et assurer leur solvabilité à terme.

Les probabilités de succès d'un tel marché sont liées à l'existence d'un médiateur fort et crédible qui puisse accompagner les pays débiteurs dans cette aventure pleine de risque pour les conseiller et les orienter afin de s'assurer qu'ils mettent tout en œuvre pour se procurer les devises nécessaires au remboursement de leurs dettes .

Ce rôle échu au FMI que ses nouveaux statuts(issus de la rencontre de la Jamaïque de 1976)habilitait à ce genre de mission .Son intervention est subordonnée à l'engagement des banques de fournir de nouveaux crédits pour accompagner les efforts de redressement des pays débiteurs .Pour un dollar alloué par le FMI, les banques en prêtant 4.C'est dans un tel cadre que le Mexique a bénéficié de 5milliards de dollars d'argent frais en 1985 et de 6 milliards en 1986 de la part de plus de 50banques commerciales ,qui acceptent en plus le principe de rééchelonner sa dette en cours.

Section II :

L'impact de l'endettement sur les pays en voie de développement

L'éclatement de la crise de la dette des années 80 s'est ensuite répercuté sur les continents, l'Afrique en tête. Cette crise de la dette, qui à la fois économique et sociale entraîne des conséquences majeures pour les pays en voie de développement.

1. Les effets économiques de l'endettement

Les effets économiques que nous allons discuter concernent la faiblesse des rentrées fiscales, la détérioration des termes de l'échange, la fluctuation des prix et la baisse des investissements.

1-1.La faiblesse des rentrées fiscales

Les rentrées fiscales représentaient l'essentiel de recettes budgétaires pour les pays nouvellement indépendants ; en effet, l'impôt sur le revenu rapporte très peu dans ces pays dont les salaires sont de quelques dollars par jours, aussi la TVA qui ne peut fonctionner dans les groupes sociaux ou la consommation est faible. C'est-à-dire le montant important de la dette a obligé les Etats des PED à consacrer une part importante de leurs recettes au remboursement de service de la dette au détriment des salariés qui reçoivent des revenus faibles, en conséquence, une baisse de la consommation. Donc les rentrées fiscales en termes d'impôt sur le revenu et la TVA sont faibles.

A cause de cette faiblesse des rentrées fiscales, la plupart des Etats des PED ont été contraints de rechercher de nouveau sous forme d'aides publiques, de prêts auprès des banques les sommes indispensables aux infrastructures et aux services d'éducation et de santé nécessaires à leur développement.

1-2. La détérioration des termes de l'échange

Cet impact s'est traduit par une augmentation en volume des exportations et une diminution des importations

Les PED produisent surtout des produits bruts miniers ou agricoles et achetaient des produits manufacturés. Mais, à cause de fardeau de la dette qui a commencé de s'alourdir depuis la fin des années 70, les PED produisent davantage de minerais ou accroître leur production de coton, café, anas,... pour qu'ils puissent la rembourser. Vu l'absence des demandes supplémentaires au nord, les cours des produits exportés par les PED s'effondrent (tableau N°5) ce qui entraîne une baisse des revenus d'exportations donc une dégradation des termes de l'échange.

Tableau 8 : La chute du cours des biens primaires exportés par le sud

En \$ constant de 1985	Variation annuelle moyenne entre 1977 et 2001
Nourriture	-2,6%
Boissons tropicales	-5,6%
Graines oléagineuses et huiles	-3,5%
Matières premières agricoles	-2,0%
Métaux, minerais et minéraux	-1,9%
Dont le pétrole	-3,4%

Source : MILLET Damien et TOUSSAINT Eric, « LES CHIFFRES DE LA SETTE 2009 », p2,

<http://www.cadm.org>.

Même aujourd'hui, on assiste à vivre le même problème, comme conséquence de la crise mondiale initiée dans des pays du Nord. En effet, le niveau des réserves de change dans lesquelles les pays du Sud remboursent leur dette externe a diminué sous l'effet de la crise économique. Les recettes qu'ils tiraient de leurs exportations ayant chuté (Tableau N°6).

Tableau 9 : Chute des revenus provenant de l'exportation des matières premières et des produits agricoles

Matières	Unité	Plus haut depuis un an	Date de plus haut	Cours au 17/02/2009
Pétrole	\$/baril	146,35	15/07/2008	36,78
Cuivre	\$/tonne	8980	03/07/2008	3406
Coton	Cent/lb	86,88	04/03/2008	44,60
Riz	Cent/lb	24,68	24/04/2008	12,49
Blé	Cent/Boisson	1275	13/03/2008	535
Mais	Cent/boisson	757,75	26/06/2008	363,50

Source : MILLET Damien et TOUSSAINT Eric, « LES CHIFFRES DE LA DETTE 2009 », p9, <http://www.cdtm.org>

Ce tableau témoigne la chute brutale des revenus que les gouvernements du Sud tirent des exportations, comme nous l'avons remarqué qu'en juillet 2008 le prix du baril de pétrole était de 146,35 \$/baril et en février 2009 était de 36,78 \$/baril, soit une baisse de 109,57 \$/baril, en conséquence le remboursement de leur dette publique sera difficile.

1-3. Le problème du remboursement de la dette causé par la flambée des taux d'intérêt

A partir de la fin des années 70, la conjoncture s'assombrit pour les PED. Les Etats-Unis ont besoin de faire rentrer des capitaux, donc favorisent la montée des taux d'intérêt sur le territoire américain, et poussent le dollar américain à la hausse. Libellée en dollars et soumise pour une large part à des taux d'intérêt variables, la dette des PED s'apprécie fortement, tandis que le recours à l'emprunt est moins facile, car l'essentiel des disponibilités sont accaparées par le financement des déficits américains. L'inflation, qui avait allégé le poids de la dette dans les années 70, diminue au début des années 80. Il n'est donc plus possible d'emprunter pour pouvoir s'acquitter du service de la dette (montant des remboursements augmenté des intérêts payés), sauf en acceptant de payer des intérêts prohibitifs. D'où un alourdissement massif du fardeau de la dette.

Les pays débiteurs sont contraints de dépenser de plus en plus de recettes d'exportations pour honorer leurs engagements, sans pouvoir les utiliser pour assurer leur développement.

1-4. Effet sur l'investissement

Comme nous l'avons déjà noté, les investissements dans les PED sont financés par ces emprunts, par conséquent, le tarissement des moyens financiers a considérablement réduit le volume des investissements ; le ratio investissement/PIB est tombé dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, de 23,9 à 18,5% entre 1981 et 1986. Pour la région Amérique Latine et Caraïbes, de 27,4% en 1981, il a chuté à 17,4% en 1987.

Tableau 10: L'évolution du ratio Investissement/PIB dans les PED (en %)

Année	1970	1979	1981	1982	1983	1985	1986	1987	1988	1989
Asie orientale et pacifique	21,3	23,6	21,5	17,9	17,3	18,9	18,5	21,0	21,9	22,0
Moyen orient et Afrique de Nord	21,3	23,6	21,5	17,9	17,3	18,9	18,5	21,0	21,9	22,0
Afrique subsaharienne	17,3	25,6	26,8	27,4	29,7	24,4	23,4	23,1	23,0	24,4
Amérique latine et Caraïbes	23,9	21,8	24,5	20,3	20,1	17,8	17,4	17,4	19,2	18,9

Source : MERZOUK.F. « Dette extérieure de l'Algérie : Quelle perspectives ? », mémoire de magistère, Université de Bejaia, 2002, p23.

2. les effets sociaux de l'endettement

La dette apparaît aujourd'hui comme l'obstacle principal à la satisfaction des besoins humains fondamentaux car elle engendre des effets néfastes et graves sur les populations telles que la diminution des dépenses sociales, explosion de nombre de chômeurs et des personnes sous-alimentées, la baisse du niveau réel ainsi que la dégradation de l'environnement.

2.1. La diminution des dépenses sociales

Suite à l'éclatement de la crise de la dette de 1982, le remboursement du service annuel de la dette risque, par conséquent, d'accaparer une part encore plus importante des maigres budgets des PED au détriment des dépenses publiques vitales (santé, éducation,...) pour le développement humain sur place, rendant impossible la réalisation des timides objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon de 2015 ; en témoigne le tableau N°14.

Tableau 11 : La structure des dépenses publiques (en % du PIB)

	Education en % du PNB (1995-1997)	Santé en 1998	Dépenses militaires en 2000	Service de la dette en 2000
Argentine	3,5	2,4	1,3	9,6
Brésil	5,1	2,9	1,3	10,5
Nicaragua	3,9	8,5	1,1	12,5
Thaïlande	4,8	1,9	1,6	11,5
Indonésie	1,4	0,8	1,1	12,2
Gabon	2,9	2,1	0,3	9,5
Mali	2,2	2,1	2,5	4,2
Cote d'Ivoire	5,0	1,2	-	10,9

Source : BERR Eric, « La dette des pays en développement : bilan et perspectives », p8.

Il confirme que la dette empêche les Etats de consacrer des sommes plus importantes aux services sociaux de base ; éducation et santé en particulier qui représentent pourtant le préalable à tout développement économiques. Prenons l'exemple de Zaïre, entre 1982 et 1986, le budget de l'éducation est passé de 26% à 7% de budget total. Prenons encor le cas du Brésil, c'est un pays emblématique de l'explosion de la dette interne, qui annonce au début de l'année 2008 que la dette extérieure ne représente plus un problème (en raison du montant plus important de ses réserves de change). Or, si on prend en compte le service de la dette publique totale (interne et externe) de 2007, on s'aperçoit qu'il accapare encore 30,6% de son budget contre seulement 5,2% pour la santé et 2,6% pour l'éducation.

Par comparaison, la part du budget affecté à l'éducation nationale en France est de 21% en 2010. Le Maroc, qui enregistre également une baisse de sa dette publique externe, alloue 43%¹ de son budget de 2007 au service de la dette totale en raison de l'augmentation de l'endettement intérieur.

Donc la dette continue un facteur d'appauvrissement considérable qui pèse lourdement sur les budgets des pays dits en développement, selon le dernier rapport de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le programme alimentaire mondial (PAM) publiée en Octobre 2009, plus d'un milliard de personnes souffrent aujourd'hui de la faim. Ce n'est pas tout puisque dans les prochains mois, cette paupérisation risque encore de s'accélérer car une nouvelle crise de la dette publique externe est déclenchée.

¹ Ces chiffres donnés par Renaud Vivien « l'annulation de la dette du tiers monde », Courrier hebdomadaire du CRISP 1/2010 (n°2046-2047), p.5-75.

2.2. La baisse du niveau du revenu réel

La nécessité de faire face à des remboursements élevés et à des transferts négatifs, pèse sur la croissance du fait des sorties de devises liées au service de la dette, de la pression à la baisse des prix des matières premières que les pays débiteurs exportent, et d'une limitation de la production des agents privés par anticipation d'une hausse de la fiscalité d'où le freinage de la croissance des PED qui a été très marqué (comme le montre le tableau N°15).

Tableau 12 : Les taux de croissance du PIB de l'industrie (1965-1988)

	Le taux de croissance du PIB		Le taux de croissance de l'industrie manufacturière	
	1965-1980	1980-1988	1965-1980	1980-1988
Afrique subsaharienne	4,8	0,8	8,7	0,2
Asie de l'Est	7,2	8,5	10,6	10,2
Asie du Nord	3,7	5,1	4,6	7,9
Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord	6,1	-	-	-
Amérique latine et caraïbes	6	1,5	7	1,3
Pays très endettés	6	1,5	7,1	1,3

Source : Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1989.M .Raffinot 1991 p.154

Sauf en Asie, la croissance globale a même tendance à s'accélérer, de 1972 à 1981, la croissance en volume de PIB des PED atteignait 5% par an, et de 1982 à 1990, ce taux se situe à 3,3%.

Pour l'Afrique les chiffres sont respectivement 3,2 et 2% marquant donc un net recul du PIB par tête réelle. Pour l'Amérique latine la croissance se réduit de 5,1% de 1972 à 1981 à 3% de 1982 à 1990.

Le freinage de la croissance est très fort dans les pays qui ont eu des difficultés à assurer le service de la dette : l'Afrique subsaharienne d'une part, l'Amérique Latine d'autre part. Cette évolution est également très manifeste en ce qui concerne les pays endettés en tant

que groupe, ce qui se comprend facilement, puisqu'il s'agit en grande partie de pays latino-américains.

2.3. Explosion du nombre de chômeurs

Suite à l'éclatement de la crise de la dette des années 82, le monde en développement a connu une forte augmentation du taux de chômage¹, en particulier :

✓ L'Amérique latine (1975-1985)

- Argentine (de 3,7% à 11,5%)
- Panama (de 8,6 % à 11,5)
- Venezuela (de 8,6% à 14%)

✓ L'Afrique du nord, Moyen-Orient (1973-1984) en indice

- Tunisie (de 56 à 118).
- Egypte (de 27 à 113).
- Syrie (94 à 131).

✓ Asie (1973-1984)

- Inde (50 à 83)
- Birmanie 40 à 83)
- Philippines (49 à 140)

2.4. L'augmentation de l'inflation

Les taux d'inflation les plus élevés sont observés dans les pays de l'hémisphère occidental, enregistrant un saut qui les fait passer d'une moyenne de 54,8% en 1980 à 177,5% en 1988. Par pays, c'est la Bolivie qui a la palme avec un taux d'inflation de 2050% en Août 1985 et le Brésil avec un taux de 220% en 1985.

Tableau 13 : l'évolution des taxes d'inflation dans les PED (en % de variation annuelle)

Année	1970-1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985-1995
PED dans l'ensemble	18,1	26,6	26,0	25,0	32,9	38,6	141

Source : construit à l'aide des données de MERZOUK.F « Dette extérieure de l'Algérie : Quelle perspectives ? », mémoire de magistère, Université de Bejaia, 2002, P27.

De ce tableau, nous remarquons que l'ensemble de PED a connu une forte poussée d'inflation durant la période 1985-1995. Ces perturbations ont affecté très gravement le niveau de vie des populations dans ces pays.

¹ Les chiffres donnés par AHMAT KOULOLO Allatchi et ALI MAHAMAT Choua, « L'étude de l'opportunité du remboursement anticipé de la dette », mémoire de licence, université de Bejaia, 2007, P16.

2.5. La dégradation de l'environnement

Afin de payer la dette des PED qui commence à s'alourdir dès la fin des années 70, les gouvernements doivent se procurer les dollars (ou d'autre monnaie fortes) dans lesquels les remboursements doivent être effectués. Dans ce but, la priorité est donnée aux politiques exportatrices : exploitation accélérée des ressources naturelles (minerais, pétrole, gaz,...) et développement effréné des produits agricoles de rente (café, cacao, coton, thé, sucre,...) ce qui crée de graves problèmes environnementaux.

D'après les prévisions, certains pays devraient voir leurs principales ressources naturelles s'épuiser dans quelques décennies, comme le pétrole pour le Gabon. De nombreux pays du Sud s'alarment des ravages causés par la déforestation résultant de l'exploitation intensive des bois tropicaux ou de l'augmentation des surfaces ensemencées. Selon l'organisme des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), au cours des années 1990, plus de 94 millions d'hectares de forêts ont ainsi disparu¹, presque exclusivement dans les PED, alors que dans certaines régions, les populations les plus vulnérables dépendent des forêts pour leur subsistance. Chaque année, une surface de forêts équivalente au territoire de la Hongrie est rasée...pire, un rapport de l'académie internationale pour la paix, aux Nations Unies, affirme que la moitié du bois importé par l'union européenne a été coupé illégalement en Afrique par des sociétés qui ont pignon sur rue.

Enfin, selon le président de la banque mondiale 12% des espèces d'oiseaux et 25% des mammifères sont menacées d'extinction. Le problème de la pêche est lui aussi crucial. Pour un 1 milliard de personnes dans le monde, le poisson est la source primaire de protéines. Mais la production mondiale a doublé en 30 ans pour atteindre 137 millions de tonnes en 2001. La FAO parle de (surexploitation durable) des mers et estime qu'il faudrait diminuer l'effort de pêche de 30% pour permettre un repeuplement. La situation est grave : selon la FAO, la moitié des stocks de poissons atteignent leur limite biologique et 88 des 126 espèces de mammifères marins sont en voie de disparition.

De ce fait, la satisfaction des droits humains fondamentaux n'est pas érigée en priorité. La priorité est à la satisfaction de critères économiques, financiers et géopolitiques, comme le remboursement de la dette qui constitue bien un obstacle persistant pour les populations du Sud, ces droits humains risquent encore de se multiplier du fait de la détérioration financière en cours.

¹ Renaud Vivien « l'annulation de la dette du tiers monde », Courrier hebdomadaire du CRISP 1/2010 (n°2046-2047), p.5-75.

Conclusion

On observe que la dette extérieure des pays en voie de développement n'a cessé de croître ces deux dernières décennies, et que les pays endettés ont de sérieuses difficultés à honorer leurs engagements.

On peut réaliser que l'accroissement du fardeau de la dette a sérieusement réduit les efforts fournis par les PVD pour réaliser leur développement économique et social, étant donné que les importantes ressources ont été utilisées pour le service de la dette au détriment des investissements.

Chapitre III:

Le poids des exportations pétrolières sur l'économie de l'Algérie

*Chapitre III**Le poids des exportations pétrolières sur l'économie de l'Algérie*

Toute perturbation dans le fonctionnement du marché pétrolier international, est dûment ressentie par l'économie algérienne. En effet, en phase d'aisance financière l'Algérie recourait considérablement aux emprunts extérieurs, dont le remboursement a été assuré par les recettes de la fiscalité pétrolière, néanmoins, 1986 ou la chute brutales des prix de pétrole ont eu pour conséquence directes, la baisse importantes des recettes d'exportations (passant de 13.144¹ milliards de dollars en 1985 à 8.697 milliards de dollars en 1986) les premiers signaux d'alarme ont été émis et perçus après le contre-choc pétrolier de la chute de des prix hydrocarbures. Cette situation conjuguée à la hausse de service de la dette (le ratio: Service la dette/Recettes des exportations, était de 50%), s'est traduit par une baisse des réserves de changes et de l'accroissement des déficits de la balance des paiements.

En dépit de ces équilibres, l'Algérie continuait tant que bien que mal à conserver son statue de pays à bon risque, en consacrant la quasi-totalité de ses recettes des exportations au remboursement des échéances (en 1992, le service de la dette résorba 76,5% des recettes exportations).

A la fin de 1993, et malgré les sacrifices consacrés pour la cause, le pays déclara son incapacité à honorer ses engagements extérieurs (le montant de la dette atteint 25,724 milliards de dollars), le rééchelonnement de la dette extérieure devient alors impératif.

Or en 2005, et profitant d'une amélioration sensible des prix du baril de pétrole, l'Algérie décide de rembourser, par anticipation, sa dette extérieur. Le reste des rentrées en devises est allé renforcer les réserves de change du pays pour qu'elles atteignent, selon la banque d'Algérie, 155 milliards de dollars.

Ainsi, ce troisième chapitre est consacré à l'analyse du poids des exportations pétrolières sur l'économie algérienne. Cette étude nécessite dans un premier lieu à présenter l'évolution de quelques ensembles économiques, et enfin l'analyse de l'incidence des exportations pétrolières sur la dette extérieure.

¹ Tous les chiffres sont extraits des données de la banque d'Algérie et l'ONS

Section 1 :

L'évolution de quelques ensembles économiques en Algérie

Face à l'ouverture sur l'extérieur de l'économie algérienne, plusieurs conflits sont survenus en raison du poids du secteur des hydrocarbures qui compte pour la plus large part des recettes budgétaires et de l'ensemble des recettes d'exportation. Ainsi, le contre choc pétrolier de 1986 et la lourdeur de la dette extérieure avaient induit un véritable étranglement externe du développement économique.

1- Evolution des exportations

Jusqu'à 1973, la balance commerciale était déficitaire. À partir de 1979, l'envolée des cours du pétrole sur la balance commerciale est observée. Le haut niveau des entrées en devises avait permis à l'Algérie l'absorption intérieure. Néanmoins, la chute spectaculaire des cours du pétrole de 1986 a, toutefois, mis en lumière les déséquilibres macroéconomiques internes naissants et la vulnérabilité du pays. La part des hydrocarbures dans l'ensemble des exportations n'a jamais été au dessous de la barre des 90% depuis le premier réajustement des prix pétroliers, faisant de l'Algérie un pays mono-exportateur. La hausse de ces prix amorcée, par le second réajustement de 1979 a réussi à accroître le montant des recettes d'exportation jusqu'à un maximum de 64,5 milliards de dinars en 1985 (augmentant de 75% par rapport à celles de 1979) en valeur courante. Une année après, c'est-à-dire en 1986, l'Algérie à l'instar des pays mono-exportateurs d'hydrocarbures, avait constaté que l'augmentation continuelle des prix pétroliers n'était qu'un « *mirage* » pour l'attirer dans un « *piège* » qui lui coûta cher. En effet, une chute sans précédent est survenue, ramenant le prix du baril de son pétrole à une moyenne de 14,68 \$/b après avoir atteint la moyenne de 29\$/b en 1985. A partir de cette période, les autorités algériennes ont réalisé que les recettes d'exportation reposant sur un prix fort ne constituent pas une source sûre de financement durable¹.

L'exposition du pays aux chocs extérieurs et sa faible résilience ont causé facilement la chute des recettes d'exportation de 46%, en l'espace d'une année seulement, sachant que le pays avait des engagements internationaux (dette extérieure) et des projets d'investissements lancés (second plan quinquennal). En général, la crise de 1986 était une leçon pour les pays mono-exportateurs d'hydrocarbures les incitant à revoir leurs politiques de développement.

¹ Aissa MOUHOUBI « Analyse de l'apport du secteur des hydrocarbures au développement économique de l'Algérie : aspect macroéconomique » thèse de magistère, université de Bejaia, 2005, p155.

Comme réaction spontanée, l'Algérie avait opté à la réforme de son système d'extraction et de commercialisation de ses hydrocarbures. Pour les décideurs, afin de combler le déficit en devises, il est obligé d'accentuer les extractions d'hydrocarbures. Aussi, afin de transformer l'économie en une économie dynamique et productive, la réforme du système économique était l'action *sine qua non* à entreprendre. Les deux buts de cette réforme sont, premièrement sur l'autonomie des entreprises en introduisant davantage de clarté et de transparence dans la prise de décisions économiques pour libérer l'entreprise publique des ingérences multiples. Sur l'ensemble des instruments d'encadrement de l'économie à savoir ; la planification, la régulation financière, les prix, la fiscalité, les salaires, deuxièmement.

Les exportations des hydrocarbures recommencent à fournir pour l'Algérie des ressources financières substantielles, le niveau des exportations hors hydrocarbures ne peut, au moins, regagner son niveau de 1970.

La dépendance de l'Algérie à l'égard de son pétrole s'est accentuée dans la dernière décennie; les livraisons pétrolières ont, en effet, constitué plus de 95% du total des exportations pour la période 1999-2008, contre 88% en 1972. Les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel de nos ventes à l'étranger durant l'année 2008 avec une part de 97,58% du volume global des exportations, et une hausse de 29,76 % par rapport à l'année 2007.

Pour les autres, en a reculé notablement : les produits manufacturés par exemple ont décliné, tandis que les exportations de denrées alimentaires sont devenues presque négligeable en 2007 avec seulement 2,42 % du volume global des exportations soit une valeur de 1,89 milliard de dollars US. Les principaux « produits hors hydrocarbures » exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produit » qui représente une part de 1,67 % du volume global des exportations soit l'équivalent de 1,3 milliard de dollars US. Le groupe « produits bruts » vient en seconde position avec une part de 0,45 % soit 351 Million de dollars US suivi par les groupes « biens alimentaires » et « bien d'équipement industriels » avec les parts respectives de 0,16 % et 0,10 % soit en valeurs absolues respectives 125 et 75 Millions de dollars US et enfin le groupe « bien de consommations non alimentaires » avec une part de 0,04 % , le manque de diversification des exportations algériennes constitue un des problèmes majeurs que pose l'économie monoproductrice des pays en développement en général, y compris les pays pétroliers¹. Quoique, des sommes considérables ont été dépensées dans le secteur industriel afin de pouvoir se libérer de sa dépendance à l'égard d'un seul produit et ainsi obtenir des devises étrangères en substituant au pétrole des produits manufacturés.

¹« Annual Report on International Finance and Development in Africa 2009 » CeSPI ALGERIE Zine M. Barka

Malgré cela, l'Algérie se voit condamnée à exporter longtemps encore presque exclusivement son pétrole et son gaz.

Les produits hors hydrocarbures exportés, sont constitués essentiellement par le groupe des demi-produits, suivi par les biens d'équipement industriels, les produits bruts, et enfin le groupe des produits alimentaires.

2- l'évolution des importations

Le montant des importations a vu une forte augmentation de 25% au lendemain du second réajustement des prix du pétrole ; c'est à dire au lancement du premier plan quinquennal, celui-ci a chuté de 14% en 1986 et de 27% en 1987. Ces fluctuations expliquent la sensibilité de l'Algérie aux revirements internationaux. Afin de mieux corroborer cette affirmation, l'épisode de 1994 et 1995 où la balance commerciale avait réalisé des déficits consécutifs à cause de la diminution du cours du pétrole et de l'augmentation des prix des produits de consommation de base tel que le blé suivi de la crise pétrolière de 1998 sont persuasifs. La diversité des produits importés et l'homogénéité des hydrocarbures d'Algérie accentuent la délicatesse du commerce extérieur¹. Tandis que les prix de ses exportations sont fixés internationalement, les prix de ses achats sont fixés unilatéralement par les fournisseurs. Cette situation a laissé l'Algérie indifférente en ne diversifiant pas ses fournisseurs².

Depuis la période des industries industrialisantes, la visée de l'Algérie est de mettre au point une industrie qui pourrait prendre en charge l'économie du pays après le tarissement des gisements des hydrocarbures. Avant le premier réajustement des prix ; c'est-à-dire de 1970 à 1973, les importations au profit des secteurs reproductifs sont infimes et ce, malgré le lancement du premier plan quadriennal³. Tandis, l'indisponibilité de suffisamment de devises pour subvenir les besoins de premier rang (biens alimentaires) n'avait pas permis d'accentuer le processus d'industrialisation. L'Algérie n'a pas pu financer le premier plan quadriennal (1970-1973), suite à l'intervention de la France à la banque mondiale, pendant la crise franco algérienne, Cependant, au cours du second plan quadriennal, l'Algérie n'était pas en dépendance totale d'une aide internationale, car ses revenus ont connu des appréciations

¹ Aissa MOUHOUBI *op cit*, p158.

² La France fournit à elle seule, plus du quart des besoins d'importation.

³ - 1970-1973 : correspond à la période du premier plan quadriennal ;
- 1973-1977 : correspond à la période du second plan quadriennal ;
- 1978-1979 : correspond à la période de pause ;
- 1980-1984 : correspond à la période du premier plan quinquennal ;
- 1985-1989 : correspond à la période du second plan quinquennal ;
- 1990-1993 : correspond à la période de la cessation de paiement ;
- 1994-1998 : correspond à la période du PAS ;
- 1999-2003 : correspond à la période de l'après PAS

notables lui permettant de financer ses investissements planifiés. L'appréciation des cours du pétrole avait permis à l'Algérie d'augmenter les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires annuellement de 28,08% et de 34,90%, respectivement. Ces taux expliquent la volonté du pays de construire la base industrielle assurée, même si cette situation révèle la dépendance du fonctionnement de l'outil de production vis à vis de l'extérieur¹. L'investissement dans le secteur industriel s'est élevé, pendant le second plan quadriennal, à 55,95² milliards de dinars. Le second plan quadriennal accorde à l'industrie lourde la priorité qui devait promouvoir le développement économique et social et réaliser l'indépendance économique du pays, à part les hydrocarbures. A la période des revenus substantiels, l'importation des biens alimentaires d'année en année augmente, moyennement, de 46,89%. Ceci est dû, à la croissance de la demande induite par l'augmentation des dépenses publiques d'une part et à la médiocrité de la production agricole d'alors, d'autre part.

Les importations de 1974-1977 variaient annuellement de 30,91%, celles-ci avaient chuté pendant la période de pause 1978-1979 pour atteindre - 6,88%. Ce, malgré que la moyenne de la variation des exportations pour la même période était de 11,63%.

Le premier plan quinquennal était lancé grâce au second réajustement des prix du pétrole de 1979-80, Mais la variation des importations totales était quasiment rigide ; 1,03% de variation annuelle entre 1980 et 1984. La dette contractée durant la décennie 1970 qui pesait lourd sur l'économie devait être remboursée. En effet, le remboursement de la dette extérieure avait pénalisé les importations depuis 1978 jusqu'à 1984. Le désendettement et le financement de l'accumulation restaient la vocation des hydrocarbures. C'est pour cela que la seule catégorie qui avait vraiment varié était celle des biens d'équipement, soit 5,93% annuellement, afin de subvenir aux exigences du plan de développement lancé. Il est à noter que le premier plan quinquennal n'avait pas la même vocation que les plans précédents. Plus clairement ; les insuffisances du plan Valhyd (valorisation des hydrocarbures), et le gigantisme des entreprises publiques qui posait des problèmes de gestion, étaient des alibis persuasifs pour que le nouveau gouvernement démantèle l'arsenal industriel forgé pendant la décennie précédente. Or, les concepteurs du plan insistaient sur les aspects organisationnels afin de lutter contre le dysfonctionnement de l'économie et des contraintes subies au cours de la période antérieure, en préconisant la restructuration des entreprises.

¹ Benachenhou A., *L'expérience algérienne de planification et de développement 1962-1982*, OPU, Alger, 1982, p. 89.

² MPAT, Synthèse du bilan économique et social, 1980. Repris par Brahim A., op. cit. p. 174.

Un second plan quinquennal en 1985, était lancé et qui ne s'achèvera pas à cause de la crise pétrolière. Les enveloppes dédiées à financer les plans de développement avaient comme source de financement le fruit des hydrocarbures et dans une autre partie la dette extérieure, elle-même contractée en chargeant le secteur des hydrocarbures de la rembourser. Tous les espoirs de l'Etat et de la population, étaient brisés avec la chute des prix pétroliers. La sous utilisation des capacités de production, la baisse de leur taux d'utilisation, la diminution du taux de croissance, le sous-emploi...etc. sont des éléments liés aux exportations des hydrocarbures¹.

La tendance à l'accroissement des flux à l'importation de marchandises s'est poursuivie en la décennie 2000 or, en 2007, les importations sont à 27,4 milliards de US. \$, contre 21,5 milliards de US.\$ en 2006, affichant ainsi une progression, en dollar courant, de 27,9%. Les importations constituent les biens de consommation finale (produits alimentaires et biens de consommation industriels), et les biens intermédiaires.

3- Evolution de la dette extérieure

Depuis 2005 l'Algérie a débuté le remboursement anticipé de sa dette extérieure. En 2000, la dette extérieure algérienne s'élevait à 40 milliards de dollars tandis que son service représentait 30% des recettes de nos exportations. En 2004, la dette était ramenée à 19 milliards de dollars et son service représentait 18% de nos recettes. Comme cela fut le cas depuis les années 80. Pour se faire une idée, de 1985 à 2005, soit sur 20 ans, l'Algérie a dû rembourser au total près de 84 milliards de dollars du principal et, tenez-vous bien, 34 milliards de dollars pour le service ou si vous voulez les intérêts. 34 milliards de dollars partis en fumée.. C'est dans ce contexte qu'en 2005, l'Algérie, faisant fi des avis contraires de beaucoup d'experts, décide le remboursement anticipé de la dette. La demande est introduite auprès du Club de Paris qui regroupe 19 pays dont 17 étaient des créanciers de notre pays. Le jeudi 11 mai 2006 à minuit, l'accord est paraphé par les représentants des 19 pays membres du Club de Paris. Un accord qui permet des accords bilatéraux avec chaque pays membre du Club sur le remboursement au cas par cas de cette dette. L'accord prévoit que «les opérations de remboursement anticipé se dérouleront sur une base volontaire entre le 31 mai 2006 et le 30 novembre 2006, après signature d'accords bilatéraux». Sans plus attendre, l'Algérie signe le premier accord bilatéral avec la France une semaine plus tard. Les autres accords se succéderont à rythme soutenu. Avec l'Allemagne, l'Autriche, les Etats-Unis, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le

¹ Mouhoubi A., op. cit., p.179

Royaume-Uni et la Suisse. Le 15 novembre 2006, au terme fixé par l'accord avec le Club de Paris, le dernier accord bilatéral est signé avec l'Allemagne. Ainsi donc, la dette extérieure venait d'être en partie remboursée par anticipation. Pour rappel, il apparaît qu'au temps de la gestion socialiste, l'Algérie ne comptait comme endettement extérieur dans les années soixante que les crédits de l'O.C.I. Les financements étaient de nature strictement commerciale et provenaient de pays fournisseurs d'équipements et services dans le cadre de projets industriels. En 1971, le stock de la dette extérieure était de 3,335 mds de dollars. Le premier emprunt sur le marché international des capitaux est intervenu en 1974. Le recours à la mobilisation de crédits extérieurs après le premier et le deuxième choc pétrolier avait connu une augmentation sensible dans les années suivantes pour les besoins des différents investissements engagés par l'Etat algérien dans sa politique d'industrialisation. En 1986, les réserves de changes étaient de plus d'un milliard de dollars. Le stock de la dette extérieure avait augmenté en deux années seulement (1984 à 1986) de 7 milliards de dollars. C'était la période où le dollar avait perdu près de la moitié de son pouvoir d'achat. De fait de la réticence des banques internationales à accorder des prêts libres, le gouvernement algérien avait alors eu recours à des financements dont la durée n'excédait pas les 18 mois et ce, afin d'importer des biens d'équipement, des produits finis et ceux de large consommation. De 1986 à 1989, les recettes d'exportation fluctuent entre 8,5 et 10,5 milliards de dollars après avoir dépassé 15 milliards en 1981 et 14,7 en 1985. Le recours aux crédits extérieurs s'est intensifié, comme il s'est accompagné depuis 1988 de l'accélération des remboursements en principal. Le poids de la dette asphyxie le pays qui doit consacrer en 1991 près de 21% du PNB au service de la dette. Le pays n'arrive plus à assurer sa liquidité extérieure. Malgré cela, le gouvernement de l'époque refuse le recours au rééchelonnement de la dette. Il avait choisi de rechercher des préfinancements d'hydrocarbures et des formules de traitement d'autant plus difficiles à mettre en œuvre qu'elles sont peu usitées. Il demande, d'un côté, à l'Italie et, de l'autre, au Crédit Lyonnais le reprofilage d'un montant total de dettes de 2,352 milliards de dollars. Démarche atypique et risquée, note le rapport. Du côté italien, la décision est de nature souveraine. C'est l'Etat qui décide et qui en supporte le coût auprès des banques italiennes. L'Italie réclame des garanties pour le paiement des échéances sur les prêts reprofilés. La nature de certaines d'entre elles est telle qu'elles ne peuvent être finalement accordées. Quant au Crédit Lyonnais, qui avait besoin de monter une opération à laquelle il invite un certain nombre de banques créancières de l'Algérie, l'opération a traîné sur le marché et a fait mauvais effet pour un pays qui faisait valoir une simple crise de liquidités.

Pareille opération est difficilement acceptable pour les créanciers au regard des dispositifs qui sous-tendent habituellement les reports d'échéances par rééchelonnement en 1994¹.

Le rééchelonnement² est intervenu suite à un programme d'ajustement structurel conçu en accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et qui doit être mis sous sa surveillance. C'est la solution monétaire qui est engagée et consistant principalement dans la réalisation de l'équilibre de la balance des paiements à moyen terme. Les créanciers sont alors rassurés quant au paiement de leur dû sur la base du nouveau calendrier décidé par le Club de Paris pour les créances publiques et le Club de Londres pour les créances non garanties des banques commerciales. Le pays n'accède aux crédits multilatéraux que moyennant des conditionnalités croisées et les rares financements bilatéraux sont soumis à de sérieux aléas politiques. Les effets du plan d'ajustement structurel ne se sont pas fait attendre. En superposant un important relèvement des taux d'intérêt à une forte dévaluation, l'asphyxie des entreprises publiques aussi bien que privées qui avaient des dettes extérieures était inévitable. « Le report d'échéances en principal et de certains intérêts entraîne évidemment le gonflement du stock de la dette. L'amortissement en principal est déjà de 2,3 milliards de dollars. Le flux net en principal est donc, cette année-là, de 0,3 milliard de dollars. Certes, les recettes nettes du service de la dette n'ont cessé d'augmenter pour atteindre 9,5 milliards de dollars en 1997 ; certes aussi le rééchelonnement a pour effet d'allonger la maturité moyenne -calculée par le stock de dette à la fin d'un exercice rapporté au service en principal de l'exercice suivant- de la dette extérieure (cette maturité est passée de 3,7 ans ou 44,4 mois en 1993 à 15,9 années ou 191 mois en 1996. Il reste que le fonctionnement de l'économie est toujours contraint par les équilibres extérieurs, lesquels portent encore le poids de la dette extérieure », tout au long des décennies 80 et 90, l'Algérie doit continuer à emprunter pour payer ce qu'elle doit et qui plus est les nouveaux emprunts ne suffisent pas à payer les intérêts et rembourser le principal : il y a transfert net vers l'extérieur. En 1990, ces transferts ont atteint 2,9 milliards de dollars (2,6 en 1993).

¹ Extrait du rapport du CNES sur l'endettement des pays sud-méditerranéens

² Rapport Préliminaire sur Les Effets Economiques et Sociaux du Programme d'Ajustement Structurel p190.

Section 2 :***L'incidence des exportations pétrolières sur la dette extérieure de l'Algérie***

Des études parlent de la relation rente-dette. La volonté de construire leur propre base industrielle a poussé les pays de l'OPEP à s'endetter pendant la période du boom de ressources des années soixante-dix. La rente-dette ¹ est la principale source de financement de l'accumulation de l'Algérie

1. Les besoins de financement :

La nationalisation des hydrocarbures et le premier réajustement des prix pétroliers étaient des éléments sur lesquels allait se fonder une stratégie ambitieuse concernant l'investissement. L'endettement aisé sera donc un accélérateur favorisant le processus². En effet, le stock de la dette algérienne avait augmenté exponentiellement à partir de cette période jusqu'à l'aube de la décennie 1980. Par ailleurs, les déficits commerciaux consécutifs, à l'exception des années 1974 et 1979 (années des réajustements des prix pétroliers), allaient à l'encontre des espérances de croissance algériennes. En d'autre terme, le besoin de financement de l'économie était chronique tout au long de la période. Le cas était inquiétant, car les besoins de financement se sont multipliés par 4,4 fois entre 1974 et 1975. Jusqu'à 1986, la dette n'était pas un problème pour l'Algérie. Cependant, le problème de la dette commença à se poser sérieusement depuis 1988 lorsque le service de la dette a commencé à augmenter pour atteindre les 9 milliards de dollars en 1991³.

Puisque l'Algérie est un pays mono-exportateur, la subvention aux besoins de son économie, est assurée par les exportations des hydrocarbures. En effet, la crise de 1986 avait été la cause de l'alourdissement du stock de la dette de 3 588 millions de dollars en 1987. Afin de résorber le besoin de financement de l'année 1986, il fallait presque l'équivalent des recettes d'exportation pour couvrir ses seuls besoins de financement. Alors l'Algérie était tombée dans le piège de la dette qui l'avait contrainte à rééchelonner sa dette et à entreprendre des négociations avec les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale et FMI) afin

¹ Benabdellah Y., *Economie rentière et surendettement*, Thèse de Doctorat, Université Lumière de Lyon, 1999, p. 133

² Corm G., « L'endettement des pays en voie de développement : origine et mécanisme », in Sánchez A., *Dette et développement*, OPU, Alger et Publisud, Paris, 1982, pp. 29-100.

³ Aissa MOUHOUBI op cité, p182

d'adopter un programme d'ajustement structurel à partir de 1994. La dette avait atteint son apogée en 1996, quand elle était de 33,641 milliards de dollars, et a chuté à 23,353 milliards de dollars en 2003 ; c'est-à-dire son niveau d'avant 1986 en terme réel (8,940 milliards de dollars 1970 base 100). D'autre part, l'Algérie n'avait pas besoin de financement grâce à l'augmentation des exportations d'hydrocarbures en quantités en 1996 et 1997 et à l'amélioration des exportations des prix pétroliers à partir de 2000. L'augmentation des entrées en devises avait aidé, en l'occurrence, à restreindre le stock de la dette¹.

Tableau 14 : les besoins de financement

	Service Dette (1)	Solde commerce (2)	Besoin de Financement (2)-(1)
1970	45	-238	-283
1971	69	-371	-439
1972	190	-187	-376
1973	302	-353	-655
1974	711	224	-487
1975	469	-1 683	-2 152
1976	787	-335	-1122
1977	1 063	-1293	-2356
1978	1518	-2542	-4060
1979	2816	1453	-1363
1980	3968	5100	1132
1981	3 913	1994	-1919
1982	4380	797	-3583
1983	4587	826	-3761
1984	4976	1623	-3353
1985	4874	336	-4539
1986	5117	-1404	-6520
1987	5381	1157	-4224
1988	6269	755	-5513
1989	6852	-239	-7091
1990	8562	1275	-7287
1991	9008	4107	-4901
1992	8875	2489	-6386
1993	9050	1313	-7737
1994	4520	-786	-5306
1995	4244	-529	-4773
1996	4281	4378	97
1997	4465	5036	571
1998	5080	234	-4846

¹ *ibid*

1999	5116	2812	-2304
2000	4500	12083	7583
2001	446	8753	4289
2002	4150	6825	2675
2003	4358	11631	7273
2004	5 658	-	-
2005	5 838	26470	20632
2006	13314	34060	20746
2007	1710	34240	32530
2008	1056	40600	39544
2009	1000	7780	6780
2010	666	18200	17534

Source: construit par nous même à partir des données de l'ONS ET LA BANQUE d'Algérie de 1970 à 2010.

2. Balance des paiements et marché de change

Le solde de la balance des paiements était strictement déficitaire, en 1986, s'il était égal à 1,159 milliards de dollars. Abstraction faite sur l'année 1987, les déficits se sont poursuivis jusqu'à 1990, réduisant alors les réserves de change jusqu'à 725 millions de dollars; c'est-à-dire ce qui suffit à importer les besoins de la nation pendant 27 jours. En 2003, les réserves de change de l'Algérie sont de l'ordre de 32,94 milliards de dollars ; ce qui suffit à subvenir les importations de plus de deux années et demie. Cette situation rend le pays en position de créancier vis-à-vis du reste du monde si le stock de sa dette n'est plus que de 23,353 milliards de dollars. Dans ce qui suit, nous tenterons d'exhiber l'évolution de la dette et son poids dans l'économie¹.

La solidité de la position financière extérieure nette de l'Algérie, portée par la forte accumulation des réserves officielles de change au cours des années 2005 à 2008 conjugué à la très forte réduction de la dette extérieure à moyen et long termes en 2006, a été bien marquée en 2008, en dépit de l'intensification de la crise financière internationale. L'année 2008 s'est particulièrement distinguée par le niveau record des réserves officielles de change.

Si ces éléments de sauvegarde ont largement contribué à limiter le risque de contagion financière pure pour l'Algérie au cours de l'année 2008, la forte contraction des recettes d'exportations d'hydrocarbures en 2009 due à la chute des prix des hydrocarbures, en tant que principal canal de transmission des effets de la grave crise économique mondiale, a matérialisé l'ampleur du choc externe. Cependant, la balance des paiements est restée

¹ Aissa MOUHOUBI op cit p173.

viaible en 2009, ancrée sur une consolidation soutenue en la matière durant les années 2001 à 2008. En tant que socle pour la stabilité macro financière, la consolidation soutenue de la viabilité de la balance des paiements durant huit années consécutives a permis de développer une résilience de la position financière extérieure de l'Algérie, à mesure que le choc externe résultant de la crise financière internationale et de la crise économique mondiale est sans commune mesure avec ceux des années 1980 et 1990. Si l'économie algérienne reste fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures, avec l'apparition d'un nouvel élément de vulnérabilité représenté par l'envolée des importations des biens et services entre 2004 et 2008, la situation de la balance des paiements de 2009 traduit dans une certaine mesure, les résultats d'une gestion, prudente face à un environnement externe défavorable¹.

2-1. Situation de la balance des paiements : une viabilité préservée²

L'année 2008 enregistré un excédent record de 34,45 milliards de dollars, représentant une performance bien meilleure que celle de l'année 2007 (30,54 milliards de dollars), la balance des paiements courants a pu enregistrer un surplus en 2009 (0,41 milliards de dollars), malgré l'ampleur du choc externe inhérent à la grave crise économique. Le déficit du premier semestre 2009 consécutif à la chute des recettes d'exportations d'hydrocarbures en témoigne.

En 2009, avec un prix moyen du baril de pétrole en diminution de 37,73 % par rapport à l'année 2008, les exportations d'hydrocarbures totalisent 44,41 milliards de dollars, correspondant à une forte contraction (- 42,46 %) par rapport à l'année 2008 (77,19 milliards de dollars). En rythme semestriel, les exportations des hydrocarbures au titre du second semestre 2009 sont évaluées à 24,45 milliards de dollars contre 19,96 milliards de dollars pour le premier semestre. Ces exportations avaient atteint le montant de 41,70 milliards de dollars au premier semestre 2008, soit un record historique en la matière, à partir de juillet 2008 le prix du baril a diminué, passant de 111,51 dollars le baril au premier semestre à 88,22 dollars au second semestre 2008, sont restés à un niveau conjoncturellement bas au premier semestre 2009. Au titre de ce semestre, le cours moyen du baril de pétrole brut s'est élevé à 52,23 dollars, soit moins de la moitié du niveau moyen enregistré au premier semestre de l'année 2008. Avec la progression des prix des matières premières au second semestre 2009, le prix moyen de pétrole brut s'est établi à 62,25 dollars/baril en 2009 contre 99,97 dollars en 2008.

¹ Site de la banque d'Algérie « rapport d'activité » 2009

² Rapport de balance des paiements et dette extérieure 2010, p39.

En effet, après un "pic" historique à plus de 145 dollars/baril au cours de la seconde semaine de juillet 2008, le prix du Brent a chuté au second semestre, ayant même atteint un point bas de 35 dollars vers la fin décembre 2008. La contraction des recettes d'exportations d'hydrocarbures en 2009 est dû à la baisse des prix, la croissance négative des exportations en volume (- 9,58 %) a alimenté ainsi l'effet du choc externe sur la balance courante des paiements extérieurs. La forte diminution des exportations hors hydrocarbures en 2009, 0,77 milliard de dollars contre 1,40 milliard de dollars en 2008, a constitué un autre élément de vulnérabilité même si la contribution de cette catégorie d'exportations à la viabilité de la balance des paiements courants reste très faible, l'année 2009 a été marquée par une relative stabilisation des importations des biens et services. Cela contraste avec la forte augmentation des importations des biens et services en 2007 (30,71 %) et surtout avec l'envolée enregistrée en 2008 (47,45%). Cette performance de 2009 est d'autant plus appréciable qu'elle s'est conjuguée avec la poursuite du programme d'investissements publics dont la composante importation reste importante. Pour les importations de biens qui s'étaient fortement accru en 2007 (27,4 %), suivi d'une envolée en 2008 (44,2 %), leur niveau s'établit à 37,40 milliards de dollars en 2009 contre 37,99 milliards de dollars en 2008. L'année 2009 a connu ainsi une légère diminution en la matière, après une tendance haussière de 2001 à 2008. En rythme semestriel, cette diminution a été enregistrée au second semestre 2009 où le niveau des importations des biens est évalué à 17,52 milliards de dollars contre 19,88 milliards de dollars au premier semestre 2009 et 19,65 milliards de dollars au titre du second semestre 2008. Il est utile de noter qu'à la résurgence de l'inflation mondiale en 2008, alimentée par l'envolée des prix des produits de base et des matières premières au premier semestre, a succédé une déflation en 2009. Cette même année a enregistré un rebond des prix des matières premières. La diminution des importations (fob) de biens en 2009, matérialisée au second semestre, a concerné principalement les produits alimentaires (- 25,48 %)¹, l'énergie et lubrifiant (- 7,85 %) et les produits bruts (-14,42 %). Les importations de biens de consommation ont également reculé en 2009 (- 4,93 %), en contexte de régulation prudente et de renforcement du dispositif de traçabilité des opérations avec l'extérieur. Par contre, les biens d'équipement industriels en tant que principale composante d'importation de biens ont poursuivi leur trend haussier au rythme de 14,56 % contre 31,87 % en 2008. Le second poste des importations de biens, représenté par les demi-produits, a enregistré une très faible progression en 2009 (0,58 %) par rapport à l'année 2008 (42,29 %). La poursuite du programme d'investissements

¹ Le bulletin statistique semestriel, banque d'Algérie 2010.

publics et l'augmentation du rythme des investissements du secteur des hydrocarbures ont contribué, dans une certaine mesure, à l'augmentation soutenue des importations des biens d'équipement et des demi-produits ; la demande des autres agents économiques contribuant à la relative progression de celles des demi-produits. La déflation dans les principales économies avancées en 2009, année marquée par la crise économique mondiale, a pu atténuer l'effet du choc externe lié aux importations des biens d'équipement (industriels et agricoles) et des demi produits qui ont atteint 63,94 %¹ des importations de biens en 2009. Les années 2007 et 2008 ont été marquées par un nouvel élément de vulnérabilité pour la balance des paiements, à savoir l'emballement des services non facteurs importés (59,82 % en 2008) consécutif à l'augmentation significative en la matière au titre de l'année 2007 (44,84 %), l'année 2009 a vu un faible rythme d'augmentation (5,46 %) des services non facteurs importés, les services non facteurs importés sont évalués à 11,68 milliards de dollars en 2009, après une progression de 4,784 milliards de dollars en 2006 à 6,930 milliards de dollars en 2007 et à 11,08 milliards de dollars au titre de 2008.

Le niveau élevé de la demande d'importations des biens et services en 2009, porté par l'envolée enregistrée en 2008, n'est pas en phase avec l'évolution des fondamentaux économiques et celle de la balance des paiements en contexte de choc externe, à mesure que l'économie algérienne reste fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures qui ont chuté en 2009. Les autres transactions courantes avec le reste du monde, le solde des revenus des facteurs et celui des transferts courants ont enregistré une légère baisse en 2009, après la relative amélioration de l'année 2008. Après la période de remboursement par anticipation de la dette extérieure 2004-2006, l'évolution de la rubrique revenu des facteurs (nets) est principalement déterminée par les transferts des associés de l'entreprise nationale des hydrocarbures. En effet, la nette amélioration de la balance revenus des facteurs (nets) en 2007 et 2008, avec un déficit de seulement 1,83 milliard de dollars et 1,34 milliard de dollars contre 4,52 milliards de dollars en 2006, est confirmée en 2009. Le déficit de cette année est évalué à 1,31 milliard de dollars. L'amélioration tendancielle des revenus des investissements de l'Algérie à l'étranger, essentiellement les revenus au titre des placements des réserves officielles de change par la Banque d'Algérie, représente un effet de balancier face aux transferts des associés de l'entreprise nationale des hydrocarbures.

La politique de désendettement extérieur conduite entre 2004 et 2006 se sont matérialisés en 2008, au second semestre, par un excédent du compte capital et opérations

¹ Chiffres tirés par les données de la banque d'Algérie

financières. Cette même année a été la première année où le compte capital et opérations financières a réalisé un solde positif (2,54 milliards de dollars) et par là, contribuant à la viabilité de la balance des paiements, après une longue période de vulnérabilité du compte capital. Au titre de l'année 2009, le compte capital a enregistré une performance meilleure (3,45 milliards de dollars), soutenue par l'excédent de la balance des capitaux (1,30 milliard de dollars) qui était structurellement déficitaire.

L'excédent de la balance des capitaux en 2009, en tant que flux net entre tirages et amortissement, s'explique par le faible niveau du principal de la dette extérieure et par l'augmentation de mobilisations de crédits extérieurs au titre de la nouvelle allocation de droits de tirages spéciaux (DTS) par le Fonds Monétaire International. Cette nouvelle allocation de DTS évaluée à 1,67 milliard de dollars est comptabilisée dans la dette extérieure à moyen et long terme, pendant qu'elle augmente les avoirs extérieurs. Il s'agit là d'une règle pour l'établissement de la balance des paiements.

Pour le compte capital, à savoir les investissements directs étrangers, le niveau des flux nets d'investissements directs de l'année 2009 (2,54 milliards de dollars) est appréciable après l'augmentation significative enregistrée en 2008. La rubrique investissements directs étrangers (nets) avait atteint 2,33 milliards de dollars en 2008 contre 1,37 milliard de dollars pour l'année 2007. Pour l'année 2009, les flux d'investissements directs étrangers sont en grande partie au titre d'entrées de capitaux liées à l'augmentation des fonds propres des banques et établissements financiers étrangers opérant en Algérie, consolidant la stabilité financière du pays en contexte de crise financière internationale et de crise économique mondiale. L'excédent du compte capital et opérations financières de la balance des paiements de l'Algérie en 2009 représente une performance particulière qui permet au pays de faire face au "choc externe" de grande ampleur inhérent à la situation de très forte contraction des financements extérieurs pour les pays émergents et de durcissement de leurs conditions. C'est donc un important élément de sauvegarde, vu la gravité de la crise financière internationale et la persistance de ses effets négatifs en 2009.

Après la performance particulière de l'année 2008 où l'excédent a culminé à 36,99 milliards de dollars, la balance des paiements globale de l'année 2009 a clôturé avec un excédent de 3,86 milliards de dollars. Cette bonne tenue de la balance des paiements globale est plus ancrée sur la situation nouvelle d'excédent du compte capital, en contexte de net amenuisement de l'excédent du compte courant reflétant l'ampleur du choc externe de 2009. Aussi, l'augmentation corrélative des réserves officielles de change confirme l'acquis inhérent à la gestion prudente de la position financière extérieure par la Banque d'Algérie durant les

années d'accumulation soutenue en la matière, à savoir les années 2004 à 2008. Historiquement et sous l'angle du cycle long, l'année 2009 a été donc démonstrative en terme de résilience face au choc externe.

L'excédent global de la balance des paiements alimente les réserves officielles de change dont l'encours (y compris les avoirs en DTS) a atteint, ainsi, 148,91 milliards de dollars à fin décembre 2009. Par contre, le niveau des réserves officielles de change (les avoirs en DTS non compris) est évalué à 147,221 milliards de dollars à fin décembre 2009 contre 143,102 milliards de dollars à fin décembre 2008. Il était passé de 77,781 milliards de dollars à fin 2006 à 110,180 milliards de dollars à fin 2007. En outre, le taux de couverture des importations de biens et services par les réserves officielles de change (non compris les avoirs en DTS) s'est amélioré en 2009, atteignant plus de 36 mois contre près de 35 mois en 2008. Pour mémoire, l'année 2007 a enregistré un "pic" (près de 40 mois) en la matière.

Etant donnée la structure par devise des rapatriements et des paiements extérieurs de l'Algérie, la composition des réserves par devise fait l'objet d'un suivi particulier et d'un ajustement prudent, à mesure que la volatilité des taux de change des principales devises a été prononcée en 2009. A la fin de cette même année, la composition des réserves de change par devise d'origine, principalement dollar et euro, est en phase avec les critères de balance des paiements, de gestion des risques de change et de taux. Aussi, il importe de souligner que la politique de placements des réserves de change conduite par la Banque d'Algérie (sécurité des placements, composition par devise, meilleure gestion des risques) a contribué à atténuer l'effet de la forte contraction des recettes d'exportation d'hydrocarbures sur le niveau des réserves officielles de change de l'Algérie. Sous l'angle de la consolidation de la position financière extérieure nette de l'Algérie, le niveau important des réserves officielles de change conjugué au faible encours de la dette extérieure à moyen et long termes est un élément de sauvegarde (buffer), témoignant du succès de la conduite de la stratégie de désendettement extérieur complétée avant l'avènement de la crise financière internationale. Cependant, le challenge reste d'asseoir durablement une compétitivité externe hors hydrocarbures pour soutenir la viabilité à moyen et long termes de la balance des paiements.

Tableau 15 : Balance des paiements

	2005	2006	2007	2008	2009
	En milliards de dollars E.U ; sauf indication contraire				
Solde extérieur courant	21,18	28,95	30,54	34,45	0,41
Balance commerciale	26,47	34,03	34,24	40,60	7,78
Exportations, (f.o.b.)	48,33	54,74	83,59	78,59	45,18
Hydrocarbures	47,59	53,61	59,61	77,19	44,41
Autres	0,74	1,13	0,98	1,40	0,77
Importations, (f.o.b.)	-19,86	-20,63	-23,35	-37,99	-37,40
Services, hors revenus des facteurs, net	-2,27	-2,23	-4,09	-7,59	-8,69
Crédits	2,51	2,53	2,84	3,49	2,99
Débits	-4,78	-4,74	-3,93	-11,08	11,68
Revenus des facteurs, net	-5,08	-4,52	-1,83	-1,34	-1,31
Crédits	1,43	2,42	3,81	5,13	4,74
Débits	-6,51	-6,94	-5,64	-6,47	-6,05
Paiements des intérêts	-1,03	-0,73	-0,23	-10,19	-0,17
Autres	-5,48	-6,13	-5,41	-6,28	-5,88
dont: part des associés de compagn. Nat	-4,74	-5,29	-3,90	-4,56	-3,92
Transferts, net	2,06	1,61	2,22	2,78	2,63
Solde du compte de capital	-4,24	-11,22	-0,99	2,54	3,45
Compte de capital		-0,01			
Investissements directs (net)	1,06	1,73	1,37	2,33	2,54
Capitaux officiels (net)	-3,05	-11,89	-0,77	-0,43	-1,30
Tirages	1,41	0,93	0,51	0,84	2,19
Amortissements	-4,46	12,87	-1,28	-1,27	-0,89
Erreurs et omissions (net)	-2,25	-1,08	-1,59	0,64	-0,39
Solde global	116,94	17,73	29,55	36,99	3,86
Financement	-116,94	-17,73	-29,55	-36,99	-3,86
Augmentation des réserves brutes (-)	-16,31	17,73	-28,27	-36,53	-2,28
Rachats au FMI	-0,63	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances produit de placement à recevoir	0,00	0,00	-1,28	-0,46	0,009
Allocation DTS					-1,67
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	56,18	77,78	110,18	143,10	148,91
En mois d'importations des biens et services non facteurs	27,36	36,66	39,73	34,99	36,41
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U/baril)	54,84	65,85	74,95	99,97	62,25

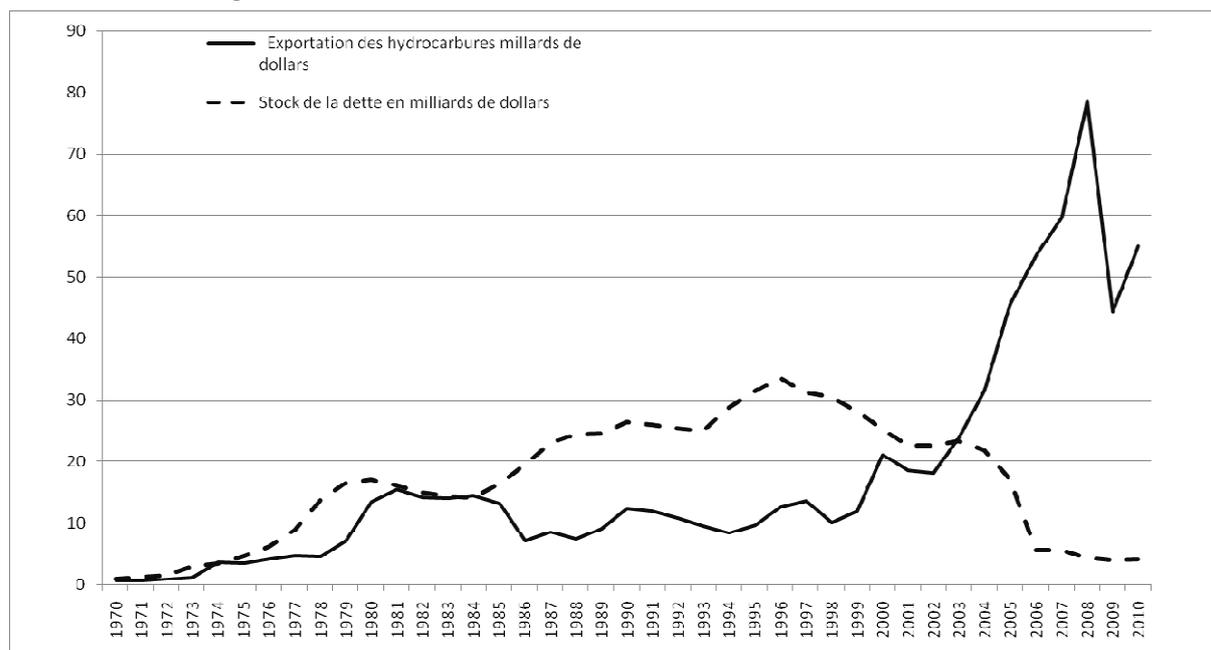
Source : Banque d'Algérie 2009

3- La relation entre les recettes pétrolières et la dette extérieure

3.1. L'approche théorique

Dans le graphe suivant réalisé, nous avons présenté l'évolution du volume de la dette extérieure en milliards de dollars, entre 1970 et 2010, comparé aux variations des recettes des hydrocarbures de la même période.

Tableau 16 : la relation entre les exportations des hydrocarbures et la dette extérieure de L'Algérie.



Source : réalisé par nous même à partir des données des annexes 11 et 13.

- De 1970 à 1984 les deux séries tendent à s'accroître en proportion (relation) directe. Les deux séries exportations des hydrocarbures et les stocks de la dette sont en hausses.
- De 1985 à 2010 les deux séries tendent inversement.
 - Lorsque les exportations des hydrocarbures sont en baisse (1985 à 1999) les stocks de la dette sont en hausse ;
 - la relation entre les exportations des hydrocarbures et les stocks de la dette est stable entre les années 2000 et 2003.
 - Lorsque les exportations des hydrocarbures sont en hausse (2004 à 2010) les stocks de la dette sont en baisse ;

Si, nous prenons les deux séries globalement à partir de l'année 1985 jusqu'à 2010, nous pouvons conclure que le stock de la dette est en relation inverse avec les exportations des hydrocarbures.

Pour mieux analyser la relation dette-pétrole, nous avons procédé chronologiquement, en distinguant quatre grandes périodes recouvrant chacune une décennie¹.

1-La décennie 1970

Durant les années 70, l'investissement était élevé, période caractérisée par un cours très favorable du pétrole sur le marché international. Les dettes empruntées durant cette période, rentrées dans le cadre d'une politique de développement à long terme, basée sur l'extension des industries liées aux hydrocarbures.

En 1973, le choc pétrolier permet d'envisager un programme encore plus ambitieux. Les recettes pétrolières de l'Algérie présentaient alors un garant pour s'endetter. La dette à long et moyen terme ne cessait d'augmenter durant cette période, elle a progressé fortement entre 1976 et 1979, suivant ainsi la remontée des prix de pétrole qui sont passés de près de 15\$/baril en 1978 au voisinage de 30\$/baril en 1979.

L'afflux des ressources et la volonté de l'Algérie, à l'époque, de s'engager dans un projet d'investissement massif par l'adoption des deux plans quadriennaux (1970-1973, 1974-1977), ont encouragé l'évolution de la dette extérieure. Elle avait connu une croissance de près d'un milliard de dollars en 1977 et de près de deux milliards en 1978,. C'était la phase d'accumulation de la dette qui atteint les 15 milliards de dollars en 1978 et 19 milliards de dollars en 1979 (2^{ème} boom pétrolier).

2-La décennie 1980

Durant les périodes 1980 et 1989, il y a un accroissement du montant de la dette extérieure en milliards de dollars, comparé aux variations des recettes pétrolières de la même période.

Cette décennie est caractérisée par un rythme de croissance élevé, accompagné par un niveau très favorable des prix de pétrole, seulement cette consommation était satisfaite par le recours aux importations, en puisant dans les recettes des exportations qui sont constituées de plus de 95% d'hydrocarbures dont les prix étaient élevés. A partir de 1985, les prix ont brutalement chutés, induisant un grave déséquilibre entre ses recettes et ses dépenses.

Nous remarquons dans le tableau que la dette remonte progressivement à partir de 1983, et s'accélère à partir du choc pétrolier, passant de près de 16 milliards de dollars en 1983 à 25 milliards de dollars en 1989. Les raisons de ce gonflement sont principalement ; la chute brutale des prix du pétrole à partir de 1985, l'Algérie était alors contrainte d'emprunter pour

¹ Synthèse faite à partir des évolutions des ensembles précédents.

assurer le fonctionnement de l'économie, étant donné que les recettes pétrolières sur lesquelles on a tant compté sont réduites ; en outre les variations du taux de change vers la baisse que le billet vert a enregistré, ou il a perdu près de la moitié de sa valeur durant cette période, ont mené à l'augmentation du stock de la dette algérienne.

L'Algérie est confrontée à une double crise, une crise de solvabilité et une crise de liquidité en 1986. La première n'inquiétait pas les autorités à la foi, les hydrocarbures constituent des ressources suffisantes pour permettre l'accès aux marchés financiers bien que ces derniers aient commencé à lui compliquer leurs conditions d'octroi de crédits.

La dette libellée en dollars ne dépassait pas de tiers du total, la totalité des exportations algériennes est encaissée en dollars, plus de deux tiers de la dette sont contractés en monnaie autre que le dollar, nos importations sont principalement payées en monnaie autres que le dollar. Ces quatre énoncés montrent bien que l'Algérie a subi des conséquences très négatives et de la chute des recettes pétrolières et de la dépréciation du dollar.

3-La décennie 90

La dette extérieure, s'est stabilisée entre 25 et 35 milliards de dollars entre 1990 et 1996. Malgré que les prix de pétrole dégringolent atteignant un seuil près de 13\$/baril en 1998. La dette extérieure suivant une courbe descendante. Nous remarquons donc que la dette extérieure diminue entre 1996 et 1998, période où le cours du pétrole était défavorable. Cette bonne maîtrise de l'encours de la dette extérieure est rendue possible grâce à l'application des réformes du plan d'ajustement structurel.

Ce que nous devons signaler, c'est que l'augmentation des prix de pétrole contribue majoritairement dans le remboursement de la dette mais leur chute ne freine pas la progression de cette dette, ceci est vrai car, les ressources de financement du pays sont toutes basées sur la rente des hydrocarbures, si celle-ci chute, on fait recours automatiquement aux emprunts pour assurer le minimum du fonctionnement de l'économie nationale. Ces différentes crises, imposaient à l'Algérie l'application du Plan d'Ajustement Structurel(PAS) à partir de 1994, après avoir eu recours à l'endettement auprès du FMI et au rééchelonnement de ses dettes auprès des pays créanciers. Cette application du PAS a eu des Conséquences catastrophiques sur la demande sociale qui a diminué sensiblement à cause de la baisse des revenus salariaux, la réduction des importations et des dépenses publiques.

Néanmoins, la restriction des dépenses de l'Etat a permis à l'Algérie, la réalisation de grands équilibres macro économiques et financiers ; la réduction du déficit budgétaire, le ralentissement de l'inflation, l'augmentation du niveau des réserves en devises... etc. cela a

permis d'ailleurs, en même temps que l'augmentation exceptionnelle des prix du pétrole, à l'Algérie ce processus du remboursement des dettes.

La reprise de cours du pétrole à eu un effet plus que positif sur l'ensemble des recettes de l'Etat, par conséquent sur l'encours de la dette extérieure, les prix du pétrole sont passés de près de 12,72\$/baril en 1998 au frontière des 18\$/baril en 1999, la dette à son tour ne s'est arrêtée de diminuer entre 1996 et 1999, passant de plus de près de 34 milliards de \$ à 28 mds de \$.

De cet énoncé, nous avons remarqué que les recettes des exportations des hydrocarbures et le montant de la dette extérieure sont corrélés mais cette fois ci négativement notamment de 1996 à 1998.

4- La décennie 2000

L'Algérie a renforcé, d'une manière soutenue, la stabilité macroéconomique ces dernières années, à en juger par la solidité marquée de sa position financière extérieure. En particulier, les très forts remboursements par anticipation de la dette extérieure conjugués à la poursuite de l'accumulation des réserves de change ont fait émerger, en 2006, la position financière extérieure nette socle de la stabilité et de la croissance. Ce qui évacue la vulnérabilité de l'économie nationale aux chocs externes.

Le paiement de la dette par anticipation permet à l'Algérie de faire de grandes économies en matière de paiement d'intérêts et des charges financières. Cela va certainement minimiser d'une manière significative le poids du service de la dette, estimé à 11,7% des exportations en 2005, et il va aider l'Etat à mieux maîtriser ses finances et à se protéger d'un déficit du trésor public comme dans le passé, sachant que ce service de la dette était la pompe aspirante des recettes.

Les mobilisations de crédits extérieurs à moyen et long terme en 2006 ont enregistré une baisse, passant de 4,92 milliards de \$ en 2005 à 11,42 milliards de \$ en 2006 et enfin à 0,173 milliards de dollars en 2007.

Après une relative stabilisation de 2001 à 2003, l'encours de la dette extérieure totale connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, reculant à 21,821 milliards de \$ à fin 2004 puis à 5,6 milliards de \$ à fin 2006 et, à 4 milliards de \$ à fin 2010.

Cette importante baisse de l'encours de la dette extérieure est le résultat de la mise de politique de désendettement extérieur de l'Algérie suite à l'augmentation favorable des cours du pétrole, augmentation des prix qui a engendré l'augmentation de la recette des exportations des hydrocarbures, d'où l'accélération des remboursements anticipés.

3.2. L'approche pratique

3.2-1 Evolution de la dette extérieure : renforcement de la soutenabilité

Suite au choc externe de 1986 concrétisé par une chute de 39 % des recettes d'exportations d'hydrocarbures. L'Algérie a fait recours au rééchelonnement de la dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, dans le cadre des programmes d'ajustement avec le Fonds Monétaire International.

Le reprofilage de la dette extérieure sous l'angle bilatéral avec l'Italie et le reprofilage de la dette extérieure avec un groupe de banques étrangères, au début des années 1990 et corrélativement à l'accord stand-by avec le FMI, n'ont donc pas pu alléger le fardeau de la dette extérieure. Après le rééchelonnement de la dette extérieure des années 1994 à 1998 et en dépit du choc externe de 1998-1999, les années 2000 ont enregistré des indicateurs de dette extérieure à des niveaux soutenables, particulièrement depuis 2004. La forte réduction de la dette publique extérieure en 2006 tirée par les importants remboursements par anticipation a constitué un élément de «buffer» (élément de sauvegarde contre les chocs externes) appréciable pour l'économie nationale face à la crise financière internationale.

La situation de la dette extérieure de l'Algérie à fin 2009 confirme la résilience de la position financière extérieure, sachant que la nette détérioration de l'environnement des flux de capitaux particulièrement à partir du quatrième trimestre 2008, a affecté plusieurs pays émergents et en développement. Certains de ces pays ont dû recourir aux financements exceptionnels des institutions financières multilatérales (FMI, Banque Mondiale) et des institutions financières régionales.

3.2-2 - Structure de la dette extérieure¹

La structure de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2006, les crédits bilatéraux représentent 77 %, dont les crédits commerciaux garantis 40 % et les crédits gouvernementaux 37 %, alors que les crédits multilatéraux ne représentent plus que 8 % à fin 2006 contre 16 % en 2005. Les crédits financiers connaissent une hausse, depuis l'année 2002, et se situent à 736 millions de dollars à fin 2006 (15 % de l'encours de la dette à moyen et long terme). Leur encours était passé de moins de 100 millions de dollars pour 2000 et 2001 à 570 millions de dollars à fin 2005. En terme de mobilisation, les crédits financiers sont

¹ Rapport d'activité du ministre des finances et la banque d'Algérie 2009.

montés à 47 % du total des mobilisations en 2006 contre 25 % en 2005 et seulement 12 % en 2004. Une telle évolution est corrélée aux investissements directs étrangers en Algérie.

Suite au remboursement total des crédits de rééchelonnement, la structure de l'encours de la dette à moyen et long terme par type de crédit, à fin 2009, montre une nouvelle tendance :

- Les crédits bilatéraux représentent 78 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme se répartissent entre les crédits commerciaux garantis (30 %) et les crédits gouvernementaux (70 %) ;
- Les crédits financiers sont évalués à 854 millions de dollars à fin 2009 contre 985 millions de dollars à fin 2008, soit 21 % de l'encours de la dette à moyen et long terme contre 23 % à fin 2008, après avoir enregistré une hausse relativement significative depuis 2002 ;
- Les crédits multilatéraux, quant à eux, représentent 0,26 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2009 contre 0,23 % à fin 2008 et 4,62 % à fin 2007, se répartissant entre la Banque mondiale et la Banque Européenne d'Investissement, l'encours de la dette publique ou garantie par un organisme public ne représente plus que 1,441 milliard de dollars, soit 37 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme à fin 2009. Il est utile de noter que, sous l'angle de l'approche statistique, cet encours de la dette publique intègre les 333 millions de dollars de dette à l'égard de l'Emirat d'Abu Dhabi qui sont appelés à être transformés en investissements.

L'encours de la dette extérieure à moyen et long terme connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, après une relative stabilisation de 2001 à 2003 autour de 22,5 - 23 milliards de dollars. En effet, cet encours est passé de 21,410 milliards de dollars à fin 2004 à 16,485 milliards de dollars à fin 2005. L'année 2006 s'est caractérisée par une forte réduction en la matière, atteignant un encours de fin de période de 5,062 milliards de dollars. Vu le bas niveau de la dette extérieure à moyen et long terme, son trend baissier s'est poursuivi mais à un rythme faible, soit 4,889 milliards de dollars à fin 2007, 4,282 milliards de dollars à fin 2008 et 3,921 milliards de dollars à fin 2009.

L'encours de la dette extérieure totale n'est plus que de 5,413 milliards de dollars à fin 2009, à concurrence de 3,921 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long terme et de 1,492 milliard de dollars de dette à court terme (de durée inférieure à 12 mois). La progression de la dette à court terme à 1,492 milliard de dollars à fin 2009 comparativement à son augmentation en 2008, passant de 717 millions de dollars à fin 2007 à 1,304 milliard de dollars à fin 2008, montre une certaine corrélation avec l'évolution des importations.

L'encours de la dette extérieure à moyen et long terme comporte depuis l'année 2000 une dette extérieure non garantie par l'Etat ou un organisme public. Cette nouvelle catégorie de crédits a commencé à prendre de l'ampleur à partir de 2003, atteignant 0,982 milliard de dollars à fin 2009 contre 1,160 milliard de dollars à fin 2008 et 1,067 milliard de dollars à fin 2007. Il s'agit là de dettes contractées par des entreprises privées, entièrement sous contrôle étranger, ayant procédé à des investissements directs en Algérie.

L'encours total de la dette extérieure n'est plus que de 5,612 milliards de dollars à fin décembre 2006, dont 5,062 milliards de dollars au titre de la dette à moyen et long terme (d'une durée supérieure à 12 mois). De plus, le montant des mobilisations a notablement baissé en 2006 par rapport à l'année précédente, passant de 1,159 milliard de dollars en 2005 à 650 millions de dollars en 2006.

Après une relative stabilisation de 2001 à 2003, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme connaît une tendance baissière depuis l'année 2004, reculant à 21 411 millions de dollars à fin 2004 puis à 16 485 millions de dollars à fin 2005. Cette importante baisse de l'encours de la dette extérieure est le résultat de la mise en œuvre rigoureuse de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie, à en juger par l'accélération des remboursements anticipés en 2006 au titre de la dette publique.

La dette extérieure à court terme (de durée inférieure à 12 mois), quant à elle, s'établit à 550 millions de dollars à fin 2006 contre 707 millions de dollars à fin 2005. Cette catégorie de dettes a également baissé en 2006 et, ce, en liaison avec le niveau des importations.

Suite aux opérations de remboursement par anticipation, l'encours de la dette publique ou garantie par un organisme public ne représente plus que 985 millions de dollars à fin 2006, correspondant à 19,5 % de l'encours de la dette extérieure à moyen et long termes contre 71 % à fin 2005. Il importe de souligner que le service de la dette à la charge du budget de l'Etat a représenté près de 85 % du service total de la dette, soit 11,304 milliards de dollars sur un total de 13,314 milliards de dollars dont 10,930 milliards de dollars représentant les remboursements par anticipation.

Depuis l'année 2000, la structure de la dette extérieure comprend une nouvelle catégorie de crédits. Il s'agit des crédits extérieurs non garantis par l'Etat ou un organisme public.

L'encours de cette dette privée non garantie, qui était de moins de 20 millions de dollars à fin 2000, a atteint 1,179 milliard de dollars à fin 2006 dont les bénéficiaires sont des entreprises privées détenues par des non-résidents. En particulier, les mobilisations au titre de

la dette privée non garantie représentent 67 % du total des mobilisations en 2006 contre 38 % en 2005 et seulement 7 % en 2004.

La composition de la dette extérieure à moyen et long terme par devises a enregistré une légère modification en 2006 par rapport à celle de l'année 2005. La part du dollar qui était de 44 % en 2005 est passée à 43 % en 2006, tandis que la part de l'euro est montée à 47 % en 2006 contre 40 % en 2005. La part du Yen, par contre, a poursuivi son trend baissier jusqu'à 5 % en 2006 et ce, contre 11 % en 2004 et 8 % en 2005. Les DTS et les devises qui lui sont liés disparaissent quasiment dans la structure de la dette extérieure de l'Algérie tandis que les autres monnaies totalisent 5 % à fin 2006.

La dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro durant l'année 2006, le cours euro/dollar passant de 1,2111 au 31 décembre 2005 à 1,3175 au 31 décembre 2006, l'encours de la dette extérieure à moyen et long terme de l'Algérie exprimée en dollars a subi un effet de change négatif ayant occasionné une augmentation de l'encours de la dette de 235 millions de dollars. L'effet négatif sur le service de la dette extérieure de l'année 2006 est estimé à 420 millions de dollars.

Tableau 17 : Encours et structure de la dette extérieure à fin 2009

(En milliards de dollars EU)

	2005	2006	2007	2008	2009
Crédits multilatéraux	2,588	0,402	0,226	0,010	0,010
Emissions obligataires	0,000	0,100	0,100	0,100	0,100
Crédits bilatéraux	4,116	3,894	3,851	3,287	3,057
Crédits gouvernementaux	2,192	1,879	2,175	2,073	2,131
Créd. Acheteurs et Fourn assurés	1,924	2,015	1,676	1,214	0,926
Crédits financiers	0,573	0,636	0,696	0,879	0,733
Crédits finan et crédits-bails	0,152	0,101	0,276	0,405	0,409
Opérations de reprofilage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Financement d'acomptes	0,421	0,535	0,420	0,474	0,324
Crédits commer, non assurés	0,097	0,030	0,016	0,006	0,021
Crédits fournisseurs	0,097	0,030	0,016	0,006	0,021
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	9,111	0,000	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	8,153	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres créanciers	0,958	0,000	0,000	0,000	0,000
Total dette à M & L terme	16,485	5,062	4,889	4,282	3,921
Total dette à court terme	0,707	0,550	0,717	1,304	1,492
Total dette extérieure	17,192	5,612	5,606	5,586	5,413

Source : Banque d'Algérie

3.2.2-1 - Service de la dette et ratio d'endettement

Le service de la dette à moyen et long terme, l'année 2009 totalise un (1) milliard de dollars, dont 875 millions de dollars pour le principal et 125 millions de dollar pour les intérêts.

Compte au service de la dette à la charge du budget de l'Etat ne représente plus que 10 % du service total de la dette en 2009, après avoir atteint 85 % en 2006 lors des remboursements anticipés de la totalité de la dette rééchelonnée en Club de Paris et Club de Londres. La structure de la dette par devises montre que les parts des principales devises composant la dette extérieure sont légèrement modifiées par rapport à celles de l'année 2008. Si la part du dollar est passée de 42 % à fin 2008 à 40 % à fin 2009, celle de l'euro a progressé à une part relative de 51 % contre 49 % à fin 2008. En plus de la dette extérieure en yen qui est de 3 % à fin 2009, la part relative des autres devises est évaluée à 6 %.

Suite à l'évolution des taux de change des principales devises sur la dette extérieure de l'Algérie est élucidé à travers l'analyse de la conjoncture des marchés des changes internationaux, ces derniers ont connu une forte volatilité au cours de l'année 2009, à mesure que la cotation du dollar contre l'euro est passée de 1,3917 dollar pour un euro à fin décembre 2008 à 1,4406 dollar pour un euro à fin décembre 2009, avec un minimum atteint le 04 mars 2009 de 1,2555 dollar pour un euro et un pic de 1,5120 dollar pour un euro atteint le 03 décembre 2009.

Cette évolution a produit un effet de change négatif qui a occasionné une légère augmentation de l'encours de la dette de 45 millions de dollars. De plus, elle a alimenté à concurrence de 21 millions de dollars le service de la dette extérieure de l'année 2009.

Tableau 18 : Evolution de la dette extérieure (en Millions de \$)

	stock	service	principal	intérêt
1970	939,6	44,7	34,6	10,1
1971	1260,8	69,1	52,6	16,5
1972	1549,8	190,1	138,4	51,6
1973	2991,4	301,6	232,9	68,7
1974	3366,0	711,3	491,8	219,5
1975	4632,8	469,1	252,3	216,8
1976	6114,4	787,4	439,8	347,5
1977	8914,3	1062,7	646,1	416,6
1978	13750,0	1517,5	903,6	613,8

1979	16574,0	2816,0	1563,4	1252,7
1980	17040,0	3968,1	2528,5	1439,6
1981	16066,0	3912,9	2552,0	1360,8
1982	14891,0	4379,5	2954,0	1425,5
1983	14412,0	4587,1	3312,3	1274,8
1984	14133,0	4976,0	3600,4	1375,7
1985	16398,0	4874,4	3476,6	1397,8
1986	19499,0	5116,7	3567,9	1548,8
1987	23087,0	5380,9	3813,4	1567,4
1988	24406,0	6268,6	4586,9	1681,7
1989	24613,0	6852,3	5112,7	1739,6
1990	26416,0	8562,3	6778,5	1783,7
1991	25969,0	9008,4	7219,7	1788,7
1992	25489,0	8874,9	7061,4	1813,6
1993	25024,0	9050,0	7150,0	1900,0
1994	28850,0	4520,0	3130,0	1390,0
1995	31317,0	4244,0	2474,0	1770,0
1996	33641,0	4281,0	2025,0	2256,0
1997	31222,0	4465,0	2354,0	2111,0
1998	30474,0	5080,0	3202,0	1878,0
1999	28315,0	5116,0	3397,0	1719,0
2000	25261,0	4500,0	2822,0	1678,0
2001	22571,0	4464,0	2993,0	1471,0
2002	22642,0	4150,0	2922,0	1228,0
2003	23353,0	4358,0	3240,0	1118,0
2004	21821,0	5 658	4692,0	966,0
2005	17191,0	5 838	4940,0	898,0
2006	5603,0	13314	-	605
2007	5474,0	1710	-	230
2008	5585,0	1056	-	141,46
2009	5413,0	1000	875	125
2010	5457,0	666	-	-

Source : Banque Mondiale 2009

Relativement à la répartition de la dette à moyen et long terme, par taux d'intérêts (fixe versus variable), elle a subi une modification matérialisée notamment par une augmentation de la part à taux fixe qui est passée de 83 % en 2008 à 86 % en 2009. Aussi, le taux fixe moyen annuel de la dette à moyen et long terme pour l'année 2009 s'élève à 2,49 % contre 2,35 % en 2008 et 3,11% en 2007, l'année 2009, le délai moyen de remboursement de la dette à moyen et long terme restante est de 34 mois, soit près de trois (3) ans, tandis que la maturité moyenne s'élève à 44 mois, soit près de quatre (4) ans.

Enfin, la répartition de la dette extérieure à moyen et long terme, par taux d'intérêt, fait émerger celle à taux fixe dont la part est passée de 50,8 % en 2005 à 72 % en 2006. En conséquence, la part à taux variable a reculé de 49,2 % en 2005 à 28 % en 2006.

Le taux fixe moyen annuel de la dette extérieure pour l'année 2006 s'élève à 3,45 % contre 5,3 % en 2005

L'endettement extérieur a atteint des niveaux excessifs et insoutenables au début des années 1990. En particulier, le ratio de service de la dette extérieure avait dépassé 100 % au premier trimestre de l'année 1994, année au cours de laquelle l'encours de la dette extérieure avait atteint 70 % du produit intérieur brut. Ce qui a entraîné le recours de l'Algérie au rééchelonnement de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres, dans le cadre du programme d'ajustement avec le FMI.

- Les ratios de solvabilité et de liquidité

Le ratio de solvabilité¹, s'est détérioré pour atteindre 52% en 1978. En effet, le stock de la dette représentait 25,31% du PIB en 1974 et s'est multiplié par deux après quatre ans, l'analyse du ratio de solvabilité de la période 1974-78, avec une base industrielle qui était en phase de construction ; vu le développement des importations des biens d'équipement et de biens intermédiaires et la mobilisation d'une énorme dette de 1974 à 1978, cela, malgré l'amélioration des recettes en devises.

L'endettement est d'autant important que sa structure qui s'est détériorée, entraînant, ainsi, des charges d'intérêt plus graves et des échéances de remboursement plus courtes. En 1978, le ratio de liquidité² est devenu époustouflant : 224%. C'est-à-dire, pour que l'Algérie

¹*Ratio de solvabilité = $\frac{\text{Stock de la dette}}{\text{PIB}}$*

puisse rembourser sa dette en ne consacrant toutes ses recettes d'exportation qu'à cet effet, elle aurait besoin d'une échéance de deux ans et trois mois. Sous l'effet du second réajustement des prix pétroliers, le ratio de liquidité fléchissait à 168% en 1979. Et suite à la crise de 1986, il atteignit encore les 299% en 1988.

De 1986 à 1989, le recours aux crédits extérieurs s'est intensifié, comme il s'est accompagné de l'accélération des remboursements du principal. La volonté de faire figure de bon payeur a été très chèrement payée par le pays. Le taux de couverture des recettes des hydrocarbures pour le service de la dette était de 81,32%.

Exception de l'année 1978, le ratio de solvabilité n'a jamais dépassé les 50%.

En 1991, il était de 56%. Vu cette asphyxie qui a rendu le pays incapable d'assurer sa liquidité extérieure, l'Etat refusa le recours au rééchelonnement de la dette. Peu usitées, le gouvernement avait choisi des formules de traitement d'autant plus difficiles à mettre en œuvre qu'en les adoptants. Ce en recherchant des préfinancements d'hydrocarbures et des crédits auprès de l'Italie et du crédit Lyonnais. Suite au programme d'ajustement structurel en 1994, le rééchelonnement s'est imposé. Or que le service de la dette ait atteint son plus haut niveau en terme absolu ; soit 9,05 milliards de dollars en 1993. En terme relatif ; par rapport aux exportations d'hydrocarbures, le ratio service de la dette / exportations d'hydrocarbures avait atteint, également, son plus haut niveau de 94%.

Spécialement, cette solution, consiste en la réalisation de l'équilibre de la balance des paiements à moyen terme. En l'occurrence, le ratio de solvabilité a été de 69% en 1994, 76% en 1995, 73% en 1996 et 66% en 1997. Depuis lors, le poids de la dette extérieure par rapport au PIB n'a cessé de diminuer. De sa part, le ratio de liquidité était de 324% en 1994. en 1997, il a descendu à 228%. Le service de la dette par rapport aux exportations des hydrocarbures n'était plus que de 33% en 1997. L'augmentation de ce ratio à 53% en 1998 est due à l'effondrement du prix du pétrole. Une amélioration de la position de l'Algérie vis-à-vis de l'extérieure s'est traduite par la baisse de l'encours de la dette, après avoir plafonné à 33,641 milliards de dollars en 1996, et descendu à 23,353 milliards de dollars en 2003. Le pays a ainsi accompli des progrès en terme de solvabilité, en ramenant la part de l'encours de la dette par rapport au PIB à 35%, et en terme de liquidité, en ramenant la part de l'encours de la dette par rapport aux exportations à 95% ; c'est-à-dire les exportations de l'année peuvent couvrir tout le stock de la dette. Abstraction faite sur 1974, l'Algérie n'a jamais atteint cette

²*Ratio de liquidité = $\frac{\text{Stock de la dette}}{\text{Exportations}}$*

performance depuis 33 ans. Plus encore, la part du service de la dette dans les exportations des hydrocarbures est amoindrie à 18% en 2003 et la part des intérêts de la dette dans les exportations est, à son tour, à 4,5%, niveau jamais atteint depuis 30 ans¹.

L'Algérie jouit d'une aisance financière depuis 2002 (réserves de change supérieures au stock de la dette) lui a permis de s'exprimer en face de ses créanciers (contrairement, à ce qu'elle avait supporté dans les années quatre-vingt-dix, quand elle était sous la houlette du FMI, de la Banque Mondiale et des créanciers européens, notamment les français) en leur exigeant de transformer une partie de sa dette en investissements.

Encore, suite l'amélioration de la situation financière du pays, les entrepreneurs rentiers ont exigé du gouvernement à réévaluer le Dinar afin d'importer à moindre coût.

- La décennie des années soixante-dix avait anticipé une croissance économique optimiste. La conjoncture pétrolière favorable avait permis un endettement pour l'investissement qui était d'une lourdeur fortement ressentie après la crise des prix pétroliers ;

- La crise de 1986 avait cassé les anticipations euphoriques des années soixante-dix.

Cependant, les hydrocarbures avaient financé le budget de l'Etat et les importations efficacement pendant 12 ans (de 1974 à 1986) ;

- Le retournement de la conjoncture avait ouvert une brèche dans l'économie algérienne qui s'est enfoncée au milieu des années 1990. Situation qui avait réduit les recettes fiscales, des exportations et avait aggravé le poids de la dette ;

- Depuis la période du PAS, les grands équilibres de l'économie ont été rétablis.

Joignant à cela la bonne conjoncture pétrolière l'Algérie a pu aller plus loin dans ses performances

Aujourd'hui, les indicateurs de la dette extérieure reflètent une nette amélioration de la situation de l'endettement extérieur de l'Algérie depuis le début des années 2000, à en juger notamment par :

- Le ratio encours de la dette extérieure/produit intérieur brut recule à 4,86 % en 2006 contre 16,82 % en 2005. Ceci est expliqué par l'augmentation plus rapide du produit intérieur brut par rapport à l'encours de la dette extérieure. Le ratio encours de la dette/PIB continue de reculer en passant de 3,62 % en 2007 à 2,51 % en 2008, pour atteindre 2,81 % en 2009 et 2,27% en 2010. La performance de l'année 2008 s'explique par l'augmentation importante du

¹ MOUHOUBI Aissa op cit

produit intérieur brut à prix courants. Pour mémoire, ce ratio avait atteint un "pic" de 76 % en 1995, c'est à dire en période de rééchelonnement ;

- Le ratio Service de la dette/Exportations de biens et services est tombé à 4,16 % en 2006 contre 9,5 % en 2005, ce ratio s'établit à 1,80 % en 2009 contre 1,03 % en 2008 et 2,26 % en 2007.

- Le ratio Intérêts/Exportations de biens et services suit une tendance baissière depuis 1995, à l'exception de l'année 1998 où il a atteint 17 % en raison de la forte baisse des exportations.

Il tombe à 2,8 % en 2004 puis chute à 2,2 % en 2005.

Il chute à 1,06 % en 2006 puis à 0,33 % en 2007 et 0,18 % en 2008, suivi d'une légère progression en 2009 (0,26 %) ;

- Le ratio encours de la dette extérieure/exportations de biens et services est de 9,8 % en 2006. Ce ratio est passé de 5,2 % en 2008 à 8,14 % en 2009 et 9% en 2010, tiré par la forte contraction des exportations d'hydrocarbures. Pour mémoire, ce ratio s'est amélioré depuis 1995, à l'exception de l'année 1998 caractérisée par le "choc" externe (chute des prix des hydrocarbures).

Il ya une amélioration de la position financière extérieure de l'Algérie au cours des sept dernières années a permis de ramener les indicateurs de la dette extérieure à des niveaux très soutenables, particulièrement depuis 2004, avec la mise en œuvre des remboursements par anticipation. La poursuite des remboursements par anticipation au cours de l'année 2005 et leur accélération en 2006 a permis une forte réduction de la dette publique extérieure, témoignant du succès de la politique de désendettement extérieur de l'Algérie et du niveau de sécurité financière extérieure. En conséquence, le ratio dette extérieure à moyen et long terme par rapport au produit intérieur brut serait de l'ordre de 3 à 4 % en 2007 contre 59 % pour l'année 1999 et 74 % en 1996, le faible niveau de la dette extérieure à moyen et long termes (3,921 milliards de dollars) et le bas niveau du service de la dette extérieure hors remboursements par anticipation, seulement 1,8 % des exportations des biens et services en 2009. Il s'agit là d'une performance historique, vu la gravité de la crise financière internationale et les besoins urgents et accrus de beaucoup de pays émergents et en développement en matière de financements extérieurs.

Tableau 19 : Evolution de la structure de la dette et de quelques ratios (en M\$)

	Stock Dette (1)	Service Dette (2)	Intérêt Dette (3)	Exports (4)	(1) / PIB%	(1) / (4) %	(2) / (XH) %	(3) / (4) %
1970	940	45	10	1 019	19,25	92,21	6,32	0,99
1971	1261	69	17	857	24,77	147,17	10,77	1,93
1972	1550	190	52	1306	22,86	118,68	17,69	3,95
1973	2991	302	69	1906	34,23	156,95	19,07	3,60
1974	3366	711	220	4260	25,31	79,02	17,92	5,15
1975	4633	469	217	4 291	29,70	107,97	11,74	5,05
1976	6114	787	348	4972	34,35	122,98	16,67	6,99
1977	8914	1 063	417	5809	42,45	153,45	19,05	7,17
1978	13750	1518	614	6126	52,08	224,47	25,79	10,02
1979	16574	2816	1253	9863	49,77	168,04	29,26	12,70
1980	17040	3968	1440	15 624	40,28	109,06	25,86	9,21
1981	16066	3 913	1361	13296	36,18	120,83	29,98	10,23
1982	14891	4380	1426	11 476	32,94	129,76	38,86	12,42
1983	14412	4587	1275	11 158	29,53	129,16	41,73	11,42
1984	14133	4976	1376	11 886	26,67	118,90	42,85	11,57
1985	16398	4874	1398	10 149	28,27	161,57	48,99	13,77
1986	19499	5117	1549	7831	30,90	249,01	67,13	19,78
1987	23087	5381	1567	8186	35,79	282,03	67,41	19,15
1988	24406	6269	1682	8155	41,51	299,29	81,32	20,62
1989	24613	6852	1740	8949	44,83	275,04	79,91	19,44
1990	26 416	8562	1784	11 011	42,68	239,90	80,17	16,20
1991	25 969	9008	1789	11790	56,09	220,26	78,69	15,17
1992	25489	8875	1814	11137	51,91	228,87	83,50	16,28
1993	25024	9050	1900	10098	50,25	247,81	94,12	18,82
1994	28850	4520	1390	8907	68,53	323,90	52,89	15,61
1995	31317	4244	1770	10260	75,83	305,23	43,57	17,25
1996	33641	4281	2256	13476	72,97	249,64	34,00	16,74
1997	31222	4465	2111	13723	66,29	227,52	33,80	15,38
1998	30474	5080	1878	10054	63,70	303,10	52,57	18,68

1999	28315	5116	1719	12542	58,69	225,77	42,49	13,71
2000	25261	4500	1678	21718	46,63	116,31	21,32	7,72
2001	22571	446	1471	19177	41,17	117,70	24,09	7,67
2002	22642	4150	1228	18832	40,50	120,23	22,93	6,52
2003	23353	4358	1118	24639	35,09	94,78	18,18	4,54
2004	21821	5 658	966.0	34500	25,6	64	16,2	2,8
2005	17191	5 838	898.0	40818	16,82	35	12	2,2
2006	5603.0	13314	605	54740	4,86	9,8	24	1,06
2007	5474.0	1710	230	60590	3,62	8,9	2,86	0,33
2008	5585.0	1056	141,46	78590	2,51	7,2	1,36	0,18
2009	5413.0	1000	125	45180	2,81	11,14	2,25	0,26
2010	5457,0	666		57090	2,27	9	1,21	

Source : construit par nous même à l'aide de M^r MOUHOUBI Aissa

- 1967 à 1985 : *Séries statistiques. Rétrospectives 1962-1986, ONS, n°15, 1987 ;*
 - 1970 à 1996 : *Rétrospective statistique 1970-1996, ONS, 1999 ;*
 - 1997 à 2005: www.ons.dz. 2006 à 2010 à partir de la banque d'Algérie.
- XH : Exportations d'hydrocarbures*

Conclusion

Le poids des hydrocarbures dans l'économie algérienne est très important. Leur part relative dans les recettes d'exportations font de la l'Algérie une économie monoexportatrice, plus de 90% des recettes d'exportation de l'Algérie sont constituées par les hydrocarbures depuis plusieurs d'années. Comme on pouvait s'y attendre, la baisse du prix du pétrole, qui a débuté en 1986 et qui s'est prolongé encore en 1988, a eu des conséquences défavorables sur l'économie algérienne.

L'année 1988 aura été une année difficile pour l'ensemble de l'économie. Les mesures prises par le gouvernement, en 1986, à savoir la révision de la loi de finances et l'établissement d'une politique d'austérité, touchant à la fois l'investissement et la consommation, demeurent des mesures encore insuffisantes. D'ailleurs, l'endettement international.

Or, l'Algérie est confrontée à des problèmes de politiques économiques qui nécessitent des mesures draconiennes et une politique économique rigoureuse. L'Algérie, de 1999 à 2010 a permis de couvrir 32,19 milliards de dollars de déficit de la balance des services importés. En 2005, et profitant d'une amélioration sensible des prix du baril de pétrole, l'Algérie décide de rembourser, par anticipation, sa dette extérieur.

Conclusion générale

Conclusion générale

Tout au long de notre travail, nous avons essayé de montrer quelles sont les incidences des exportations pétrolières sur les grandeurs financières en Algérie, non sans avoir tenté, en tout premier lieu, d'expliquer comment sont déterminés les prix du pétrole brut sur le marché.

En effet, après avoir été toute proche d'une situation de faillite, l'économie algérienne est aujourd'hui une économie désendettée. Rappelons-nous qu'en 1994, durant le premier trimestre, le service de la dette, c'est-à-dire le paiement du principal et de l'intérêt, dû par l'Algérie à ses créanciers, était de 100 %. Ceci signifie que l'Algérie devait consacrer l'intégralité de ses recettes d'exportation à ses créanciers pour le paiement de sa dette.

Cette situation a conduit le pays à demander le rééchelonnement de sa dette extérieure après un accord signé avec le FMI qui imposait une réduction des dépenses publiques, un blocage des salaires, une réduction des subventions aux produits de première nécessité et une libéralisation des prix, une forte dévaluation du dinar. L'Algérie a ainsi rééchelonné 16 milliards de dollars à rembourser sur une période de près de 11 ans, sur une dette extérieure totale de plus de 30 milliards de dollars. Le pays a pu sortir ainsi du «piège de la dette» dans lequel il s'était enfermé et qui l'amenait à s'endetter pour rembourser la dette : les crédits mobilisés servaient non pas à financer le développement économique mais à rembourser la dette.

En 2004, l'Algérie, grâce à des recettes d'exportation d'hydrocarbures en augmentation, a décidé de rembourser sa dette extérieure par anticipation et régler ainsi trois problèmes qui sont ; premièrement diminuer le fardeau des intérêts payés aux créanciers, secondo assainir la situation financière vis-à-vis de l'étranger en faveur des générations futures. Et en dernier augmenter la marge de manœuvre pour la politique économique nationale.

Ainsi, depuis 2004, ont été remboursés plus de 16 milliards de dollars, auprès du Club de Paris (dette publique) et du Club de Londres (dette privée), 8,5 milliards de dollars ont été remboursés. Auprès de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement et des autres institutions financières internationales : 3,1 milliards de dollars. Auprès de la Russie

4,70 milliards de dollars de dette ont été annulés en contre-partie d'achat de matériel militaire en 2009, le service de la dette, c'est-à-dire la part des recettes d'exportation consacrée au remboursement de la dette extérieure (capital et intérêt) n'est que de 2 % contre 39 % en 1999, 9,5 % en 2005 et 2,3 % en 2007. Comme on peut le constater, l'économie algérienne n'est plus aujourd'hui une économie endettée. L'Etat algérien a-t-il eu raison de rembourser sa dette par anticipation ? Même si on n'en était pas convaincu au moment où la décision fut prise, la crise financière internationale lui a donné raison et lui a permis d'éviter d'avoir à recourir au marché financier international, devenu très coûteux et d'économiser plus de 4 milliards de dollars de paiement d'intérêt si la dette était restée au même niveau. Enfin, il faut ajouter qu'aujourd'hui l'Algérie a une qualité de signature rétablie sur les marchés financiers internationaux et la note que lui attribuent les agences de notation des risques est bonne. Bien évidemment, ces remboursements par anticipation ont été rendus possibles grâce à une amélioration sans précédent des recettes d'exportation d'hydrocarbures qui ont permis à l'Algérie d'accumuler des réserves de change très importantes estimées à 148,35 milliards de dollars à la fin de l'année 2009 (y compris les avoirs en droit de tirage spéciaux — DTS — auprès du FMI). Hors DTS, les réserves de change sont évaluées à 155 milliards de dollars à fin 2010.

Annexes

Bibliographie

Bibliographie

Livres

1. Brunel Sylvie : Tiers monde .Economica .Liberté sans frontières, Paris, 1992.
2. Goodstein David L., 2005. Panne sèche, la fin de l'ère du pétrole. Buchet Chastel, France.
3. Ighmat.A : La crise de l'endettement des pays en développement (1982-1990).ENAP. Alger.1990.
4. KHELIF Amor « Dynamique des marché et valorisation des hydrocarbures » les cahiers du Cread 2005
5. Lawin Kotchikpa Gabriel, Analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des Pays a faible revenu, Institut de Recherche Empirique en Economie Politique.
6. Maurice DUROUSSET, « Le marché du pétrole », Paris : Ellipses, 1999
7. M.Raffinot, Dette et ajustement structurel.1991
8. Sidiki Traore, L'analyse des déterminants de l'endettement extérieur public des pays en développement, Université d'ouagadougou.DEA en Economie.
9. Simon Yves (1997), "les marchés dérivés : origine et développement" *Edition Economica*.

Articles et revues

1. Ahmed Bouyacoub (Université d'Oran), L'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel, printemps 1997 CREAD.
2. BERR Eric, « La dette des pays en développement : bilan et perspectives ».
3. Direction de la prévision-analyse économique (2004), « le marché pétrolier » N°53 novembre.
4. El Watan du 30 décembre 1997
5. « le troisième choc pétrolier »", *Le Figaro*, Georges Quioc et Pierre-Yves Dugua, 4 janvier 2008.
6. « le baril de pétrole franchit la barre des 145 dollars en Asie », le monde le 3 juillet 2008.
7. Extrait du CADTM, Évolution de la dette externe du Tiers Monde au cours de l'année 2008

8. Extrait du CADTM, Évolution de la dette externe du Tiers Monde au cours de l'année 2008
9. Katherine Stephan « les compagnies pétrolières et le marché pétrolier international » guide de l'énergie et développement.
10. « Le marché pétrolier face aux nouvelles dominations » Amor KHELIF CREAD.
11. Le soir d'Algérie 2010
12. MASSIAH Gustave, « la dette algérienne et l'ordre mondial », N°11 été 1994.
13. Universités d'été d'ATTAC, et des publications du CADTM, « Dette du Tiers Monde" d'Aix, février 2001.
14. VIVIEN Renaud « L'annulation de la dette du tiers monde ».
15. Le monde du pétrole- série documentaire de l'union pétrolière.
16. Série économique Atlas « le pétrole et le gaz ».
17. Rapport Préliminaire sur Les Effets Economiques et Sociaux du Programme d'Ajustement Structurel
18. Le bulletin statistique semestriel de la banque d'Algérie 2010.

Mémoires et thèses

- 1) AHMAT KOUKOU Allatchi et ALI MAHAMAT Choua, « l'étude de l'opportunité du remboursement anticipé de la dette », mémoire de licence, Université de Bejaia, 2007.
- 2) ARAB Adel, KERMANE Wassila, « Analyse des effets des variations des prix du baril du pétrole sur l'économie algérienne », mémoire de licence, Université de Bejaia, 2004,2005.
- 3) AZOUG Atman, BENHARRAT Mounir, analyse du poids des hydrocarbures dans l'économie algérien, Université de Bejaia, 2007,2008.
- 4) BENABDLAH Youcel, « Economie rentière et surendettement », Thèse de doctorat, Université Lumière de Lyon, 28 Juin 1999.
- 5) NJEH Hassen « *Etude des phénomènes de transmissions des chocs de volatilité entre les marché pétrolier et les marchés boursier* »Ecole Supérieure de Commerce Tunis 2008.
- 6) KONSO BOLA Alain, « Les effets de la dette extérieure sur la croissance et les investissements dans les PPTTE Africains : Analyses par la Méthode des Moments Généralisés (GMM) », mémoire fin d'étude, Université de KINSHASA, 2004 2005.

- 7) MERZOUK.F « Dette extérieure de l'Algérie : Quelles perspectives ? », mémoire de magistère, Université de Bejaia, 2002.
- 8) MORSLY Safia, « analyse des facteurs de l'endettement mexicain : causes et impact sur l'économie », Université de Montréal, 1996
- 9) MOUHOUBI Aissa, « Analyse de l'apport du secteur des hydrocarbures au développement économique de l'Algérie : aspect macroéconomique », mémoire de magistère, université de Bejaia, 2005.

Rapports

1. Banque d'Algérie, « Evolution de la dette extérieure de l'Algérie 1990-1999 ».
2. Banque de France : Rapport sur l'évolution de l'environnement financier international, 2008.
3. BARKA Zine M, « ALGERIE », Annual Report on International Finance and Développement in africa 2009, CESPI.
4. CNUCED, « développement économique en Afrique : endettement viable : oasis ou mirage ? », Septembre 2004.
5. CNUCED d'après des données du Département américain de l'énergie
6. Mahmoud Mamart, La Tribune, Extrait du rapport du CNES sur l'endettement des pays sud méditerranéens, lundi 7 juin 2004.
7. MILLET Damien et TOUSSAINT Eric, Les chiffre de la dette 2009 ».
8. Rapport 2009, « Statistical Review of World Energy ».
9. Rapport de FMISE, « profil pays Algérie », Janvier 2006.
10. Rapport 2009 des Nations Unies, « Les objectifs du millénaire pour le développement », édité par DAES, New, York, juillet 2009.
11. Synthèse du rapport de l'Algérie sur l'état de mise en oeuvre du programme d'action en matière de gouvernance, MAEP/Point Focal National, Novembre 2008.

Webiographie

1. Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE 2011
2. World Développement Finance, 1999, CD-ROM
3. www.bP.com
4. <http://www.cadtm.org>
5. <http://www.cairn.con>
6. <http://www.euroinvestor.fr/news/story.aspx?id=1>
7. <http://www.les-renseignements-generaux.org>
8. <http://www.lesechocs.fr>
9. <http://www.ons.dz>
10. <http://www.worldbank.org>
11. <http://www.lexpansion.com>
12. <http://www.liberation.fr>
13. <http://www.memoireonline.com>
14. www.exxon.com
15. CIA World Factbook - Version du Janvier 1, 2009
16. See also : Consommation pétrolière Map.
17. MAEP/Point Focal National,

Index

Figure 1 : Evolution du prix du pétrole

Figure 2 : Répartition des réserves estimées de pétrole (2008)

Liste des tableaux

Tableau 1 : Les 10 premiers pays consommateurs, importateurs et exportateurs en 2005

Tableau 2 : Principaux producteurs de pétrole (Millions de barils par Jour – 2008)

Tableau 3 : Principaux consommateurs de pétrole (Millions de barils par jour-2008).

Tableau 4: Dépôts bancaires extraterritoriaux du secteur non-bancaire par pays de résidence

Tableau 5 : Encours des plus grandes banques américaines sur cinq pays d'Amérique latine en pourcentage de leur capital en 1982.

Tableau 6 : Part du financement non concessionnel (non APD) dans les flux reçus par certaines catégories de PVD(en %)

Tableau 7: Achat et rachat des PVD auprès du FMI, (1970/1989) ;(en milliards de dollars)

Tableau 8: La chute du cours des biens primaires exportés par le sud

Tableau 9: Chute des revenus provenant de l'exportation des matières premières et des produits agricoles

Tableau 10: L'évolution du ratio Investissement/PIB dans les PED (en %)

Tableau 11 : La structure des dépenses publiques (en % du PIB)

Tableau 12 : Les taux de croissance du PIB de l'industrie (1965-1988)

Tableau 13 : l'évolution des taxes d'inflation dans les PED (en % de variation annuelle)

Tableau 14: les besoins de financement.

Tableau 15 : Balance des paiements.

Tableau 16 : la relation entre les exportations des hydrocarbures et la dette extérieure de L'Algérie

Tableau 17 : Encours et structure de la dette extérieure à fin 2009

Tableau 18 : Evolution de la dette extérieure (en Millions de \$)

Tableau 19: Evolution de la structure de la dette et de quelques ratios (en M\$)

Annexes

Annexe 1

Chronologie des principaux événements de l'histoire pétrolière (1859/2003)

- 1859** Premières découvertes de pétrole en Pennsylvanie par Edwin Drake et George Bissell.
- 1870** Rockfeller crée la Standard Oil qui détient rapidement 80 % du raffinage et 90 % du transport pétrolier.
- 1901** Première concession anglaise au Moyen-Orient : extraction pétrolière sur tout le territoire iranien.
- 1911** Démantèlement de la Standard Oil et création de 7 entreprises : Standard Oil of New Jersey (50 % du capital) qui deviendra Exxon ; Standard Oil of New York, plus tard Mobil ; Standard Oil of California qui deviendra Chevron ; Standard Oil of Ohio qui deviendra Sohio ; Standard Oil of Indiana qui deviendra Amoco ; Continental Oil qui deviendra Conoco ; Atlantic qui deviendra Arco .
- 1912** Création de la Turkish Petroleum Company (TPC) pour exploiter le pétrole de Mésopotamie.
- 1913** Création de l'Anglo Persian Oil Company (APOC), future British Petroleum (en 1954).
- 1920** Accords de San Remo sur le partage de l'exploitation des ressources de l'Irak.
- 1924** Création de la Compagnie Française des Pétroles, future Total.
- 1928** Accord dit « de la ligne rouge ». Le capital de l'Iraqi Petroleum Company (IPC) se répartit dès lors entre l'APOC (23,75 %), la Shell (23,75 %), la CFP (23,75 %), la Near East Development Corporation (Exxon, Gulf, Texaco, Socal/Chevron, Socony/Mobil, 23,75 %) et le groupe de Callouste Gulbenkian (5 %).
- 1928** Accords d'Achnacarry ou *As-Is Agreement* entre Shell, Standard Oil of New Jersey, APOC, Gulf et Standard Oil of Indiana. Ces accords débouchent sur la création d'une *pool association*. Chaque compagnie se voit attribuer des quotas de production sur tous les marchés, basés sur les pourcentages de 1928. Une compagnie peut voir sa production croître, mais pas son pourcentage.
- 1933** Le roi Ibn Seoud concède à Socal/Chevron l'exploitation en Arabie Saoudite.
- 1937** Nationalisation de l'industrie pétrolière mexicaine et création de PEMEX.
- 1943** Loi pétrolière de l'Etat vénézuélien qui récupère une partie des concessions et perçoit la moitié des recettes des sociétés. C'est le premier partage 50/50 entre un Etat producteur et les grandes compagnies.
- 1945** Rencontre entre le président Roosevelt et Ibn Seoud sur le Quincy en Egypte.
- 1948** Le gouvernement américain exige l'entrée des cinq *Majors* américaines dans l'Aramco. Rupture de l'accord de la ligne rouge. En contrepartie, la CFP obtient d'augmenter sa production au sein de l'IPC en Irak.
- 1950** Accord entre l'Arabie Saoudite et l'Aramco généralisant le principe du partage des revenus pétroliers à 50/50 entre grandes compagnies et pays producteurs.
- 1951** Nationalisation des gisements iraniens par le docteur Mossadegh.
- 1954** Elimination du docteur Mossadegh.
- 1960** Création de l'OPEP par l'Arabie Saoudite, le Venezuela, le Koweït, l'Iran et l'Irak.
- 1963** Création de Sonatrach.
- 1971** Accords de Téhéran. Fin du principe du 50/50.
- 1973** Guerre du Kippour et premier réajustement des prix pétroliers.
- 1976** Nationalisation de l'Aramco par l'Arabie Saoudite.
- 1979** Révolution iranienne et second réajustement des prix pétroliers (baril à 42 \$).
- 1980-1988** Guerre Iran/Irak.
- 1982** Création des quotas de production par l'OPEP.

1986 Crise pétrolière. Le baril chute à 7 \$.

1990-1991 Guerre du Golfe, à la suite de l'occupation du Koweït par l'Irak.

1999-2000 Fortes remontées du prix du baril à la suite d'un accord entre l'OPEP et les autres producteurs.

2001 Attentats du World Trade Center et du Pentagone.

2003 Guerre contre l'Irak.

GLOSSAIRE

Rééchelonnement : veut dire ;

- 1- Consolidation, modification des conditions de remboursement d'une dette.
- 2- Par opposition à un traitement concessionnel, consolidation non concessionnelle.
- 3- Par opposition à un différé ou reprofilage, part de la dette consolidée dont la maturité est la plus longue.
- 4- Par opposition à un refinancement, consolidation par modification des termes des contrats de la dette extérieure.

Refinancement : pour appliquer des termes d'un accords du club de paris, les pays créanciers ont la possibilité de choisir entre financement (ouverture d'un nouveau crédit qui est utilisé pour rembourser la dette existante) et une modification des termes contractuels de la dette existante (rééchelonnement).

Reprofilage : dans un accord du club de paris, une partie de la dette peut être reprofilée sur une durée de quelques années au lieu d'une période plus longue. La durée d'un reprofilage est intermédiaire entre celle d'un différé et celle d'un rééchelonnement de long terme.

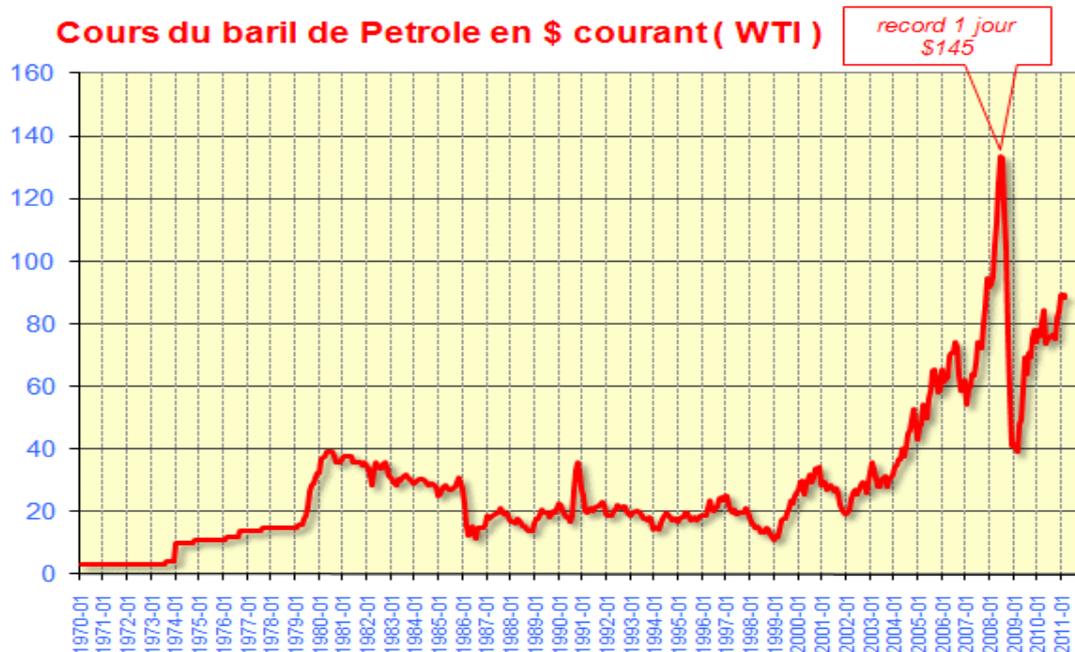
Service de la dette : somme des intérêts et de l'amortissement du capital emprunté.

Stocks de la dette : montants total des dettes.

Traitement concessionnel : peut correspondre soit à l'annulation d'une partie des créances, soit à un rééchelonnement de la dette sur une longue période à un taux d'intérêt inférieure au taux du marché approprié. On parle de concessionnalité lorsque le traitement de la dette se traduit par une diminution de sa valeur actuelle nette.

Annexe 2

Evolution du prix du pétrole



Source : BP Statistical Review of World Energy, 2011

Annexe 3

Les 10 premiers pays consommateurs, importateurs et exportateurs en 2005(MBJ et% du total mondial)

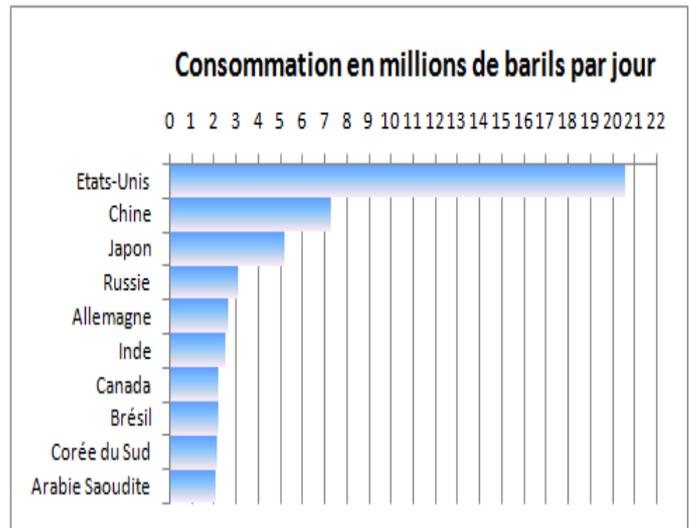
Rang	Consommation	Importations	Exportations
1	États-Unis 20,7 (24,6 %)	États-Unis 13,8 (27,7 %)	Arabie saoudite 9,1 (18,3 %)
2	Chine 7,3 (8,9 %)	Japon 5,4 (10,7 %)	Russie 6,8 (13,6 %)
3	Japon 5,4 (6,4 %)	Chine 3,7 (7,4 %)	Norvège 2,7 (5,4 %)
4	Russie 2,8 (3,4 %)	Allemagne 2,6 (5,2 %)	Venezuela 2,5 (5,3 %)
5	Allemagne 2,6 (3,2 %)	Corée du Sud 2,3 (4,6 %)	Iran 2,4 (4,8 %)
6	Inde 2,5 (3,0 %)	France 2,0 (3,1 %)	Émirats arabes unis 2,4 (4,8 %)
7	Corée du Sud 2,3 (2,7 %)	Inde 1,7 (3,4 %)	Koweït 2,4 (4,7 %)
8	Canada 2,2 (2,6 %)	Italie 1,7 (3,4 %)	Nigeria 2,3 (4,6 %)
9	France 2,0 (2,4 %)	Espagne 1,6 (3,2 %)	Mexique 1,8 (3,6 %)
10	Mexique 2,0 (2,3 %)	Pays-Bas 1,0 (2,1 %)	Algérie 1,8 (3,5 %)

Source : BP 2006

Annexe 4

Principaux consommateurs de pétrole (Millions de barils par Jour – 2008)

Principaux consommateurs (millions de barils/jour)	%
Etats-Unis	20,59
Chine	7,27
Japon	5,22
Russie	3,1
Allemagne	2,63
Inde	2,53
Canada	2,22
Brésil	2,18
Corée du Sud	2,16
Arabie Saoudite	2,07
Total	49,97

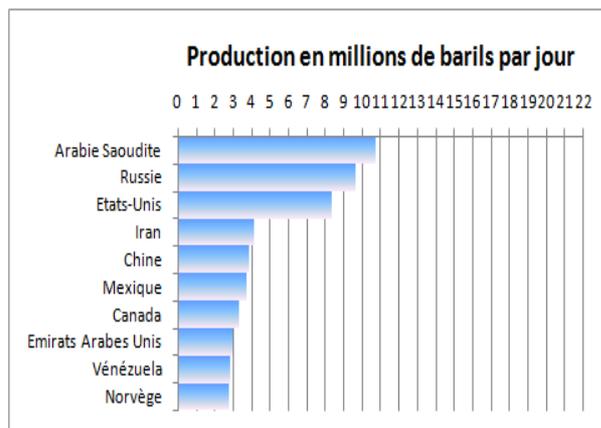


Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

Annexe 5

Principaux producteurs de pétrole (Millions de barils par jour-2008).

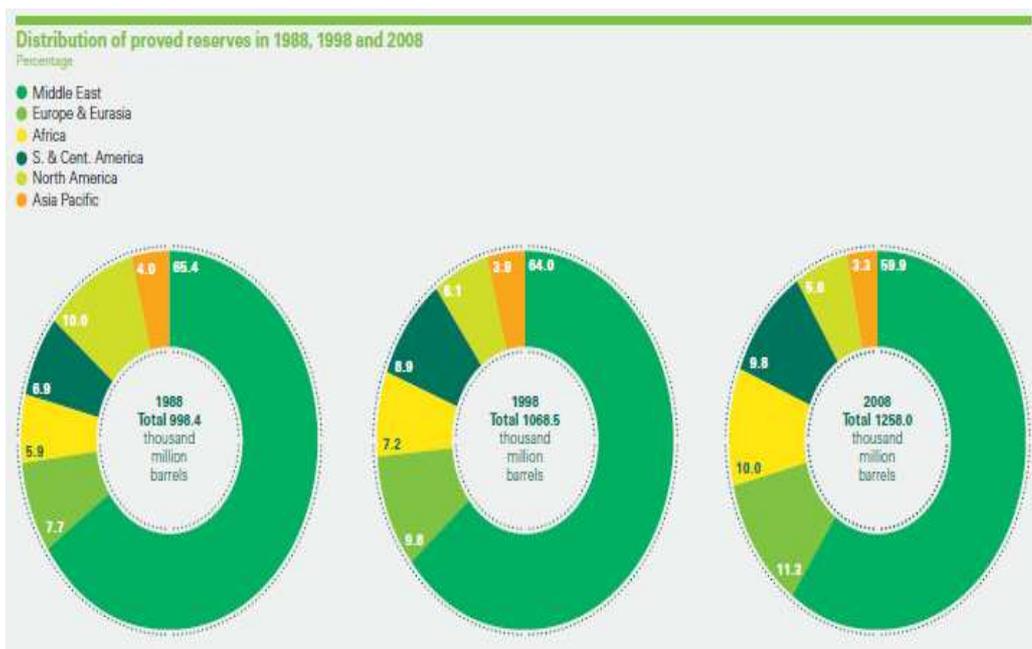
Principaux producteurs (millions de barils/jour)		%
Arabie Saoudite	10,72	20,53
Russie	9,67	18,52
Etats-Unis	8,36	16,01
Iran	4,1	7,85
Chine	3,84	7,35
Mexique	3,71	7,11
Canada	3,29	6,30
Emirats Arabes Unis	2,94	5,63
Vénézuela	2,8	5,36
Norvège	2,78	5,32
Total	52,21	100



Sources: Wikipedia, BBC News, OPEC, AFP et AIE.

Annexe 6

Répartition des réserves estimées de pétrole (2008)



Source: BP Statistical review of World Energy, 2009

Annexe 7

L'évolution du ratio Investissement/PIB dans les PED (en %)

Année	1970	1979	1981	1982	1983	1985	1986	1987	1988	1989
Asie orientale et pacifique	21,3	23,6	21,5	17,9	17,3	18,9	18,5	21,0	21,9	22,0
Moyen orient et Afrique de Nord	21,3	23,6	21,5	17,9	17,3	18,9	18,5	21,0	21,9	22,0
Afrique subsaharienne	17,3	25,6	26,8	27,4	29,7	24,4	23,4	23,1	23,0	24,4
Amérique latine et Caraïbes	23,9	21,8	24,5	20,3	20,1	17,8	17,4	17,4	19,2	18,9

Source : MERZOUK.F. « Dette extérieure de l'Algérie : Quelle perspectives ? », mémoire de magistère, Université de Bejaia, 2002, p23.

Annexe 8

Part du financement non concessionnel (non APD) dans les flux reçus par certaines catégories de PVD(en %)

	1979	1980-1982
Tout pays en développement	70	71

Afrique subsaharienne	44	42
dont pays à faible revenu	36	27
Afrique du nord et Moyen-Orient	50	40
Amérique latine	92	93
Asie : faible revenu	25	38
Asie : autres pays	92	93
Pays à faible revenu	34	38
dont pays moins revenu	27	17
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)	75	75
Pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure)	87	90

Source : M.Raffinot: Dette et ajustement structurel.1991.P39

Annexe 9

Balance des paiements	2005	2006	2007	2008	2009
	En milliards de dollars E.U ; sauf indication contraire				
Solde extérieur courant	21,18	28,95	30,54	34,45	0,41
Balance commerciale	26,47	34,03	34,24	40,60	7,78
Exportations, (f.o.b.)	48,33	54,74	83,59	78,59	45,18
Hydrocarbures	47,59	53,61	59,61	77,19	44,41
Autres	0,74	1,13	0,98	1,40	0,77
Importations, (f.o.b.)	-19,86	-20,63	-23,35	-37,99	-37,40
Services, hors revenus des facteurs, net	-2,27	-2,23	-4,09	-7,59	-8,69
Crédits	2,51	2,53	2,84	3,49	2,99

Débets	-4,78	-4,74	-3,93	-11,08	11,68
Revenus des facteurs, net	-5,08	-4,52	-1,83	-1,34	-1,31
Crédits	1,43	2,42	3,81	5,13	4,74
Débets	-6,51	-6,94	-5,64	-6,47	-6,05
Paiements des intérêts	-1,03	-0,73	-0,23	-10,19	-0,17
Autres	-5,48	-6,13	-5,41	-6,28	-5,88
dont: part des associés de compagn. Nat	-4,74	-5,29	-3,90	-4,56	-3,92
Transferts, net	2,06	1,61	2,22	2,78	2,63
Solde du compte de capital	-4,24	-11,22	-0,99	2,54	3,45
Compte de capital		-0,01			
Investissements directs (net)	1,06	1,73	1,37	2,33	2,54
Capitaux officiels (net)	-3,05	-11,89	-0,77	-0,43	-1,30
Tirages	1,41	0,93	0,51	0,84	2,19
Amortissements	-4,46	12,87	-1,28	-1,27	-0,89
Erreurs et omissions (net)	-2,25	-1,08	-1,59	0,64	-0,39
Solde global	116,94	17,73	29,55	36,99	3,86
Financement	-116,94	-17,73	-29,55	-36,99	-3,86
Augmentation des réserves brutes (-)	-16,31	17,73	-28,27	-36,53	-2,28
Rachats au FMI	-0,63	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances produit de placement à recevoir	0,00	0,00	-1,28	-0,46	0,009
Allocation DTS					-1,67
Pour mémoire :					
Réserves brutes (or non compris)	56,18	77,78	110,18	143,10	148,91
En mois d'importations des biens et services non facteurs	27,36	36,66	39,73	34,99	36,41
Valeur unitaire des Exportations du pétrole brut (dollars E.U/baril)	54,84	65,85	74,95	99,97	62,25

Source : Banque d'Algérie

Annexe 10

Encours et structure de la dette extérieure à fin 2009

(En milliards de dollars EU)

	2005	2006	2007	2008	2009
	2,588	0,402	0,226	0,010	0,010
Emissions obligataires	0,000	0,100	0,100	0,100	0,100
Crédits bilatéraux	4,116	3,894	3,851	3,287	3,057
Crédits gouvernementaux	2,192	1,879	2,175	2,073	2,131
Créd. Acheteurs et Fourn assurés	1,924	2,015	1,676	1,214	0,926
Crédits financiers	0,573		0,696	0,879	0,733
Crédits finan et crédits-bails	0,152	Crédits multilatéraux	0,276	0,405	0,409

Opérations de reprofilage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Financement d'acomptes	0,421	0,535	0,420	0,474	0,324
Crédits commer, non assurés	0,097	0,030	0,016	0,006	0,021
Crédits fournisseurs	0,097	0,030	0,016	0,006	0,021
Autres crédits	-	-	-	-	-
Crédits de rééchelonnement	9,111	0,000	0,000	0,000	0,000
Créanciers officiels	8,153	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres créanciers	0,958	0,000	0,000	0,000	0,000
Total dette à M & L terme	16,485	5,062	4,889	4,282	3,921
Total dette à court terme	0,707	0,550	0,717	1,304	1,492
Total dette extérieure	17,192	5,612	5,606	5,586	5,413

Source : Banque d'Algérie

Annexe II

Evolution de la dette extérieure (en Millions de \$)

	stock	service	principal	intérêt
1970	939,6	44,7	34,6	10,1
1971	1260,8	69,1	52,6	16,5
1972	1549,8	190,1	138,4	51,6
1973	2991,4	301,6	232,9	68,7
1974	3366,0	711,3	491,8	219,5
1975	4632,8	469,1	252,3	216,8
1976	6114,4	787,4	439,8	347,5
1977	8914,3	1062,7	646,1	416,6
1978	13750,0	1517,5	903,6	613,8
1979	16574,0	2816,0	1563,4	1252,7
1980	17040,0	3968,1	2528,5	1439,6
1981	16066,0	3912,9	2552,0	1360,8
1982	14891,0	4379,5	2954,0	1425,5
1983	14412,0	4587,1	3312,3	1274,8
1984	14133,0	4976,0	3600,4	1375,7
1985	16398,0	4874,4	3476,6	1397,8
1986	19499,0	5116,7	3567,9	1548,8

1987	23087,0	5380,9	3813,4	1567,4
1988	24406,0	6268,6	4586,9	1681,7
1989	24613,0	6852,3	5112,7	1739,6
1990	26416,0	8562,3	6778,5	1783,7
1991	25969,0	9008,4	7219,7	1788,7
1992	25489,0	8874,9	7061,4	1813,6
1993	25024,0	9050,0	7150,0	1900,0
1994	28850,0	4520,0	3130,0	1390,0
1995	31317,0	4244,0	2474,0	1770,0
1996	33641,0	4281,0	2025,0	2256,0
1997	31222,0	4465,0	2354,0	2111,0
1998	30474,0	5080,0	3202,0	1878,0
1999	28315,0	5116,0	3397,0	1719,0
2000	25261,0	4500,0	2822,0	1678,0
2001	22571,0	4464,0	2993,0	1471,0
2002	22642,0	4150,0	2922,0	1228,0
2003	23353,0	4358,0	3240,0	1118,0
2004	21821,0	5 658	4692,0	966,0
2005	17191,0	5 838	4940,0	898,0
2006	5603,0	13314	-	605
2007	5474,0	1710	-	230
2008	5585,0	1056	-	141,46
2009	5413,0	1000	875	125
2010	5457,0	666	-	-

Source : construit par nous même, donnés banque mondiale

Annexe 12

Evolution de la structure de la dette et de quelques ratios (en M\$)

	Stock Dette (1)	Service Dette (2)	Intérêt Dette (3)	Exports (4)	(1) / PIB%	(1) / (4) %	(2) / (XH) %	(3) / (4) %
1970	940	45	10	1 019	19,25	92,21	6,32	0,99
1971	1261	69	17	857	24,77	147,17	10,77	1,93
1972	1550	190	52	1306	22,86	118,68	17,69	3,95
1973	2991	302	69	1906	34,23	156,95	19,07	3,60
1974	3366	711	220	4260	25,31	79,02	17,92	5,15
1975	4633	469	217	4 291	29,70	107,97	11,74	5,05
1976	6114	787	348	4972	34,35	122,98	16,67	6,99
1977	8914	1 063	417	5809	42,45	153,45	19,05	7,17
1978	13750	1518	614	6126	52,08	224,47	25,79	10,02
1979	16574	2816	1253	9863	49,77	168,04	29,26	12,70
1980	17040	3968	1440	15 624	40,28	109,06	25,86	9,21
1981	16066	3 913	1361	13296	36,18	120,83	29,98	10,23
1982	14891	4380	1426	11 476	32,94	129,76	38,86	12,42
1983	14412	4587	1275	11 158	29,53	129,16	41,73	11,42
1984	14133	4976	1376	11 886	26,67	118,90	42,85	11,57
1985	16398	4874	1398	10 149	28,27	161,57	48,99	13,77

1986	19499	5117	1549	7831	30,90	249,01	67,13	19,78
1987	23087	5381	1567	8186	35,79	282,03	67,41	19,15
1988	24406	6269	1682	8155	41,51	299,29	81,32	20,62
1989	24613	6852	1740	8949	44,83	275,04	79,91	19,44
1990	26 416	8562	1784	11 011	42,68	239,90	80,17	16,20
1991	25 969	9008	1789	11790	56,09	220,26	78,69	15,17
1992	25489	8875	1814	11137	51,91	228,87	83,50	16,28
1993	25024	9050	1900	10098	50,25	247,81	94,12	18,82
1994	28850	4520	1390	8907	68,53	323,90	52,89	15,61
1995	31317	4244	1770	10260	75,83	305,23	43,57	17,25
1996	33641	4281	2256	13476	72,97	249,64	34,00	16,74
1997	31222	4465	2111	13723	66,29	227,52	33,80	15,38
1998	30474	5080	1878	10054	63,70	303,10	52,57	18,68
1999	28315	5116	1719	12542	58,69	225,77	42,49	13,71
2000	25261	4500	1678	21718	46,63	116,31	21,32	7,72
2001	22571	446	1471	19177	41,17	117,70	24,09	7,67
2002	22642	4150	1228	18832	40,50	120,23	22,93	6,52
2003	23353	4358	1118	24639	35,09	94,78	18,18	4,54
2004	21821	5 658	966.0	34500	25,6	64	16,2	2,8
2005	17191	5 838	898.0	40818	16,82	35	12	2,2
2006	5603.0	13314	605	54740	4,86	9,8	24	1,06
2007	5474.0	1710	230	60590	3,62	8,9	2,86	0,33
2008	5585.0	1056	141,46	78590	2,51	7,2	1,36	0,18
2009	5413.0	1000	125	45180	2,81	11,14	2,25	0,26
2010	5457,0	666		57090	2,27	9	1,21	

Source : construit par nous même à l'aide de M^r MOUHOUBI Aissa

- 1967 à 1985 : *Séries statistiques. Rétrospectives 1962-1986, ONS, n°15, 1987 ;*

- 1970 à 1996 : *Rétrospective statistique 1970-1996, ONS, 1999 ;*

- 1997 à 2005: www.ons.dz. 2006 à 2010 à partir de la banque d'Algérie.

XH : Exportations d'hydrocarbures

*Annexe 13
Evolution*

Année	Exportation des hydrocarbures
1970	0,69 milliards de dollars
1971	0,63 milliards de dollars
1972	0,96 milliards de dollars
1973	1,24 milliards de dollars
1974	3,65 milliards de dollars
1975	3,45 milliards de dollars
1976	4,22 milliards de dollars
1977	4,68 milliards de dollars
1978	4,65 milliards de dollars
1979	7,17 milliards de dollars
1980	13,50 milliards de dollars
1981	15,42 milliards de dollars
1982	14,20 milliards de dollars
1983	14,08 milliards de dollars
1984	14,54 milliards de dollars
1985	13,27 milliards de dollars
1986	7,12 milliards de dollars
1987	8,53 milliards de dollars
1988	7,35 milliards de dollars
1989	9,09 milliards de dollars
1990	12,34 milliards de dollars
1991	11,97 milliards de dollars
1992	10,84 milliards de dollars
1993	9,59 milliards de dollars
1994	8,40 milliards de dollars
1995	9,72 milliards de dollars
1996	12,63 milliards de dollars
1997	13,69 milliards de dollars
1998	10,14 milliards de dollars
1999	11,91 milliards de dollars
2000	21,06 milliards de dollars
2001	18,53 milliards de dollars
2002	18,11 milliards de dollars
2003	23,99 milliards de dollars
2004	31,55 milliards de dollars
2005	45,59 milliards de dollars
2006	53,61 milliards de dollars
2007	59,61 milliards de dollars
2008	77,19 milliards de dollars
2009	44,41 milliards de dollars
2010	56,12 milliards de dollars

des

hydrocarbures

Source : www. ons.dz

	2000	2001	2002	2003	2004
Pétrole brut					
Valeur (millions US \$)	4 815,1	3 994,4	5 056,1	7 719,7	12 559,7
dont : Rapatriement des bénéfices	852,1	728,4	298,8	894,5	2 501,8
Volume (millions de barils)	169,1	161,0	200,5	266,2	326,0
(millions de tonnes métriques)	21,4	20,4	25,4	33,8	41,3
Prix d'unité (US \$ par baril)	28,5	24,8	25,2	29,0	38,7
Condensat					
Valeur (millions US \$)	3 999,6	3 170,2	3 055,3	3 572,4	4 878,2
dont : Rapatriement des bénéfices	178,0	153,8	158,6	144,9	132,1
Volume (millions de barils)	140,2	138,9	131,2	123,2	120,7
(millions de tonnes métriques)	15,9	15,6	14,8	13,9	13,6
Prix d'unité (US \$ par baril)	28,5	22,8	23,3	29,0	40,4
Produits pétroliers raffinés					
Valeur (millions US \$)	3 282,4	2 736,6	2 493,8	3 018,1	3 029,0

Volume (millions de barils)	107,0	112,0	98,8	98,8	90,1
(millions de tonnes métriques)	13,6	14,2	12,5	12,5	10,0
Prix d'unité (US \$ par baril)	30,7	24,4	25,2	30,6	33,6
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)					
Valeur (millions US \$)	2 118,6	1 848,5	1 754,9	2 165,7	2 583,3
dont : Rapatriement des bénéfices	139,2	141,0	137,3	156,3	124,9
Volume (millions de barils)	81,8	95,1	94,7	92,9	55,3
(millions de tonnes métriques)	6,8	8,1	8,1	7,9	6,5
Prix d'unité (US \$ par baril)	25,9	19,4	18,5	23,3	46,7
Gaz naturel liquéfié (GNL)					
Valeur (millions US \$)	3 290,9	3 250,9	2 888,5	3 778,9	3 757,0
Volume (milliards de m3)	44,7	43,2	44,7	46,1	40,3
Volume (milliards de BTU)	1 047,8	1 017,0	1 051,6	1 101,7	1 026,5
Prix d'unité (US \$ par m3 de GNL)	73,6	75,2	64,7	82,0	93,2
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	3,1	3,2	2,8	3,4	3,7
Gaz naturel (GN)					
Valeur (millions US \$)	3 554,7	3 531,3	2 860,6	3 738,5	4 742,9
dont : Rapatriement des bénéfices					
Volume (milliards de m3)	34,3	31,1	31,1	31,7	35,3
Volume (milliards de BTU)	1 294,1	1 174,0	1 172,6	1 196,9	1 338,6
Prix d'unité (US \$ par m3)	103,6	113,5	92,1	117,8	134,2
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	2,7	3,0	2,4	3,1	3,5
Recettes totales des hydrocarb	21 061,3	18 531,9	18 109,2	23 993,3	31 550,1
.(millions US\$)					
dont : Part des associés de l'entr. nation	1 169,3	1 023,2	1 594,8	2 195,7	3 117,9

(En pourcentage du total des exportations)

Pétrole brut	22,9	21,6	27,9	32,2	39,8
Autres	77,1	78,4	72,1	67,8	60,2
Condensat	19,0	17,1	16,9	14,9	15,5
Produits pétroliers raffinés	15,6	14,8	13,8	12,6	9,6
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	10,1	10,0	9,7	9,0	8,2
Gaz naturel liquéfié (GNL)	15,6	17,5	16,0	15,7	11,9
Gaz naturel (GN)	16,9	19,1	15,8	15,6	15,0

Source : banque mondiale

	2005	2006	2007	2008	2009
Pétrole brut					
Valeur (millions US \$)	19 340,7	22 897,4	25 373,7	30 513,7	18 855,8
dont : Rapatriement des bénéfices	4 009,8	4 624,9	2 989,1	3 593,4	2 963,1
Volume (millions de barils)	354,3	345,3	339,1	305,5	272,8
(millions de tonnes métriques)	45,0	44,0	43,2	39,2	34,7
Prix d'unité (US \$ par baril)	54,6	65,7	74,8	99,9	62,2
Condensât					
Valeur (millions US \$)	6 307,3	7 268,0	8 498,2	10 089,5	5 146,2
dont : Rapatriement des bénéfices	156,1	152,7	228,4	221,4	231,6
Volume (millions de barils)	120,9	119,1	114,8	115,8	93,3
(millions de tonnes métriques)	13,8	13,4	12,9	13,0	10,5
Prix d'unité (US \$ par baril)	52,1	61,0	74,0	87,2	55,2
Produits pétroliers raffinés					
Valeur (millions US \$)	3 940,9	4 756,3	5 838,1	7 310,0	5 373,4
Volume (millions de barils)	87,6	88,5	77,9	82,3	85,4
(millions de tonnes métriques)	9,5	9,6	9,9	10,4	10,8
Prix d'unité (US \$ par baril)	45,0	53,7	74,9	88,8	62,9
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)					
Valeur (millions US \$)	3 337,0	3 626,2	4 545,3	5 708,0	3 216,8
dont : Rapatriement des bénéfices	245,6	239,3	367,4	364,6	468,7
Volume (millions de barils)	77,0	71,1	81,1	81,5	74,1
(millions de tonnes métriques)	6,5	6,9	7,5	7,5	6,8
Prix d'unité (US \$ par baril)	43,3	51,0	56,1	70,0	43,4
Gaz naturel liquéfié (GNL)					
Valeur (millions US \$)	5 337,4	6 383,1	6 725,0	9 092,0	5 598,0
Volume (millions de m3)	40,3	39,0	39,9	34,6	34,7
Volume (billions de BTU)	1 031,6	911,9	934,0	811,6	791,8
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	5,6	7,0	7,2	11,2	7,1
Gaz naturel (GN)					
Valeur (millions US \$)	7 324,6	8 877,0	8 624,8	14 481,4	8 225,1
dont : Rapatriement des bénéfices	332,2	271,3	311,1	382,6	257,5
Volume (milliards de m3)	39,8	37,8	35,5	39,0	33,6
Volume (billions de BTU)	1 494,8	1 416,0	1 325,9	1 462,8	1 250,6
Prix d'unité (US \$ par million de BTU)	4,9	6,3	6,5	9,9	6,6
Recettes totales des hydrocarb.(millions					
dont : Part des associés de l'entr. nation	4 587,9	5 368,0	5 960,1	7 194,6	4 415,1
	4 743,7	5 288,2	3 896,0	4 562,0	3 920,9
(En pourcentage du total des exportations)					
Pétrole brut	42,4	42,3	42,6	39,5	38,0
Autres	57,6	57,7	57,4	60,5	62,0
Condensât	13,8	13,6	14,3	13,1	11,6
Produits pétroliers raffinés	8,6	8,9	9,8	9,5	12,1
Gaz de pétrole liquéfié (GPL)	7,3	6,8	7,6	7,4	7,2
Gaz naturel liquéfié (GNL)	11,7	11,9	11,3	11,8	12,6
Gaz naturel (GN)	16,1	16,6	14,5	18,8	18,5

Source : Ministère de l'Énergie

Annexe 14

Evolution de quelques indicateurs économiques

Années	Prix du pétrole Moyen pondéré	Prix (\$us/ Baril)	Le PIB aux prix courants Unité :En Millions de dinars	Les Importations Unité :En Millions de dollars E.U	taux change	Taux d'intérêt
1970		1,67	24 072,3	6972,3	4,93706	2,5
1971		2,03	24 922,8	6871,9	4,91263	2,5
1972		2,29	30 413,2	7703	4,48051	2,75
1973		3,05	34 593,1	10857,3	3,96249	2,75
1974		10,73	55 560,9	19500,7	4,18075	2,75
1975		10,73	61 573,8	26361,8	3,9494	2,75
1976		11,51	74 075,1	27322,2	4,16382	2,75
1977		12,39	87 240,5	36298,9	4,14675	2,75
1978		12,7	104 831,6	41874,8	3,9659	2,75
1979		17,25	128 222,6	41981,6	3,8531	2,75
1980		21,59	162 507,2	49299,3	3,8375	2,75
1981		31,77	191 468,5	59032,9	4,3158	2,75
1982		28,52	207 551,9	60185,4	4,5921	2,75
1983		26,19	233 752,1	60205,8	4,7885	2,75
1984		25,88	263 855,9	61558,1	4,9835	2,75
1985		24,09	291 484,5	59462,2	5,0279	2,75
1986		12,51	296 519,9	50832,5	4,7023	2,75
1987		15,40	312 630,1	39961,8	4,8375	5
1988		12,58	347 715,9	79453,4	5,9144	5
1989		15,86	422 042,0	121066	7,6084	6
1990		20,03	554 388,1	139110	8,9648	8,75
1991		16,54	862 151,8	198354	18,4672	10,5
1992		15,99	1 074 695,8	244492	21,8717	11
1993		14,25	1 189 724,9	269126	23,3503	11
1994		16,21	1 487 403,6	424503	35,0552	15
1995		17,55	2 005 000,0	616099,4	47,6489	14
1996		21,50	2 569 900,0	596709,6	54,7472	13
1997		19,49	2 780 200,0	594683,4	57,6757	11
1998		12,94	2 830 430,0	8 632,0	58,7351	9,5
1999		17,90	3 238 290,0	8 959,6	66,5722	8,5
2000		26,45	4 123 500,0	9 345,0	75,2569	6
2001		24,85	4 227 100,0	9 482,0	77,2646	6
2002		25,22	4 522 800,0	12 010,0	79,6828	5,5
2003		29,00	5 252 300,0	13 322,0	77,39	4,5
2004		38,52	6 149 200,0	17 954,0	72,059	
2005		54,64	7 562 000,0	19 857,0	73,3622	
2006		65,85	8 514 700,0	20 681,0	72,6461	
2007		74,94	9 362 700,0	26 348,0		
2008		99,97	11 069 100,0	37 993,0		
2009		62,26	10 017 600,0	37 403,0		
2010		80,15	11 672 400,0	40 212,0		

Source : ONS

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Liste d'abréviations

Sommaire

<i>Introduction générale</i>	1
CHAPITRE I : présentation du marché pétrolier mondial	4
Section I : Historique de l'exploitation pétrolière	5
1. Les premiers usages du pétrole	5
2. Les chocs pétroliers.....	6
2-1. Les éléments d'explication géopolitique.....	6
2-2. Le troisième choc pétrolier.....	8
3. Le marché du pétrole.....	9
3.1 Les réserves pétrolières mondiales.....	11
Section II : Les acteurs du marché pétrolière	13
1. les multinationales pétrolières.....	14
2. les compagnies pétrolières nationales.....	15
2-1. Accords de partage de production.....	15
a. Avantages d'une collaboration avec les compagnies nationales.....	15
b. Enjeux liés à la collaboration avec les compagnies nationales.....	16
3. les Pays producteurs de pétrole.....	16
4. les pays consommateurs de pétrole.....	17
CHAPITRE II : Problématique de l'endettement extérieur des économies en Développement	20
Section I : La genèse de l'endettement	21
1. Définition de la dette extérieure.....	21
2. Les causes internes du recours à l'endettement.....	21
2-1. Les politiques économiques et les stratégies de développement mises	

en place.....	21
2-2. L'utilisation inadéquate des emprunts.....	22
2-3. La fuite des capitaux nationaux.....	23
3. Les causes externes du recours à l'endettement.....	23
3.1. Les causes conjoncturelles.....	23
3-1-1. La récession de l'économie mondiale.....	24
3-1-2. L'augmentation des taux d'intérêts nominaux et réels.....	24
3-1-3. Les augmentations du prix de pétrole.....	25
3-1-4. Le contre –choc pétrolier de 1986.....	25
3-1-5. L'engagement excessif des systèmes financiers.....	25
3.2. Les causes structurelles.....	26
3-2-1. La période 1950-1972 : Economie de l'aide.....	26
3-2-2. La période 1973-1982 : Economie de crédit.....	27
3-2-3. La période 1982-1989 :L'argent difficile.....	29
Section II : L'impact de l'endettement sur les pays en voie de développement.....	32
2. Les effets économiques de l'endettement.....	32
1-1. La faiblesse des rentrées fiscales.....	32
1-2. La détérioration des termes de l'échange.....	33
1-3. Le problème du remboursement de la dette causé par la flambée des taux d'intérêt... ..	34
1-4. Effet sur l'investissement.....	35
2. Les effets sociaux de l'endettement.....	35
2-1. La diminution des dépenses sociales.....	35
2-2. La baisse du niveau du revenu réel.....	37
2-3. Explosion du nombre de chômeurs.....	38
2-4. L'augmentation de l'inflation.....	38
2-5. La dégradation de l'environnement.....	39
Chapitre III : Le poids des exportations pétrolières sur l'économie de l'Algérie.....	41
Section1 : L'évolution de quelques ensembles économiques en Algérie.....	42
1- Evolution des exportations pétrolières.....	42
2- L'évolution des importations.....	44
3- Evolution de la dette extérieure.....	46
Section 2 : L'incidence des exportations pétrolières sur la dette extérieure de l'Algérie.....	49
1- Les besoins de financement.....	49
2- Balance des paiements et marché de change.....	51
2-1. Situation de la balance des paiements : une viabilité préservée.....	52

3- La relation entre les recettes pétrolières et la dette extérieure.....	58
3.1. L'approche théorique.....	58
3.2. L'approche pratique.....	62
3.2-1 Evolution de la dette extérieure : renforcement de la soutenabilité.....	62
3.2-2 - Structure de la dette extérieure.....	62
3.2.2-1 - Service de la dette et ratio d'endettement.....	66
<i>Conclusion générale</i>	75
<i>Bibliographie</i>	77
<i>Index</i>	81
<i>Annexes</i>	82
<i>Tables des matières</i>	96

Résumé

L'objet du présent mémoire est d'étudier la question de la dette extérieure des économies en développement, car elle est l'une des préoccupations majeures d'attaque. Le poids du pétrole est très important, la part relative des recettes d'exportations de ces pays est aujourd'hui consacrée au service de cette dette.

Mots clés

Dette extérieure, économies en développement, exportations pétrolières, service de la dette.

Abstract

The object of the present report is to study the question of the foreign debt of savings in development, because it is one of the major concerns (preoccupations) of attack. The weight of the oil is very important; the relative part of the receipts (recipes) of exports of these countries is dedicated in the service of this debt today.

Keywords

Foreign debt, savings in development, oil exports, debt servicing.

ملخص

كان الهدف من هذا التقرير هو أن تدرس مسألة الديون الخارجية وتنمية مدخرات الدول النامية، لأنه كان واحدا من أهم مشاغل الهجوم. للنفط وزن مهم جدا، فإن نسبة من العائدات من الصادرات من تلك الدول من المتفانية في خدمة هذا الدين اليوم.

الكلمات الرئيسية

دول النامية، الديون الخارجية، التوفير في تنمية الصادرات النفطية، خدمة الدين.